

<p>Agravo de instrumento (A Interposição de agravo de instrumento é utilizada para combater decisões interlocutórias. Essas determinações são aquelas que o juiz toma em um processo de maneira não sentencial.) https://www.google.com/url?sa=t&redir_esc=on&source=web&cd=1&cad=rcaj&uact=8&ved=2ahUKEwjiagOCkrmAAvQwJUCHVhwB4QFnCEAQOAwKurl</p>	<p>Appel Interlocutoire On oppose ses adjoints définitif et interlocutoire quand il s'agit de déterminer si des décisions rendues par le tribunal durant l'instance sont définitives ou interlocutoires afin de savoir si elles sont susceptibles d'appel. Ces questions se posent notamment en matière de recevabilité d'un appel interjeté à l'encontre de décisions rendues dans le cadre d'une instance judiciaire. Par exemple, les décisions rendues au procès concernant l'admissibilité de la preuve ou d'un certain témoignage sont inappellables d'appel, comme le sont les décisions relatives aux dates d'audience, les décisions sur des requêtes en agouement, les décisions concernant l'ordre d'audition des témoins ou des décisions rendues sur des objections à des questions posées à l'interrogatoire ou au contre-interrogatoire et les décisions concernant l'autorisation sollicitée de présenter une argumentation écrite ou orale. De là la prévue des tribunaux à instruire des appels interlocutoires: les procès devaient nécessairement et traiter en longueur, si les parties étaient en droit de former des appels interlocutoires concernant la grande diversité de décisions qui sont inévitablement rendus dans le cadre d'un procès. « Le résultat de la requête interlocutoire aura pour effet de disposer de l'action à titre définitif. » https://www.bib.terminus.lu/ce-cs/bv/2016/04/05/decisions-jurisd/indices-emo.html?nav=encadreInterlocutoire_casosq_s&page=96OqUAFZCA.html</p>
<p>AGU (Advocacia Geral da União)</p>	<p>Bureau du Avocat général du Gouvernement fédéral</p>
<p>Ajuizamento</p>	<p>Intenter une action en justice; Rédiger/Déposer une plainte Le type d'action en justice que vous attendez détermine souvent quel tribunal entendra votre cas. Une fois que vous savez la réparation à demander, vous aurez une meilleure idée d'où vous devez déposer votre plainte. Par exemple, dans le Maryland, si vous déposez une action en justice pour moins de 5 000 \$, vous pouvez la déposer devant la Cour de District. Pour les cas non domestiques (cas qui ne concernent pas le droit de la famille), vous devez déposer une plainte dans le comté où vit la partie adverse (le défendeur), ou elle travaille ou mène une entreprise. https://www.peoples-law.org/fr/node/49176#intitle=ajuzam</p>
<p>Ajuizar; propor ação pleiteando algo</p>	<p>Intenter une action en justice; Rédiger/Déposer/enregistrer une plainte Madame, Monsieur le Procureur, le sousigné(e) (nom et prénom), né(e) le (date de naissance) à (lieu de naissance) et exerçant la profession de (profession), vous informe porter plainte contre (nom et prénom / nom de l'entreprise / nom de l'organisation / ou X si personne non connue), résidant à (nommer l'adresse de la personne ou de l'entreprise concernée) pour (qualification de l'infraction). https://www.legifrance.gouv.fr/fr/infos/procureur/procureur/ARTI000002035157</p>
<p>Alienação Fiduciária</p>	<p>La fiducie-oreté Un instrument de garantie stable en cas d'ouverture d'une procédure collective du débiteur. Les biens sur lesquels vont être assis la garantie sont alors cédés à un fiduciaire (banque ou avocat) pour s'assurer du remboursement de la dette que le constituant a envers un tiers créancier. Si à l'échéance la dette est payée, les biens cédés font retour dans le patrimoine du constituant ; sinon, leur propriété est acquise au créancier. La mise en fiducie du bien garantit cette affectation. https://www.compassneuludique.com/blog/la-fiducie-surete</p>
<p>Alimentação; alimentos; pensão alimentícia</p>	<p>Alimentation ; entretien ; pension alimentaire Autre nom de la "pension alimentaire". Les "aliments" on devrait dire "orçance d'aliments". En réalité la pension est la forme par laquelle le débiteur d'aliments assume l'exécution de son obligation. En application des articles 210 et 211 du Code civil, lorsque le débiteur d'aliments ne se trouve pas en mesure d'assurer le paiement d'une pension, la contribution peut être exécutée autrement, par exemple le débiteur recevra le créancier d'aliments dans sa demeure, il devra le nourrir et il devra pourvoir à son entretien. Ces prestations font partie du devoir de secours. https://www.dictionnaire.ludique.com/defin/pension.php</p>
<p>Alimentado; alimentário; alimentando</p>	<p>Créancier alimentaire Un créancier est la personne qui, face à une obligation, dispose d'un droit sur une autre personne. Cette autre personne est appelée le débiteur. Le créancier d'aliments est la personne qui, en fonction de sa situation juridique, a droit de la part du débiteur d'aliments au versement d'une somme d'argent destinée à couvrir ses besoins vitaux si elle ne peut pas ou plus subvenir elle-même à ses besoins. https://www.ekia.co.fr/chas-pratiques/creancier-debiteur-definitions-et-differences</p>
<p>Alimentante</p>	<p>Débiteur alimentaire Un débiteur alimentaire est une personne qui a une obligation alimentaire envers une autre personne. Il s'agit, entre autres, des personnes liées par un lien de parenté en ligne directe (parents, enfants, grand-parents, etc.), des époux, et à certaines conditions des ex-époux. Le parent chez lequel l'enfant ne réside pas habituellement est le débiteur de la pension alimentaire. Un lien qui désent le droit de visite et d'hébergement qui va verser la pension à l'autre. En effet, la pension alimentaire est venue pour contribuer aux dépenses de la vie courante. https://www.ekia.co.fr/chas-pratiques/creancier-debiteur-definitions-et-differences</p>
<p>Alimentar</p>	<p>Entretien; Combler des besoins vitaux L'obligation d'entretien de l'enfant est due par les deux parents. Elle consiste en tout ce qui est nécessaire à son développement corporel, intellectuel et moral. Elle dure de la naissance à la majorité, voire au-delà de la majorité en cas d'études suivies ou de formation inachevée. L'obligation d'entretien des parents ne cesse pas de plein droit à la majorité de l'enfant. Que ce dernier soit légitime ou naturel, les parents doivent permettre un niveau de vie suffisant pour le développement physique, mental, moral ou encore social de leur progéniture. https://www.juridical.ch/fr/encyclopedie/entretien-obligation-entretien-des-parents-et-mere-95</p>
<p>Alistamento eleitoral</p>	<p>Inscription sur la liste électorale Le Ministère chargé de l'intérieur permet au citoyen français et au citoyen européen de demander son inscription sur les listes électorales d'une mairie pour voter en France. Accessible à condition d'être âgé d'au moins 18 ans. L'inscription sur les listes électorales est une démarche gratuite. Veillez à ne pas utiliser de sites internet privés, car s'ils ne sont pas raccordés aux services de vote commune, votre demande d'inscription ne sera pas transmise. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R16396</p>
<p>Alvará de Soltura</p>	<p>Ordonnance de mise en liberté La détention provisoire ne peut excéder une durée raisonnable, au regard de la gravité des faits reprochés à la personne mise en examen et de la complexité des investigations nécessaires à la manifestation de la vérité. Sans préjudice des dispositions de l'article 803-B garantissant le droit de la personne d'être détenue dans des conditions respectant sa dignité, le juge d'instruction ou, s'il est saisi, le juge des libertés et de la détention doit ordonner la mise en liberté immédiate de la personne placée en détention provisoire, selon les modalités prévues à l'article 147, dès que les conditions prévues à l'article 144 et au présent article ne sont plus remplies (Article 144-1 du Code de procédure pénale français). https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043242511</p>
<p>Antecedentes criminais, registro criminal</p>	<p>Casier judiciaire; Antécédents judiciaires Un casier judiciaire conserve les condamnations prononcées par les juridictions pénales (cours d'assises, cours d'assises des mineurs, cours d'appel, tribunaux correctionnels, tribunaux de police, tribunaux pour enfants, juges des enfants). Il conserve aussi certaines décisions prononcées par les tribunaux de commerce (faillite personnelle, interdiction commerciale), et certaines décisions administratives et disciplinaires quand elles édictent ou entraînent des incapacités même lorsqu'elles n'ont pas été prononcées. Certaines condamnations peuvent être retirées. Une personne peut, sur demande écrite au procureur de la République du tribunal judiciaire de son domicile, obtenir une communication du relevé intégral de son casier judiciaire. Aucune copie ne peut être remise. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/EGISCTA000009138155</p>
<p>Anular</p>	<p>Annuler ; casser Désigne un acte juridique, une convention... Rendre ou déclarer nul, sans effet, de manière à rétablir la situation antérieure. Annuler une décision, un testament, un mariage :1. Un lit de justice fut tenu au Parlement, ou le roi annula tous les actes contraires au duc d'Orléans et à ses adhérents, en déclarant que lui et le duc d'Aquitaine les avaient signés par force et par menaces, et que tout ce qui y était renfermé selon les princes était faux et calomnieux. On ne se boucha point à répéter les articles, le roi cassa, annula, aboli et revoua aussi les ordonnances de réformation qui renfermaient de justes et salutaires choses, et auxquelles avaient applaudi tous les gens de bien. Barante, Hist. des ducs de Bourgogne, t. 3, 1824, p. 377. https://cnrtl.fr/definition/casser/verbe</p>
<p>Apelação criminal (ACR)</p>	<p>Appel en matière criminelle Procès devant la cour d'assises ou la cour criminelle. La cour d'assises juge les personnes accusées. Personne soupçonnée d'avoir commis un crime et qui comparait devant la cour d'assises de crime: Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (homicide volontaire ou viol par exemple) punis de plus de 20 ans de réclusion; Peine de prison prononcée en cas de crime et les procès en appel. Elle est composée de juges et de citoyens liés au sort, qu'on appelle les jurés. Les personnes inculpées accusées: Personne soupçonnée d'avoir commis un crime et qui comparait devant la cour d'assises de crime. Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (homicide volontaire ou viol par exemple) punis entre 15 à 20 ans de prison sont jugés par la cour criminelle. Elle est composée uniquement de jurés professionnels. Les décisions doivent être motivées. Obligation pour le juge d'expliquer les raisons pour lesquelles il a pris cette décision et peuvent faire l'objet d'un appel. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1487</p>
<p>Aplicação recíproca</p>	<p>Application réciproque Dans les conditions d'application des normes internationales dans l'ordre juridique interne, pour prévoir sur la loi interne, il faut que la convention internationale fasse l'objet d'une application réciproque de la part de l'autre partie. https://cours-de-droit-nettes-conditions-d-application-des-normes-internationales-a1301268370</p>
<p>Apreensão de ativos</p>	<p>Gel, saisie et confiscation des avoirs Les autorités chargées d'enquêter sur les délits fiscaux devraient avoir la possibilité de procéder au gel ou à la saisie des avoirs au cours de l'enquête et de procéder à la confiscation des biens. Le gel ou la saisie d'avoirs désigne l'interdiction temporaire du transfert, de la conversion, de la disposition ou du mouvement de biens, ou le fait d'assumer temporairement la garde ou le contrôle de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente » (ONUDC, 2004[6]). La gel a pour effet de suspendre temporairement les droits sur l'avoir, et peut ainsi s'appliquer à des comptes bancaires qui sont fongibles. La saisie est un acte visant à conserver temporairement un avoir ou à le placer sous la garde des autorités, et peut s'appliquer, par exemple, à des actifs physiques comme un véhicule. D'une manière générale, ces mesures sont utilisées pour empêcher temporairement les mouvements d'avoirs en attendant l'issue d'une affaire. https://www.oecd-ilibrary.org/sites/6f4d3f71-7f1ndex.html?itemId=/content/component/6f4d3f71-7f1ndex.html</p>
<p>Apreensão, confisco e restituição</p>	<p>Gel, saisie et confiscation des avoirs et restitution d'un bien confisqué Pour obtenir la restitution d'un bien définitivement confisqué. Ainsi, qu'une peine, notamment celle de confiscation, n'est plus censée pouvoir être remise en cause une fois qu'elle est définitive, c'est-à-dire une fois épuisés les délais et voies de recours, il est possible, dans certains cas d'obtenir tout de même la restitution du bien confisqué. La confiscation d'un tiers a lieu à la procédure. En effet, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a une occasion de rappeler que l'autorité de la chose jugée de la décision prononçant la peine de confiscation ne lui est pas opposable. Cette faculté a dû être ouverte au tiers en raison d'une défectuosité textuelle dans la protection du tiers propriétaire. Les dispositions relatives aux saisies pénales spéciales prévoient la notification de l'ordonnance de saisie tant aux propriétaires ou aux tiers ayant des droits sur le bien, qui disposent donc d'une voie de recours. https://www.village-justice.com/articles/obtenir-restitution-bien-definitivement-confisque,33630.html</p>
<p>Apresentar queixa ("No processo penal brasileiro, as petições iniciais das ações penais são a denúncia ou a queixa-crime (ou simplesmente queixa). A denúncia é usada nas ações penais públicas e as queixas-crimes nas ações penais privadas. A representação, na ação penal pública condicionada a representação, não é uma petição inicial, é apenas a autorização dada pela vítima para a abertura do inquérito policial.") https://dokumen.pub/dictionary-of-law-economics-and-accounting-portuguese-english-english-portuguese-4th-edition-8530946464-9788530946463.html</p>	<p>Porter plainte Tout individu (victime d'un majeur) victime d'une infraction peut porter plainte. Il suffit de vous rendre dans un commissariat de police ou une brigade de gendarmérie pour effectuer un dépôt de plainte. Si vous avez été victime d'une infraction, vous pouvez porter plainte afin d'informer la justice des faits commis à votre encontre. Il est possible de porter plainte contre une personne physique, une personne morale (une entreprise, une association...) ou contre un animal, si l'auteur des faits est inconnu. La victime d'une infraction peut déposer plainte : dans un commissariat de police, dans une brigade de gendarmérie, ou directement auprès du procureur de la République. https://www.justice.fr/mesure/porter-plainte</p>
<p>Arbitragem ("Julgamento de um litígio feito por um terceiro imparcial e escolhido pelas partes; o árbitro. É uma espécie de heterocomposição de conflitos, desenvolvida em trâmites mais simplificados e informais do que em um processo jurisdicional." - https://www.usbrasil.com.br/artigos/arbitragem/1814703747)</p>	<p>Arbitrage L'arbitrage est probablement le mode de règlement des conflits le plus connu et le plus populaire. À l'instar du litige, l'arbitrage est fondé sur un modèle accusatoire qui exige qu'une partie impartiale rende une décision. Pendant longtemps, il se sont principalement les différends de nature commerciale qui ont été soumis à l'arbitrage. Il s'agit d'une solution de rechange prise au litige qui opposé les parties. L'arbitrage est devenu un processus juridictionnel qui les parties. D'autres processus judiciaires traditionnels possèdent les mêmes caractéristiques mais, dans l'ensemble, les deux processus qui diffèrent. https://www.justice.gc.ca/fr/fr-jp/sj-cj-sjcm/sjcm-dpr/sjcm-mrc-dpr/06.html</p>
<p>Arquivo pessoal</p>	<p>Dossier du personnel Le dossier du personnel est un ensemble de documents importants qui concerne le salarié et sa relation contractuelle avec l'entreprise. C'est un dossier aussi auquel le responsable RH va faire appel durant tout le temps qu'il passera en entreprise. Un dossier de personnel bien tenu et bien organisé permet une bonne gestion du salarié. Le dossier du personnel permet aux agents RH de mieux contrôler la progression des salariés. Toutefois, pour qu'il soit utile au quotidien, il est important d'avoir tous les documents à jour et bien structurés. Le dossier du personnel doit être constitué dès la signature du contrat de travail avec l'employeur. C'est un dossier qui va suivre le salarié tout au long de sa vie au sein de l'entreprise. Pour cela, les responsables RH doivent prendre la peine de retracer dans le dossier toutes les évolutions et les changements qui peuvent se passer sur le contrat du salarié. https://mhrh.com/fr/glossary/dossier-du-personnel/</p>
<p>Arquivo, arquivar, autuar, protocolar, impetrar, abtrir, entrar com</p>	<p>Déposer une plainte ; porter plainte ; faire délivrer une assignation Dénoncer une infraction (dont on est victime) auprès des autorités judiciaires pour obtenir réparation. EX1 : Victime d'une infraction, cette dame a déposé une plainte à la gendarmerie. EX2 : Si vous êtes le destinataire d'une assignation, vous êtes le défendeur : Personne contre laquelle une action en justice est engagée à la procédure. Vous devez obligatoirement prendre un avocat dans un délai de 15 jours si vous voulez prendre part à la procédure. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1791 https://www.justice.fr/mesure/porter-plainte</p>
<p>Assembleia Geral</p>	<p>Assemblée générale Une assemblée générale (AG) est le rassemblement de l'ensemble des membres d'une communauté qui vise à permettre le débat et déterminer les décisions qui devront être prises par le groupe. Généralement, l'assemblée générale est l'organe décisionnel du groupement. https://monjuridique.info/effe.fr/blog/assemblee-generale-tout-savoir-pour-mieux-comprendre</p>
<p>Assembleia Legislativa</p>	<p>Assemblée législative; Assemblée nationale L'Assemblée nationale est au cœur de la démocratie. Elle forme avec le Sénat le pouvoir législatif dont la mission est de faire la loi et de contrôler le Gouvernement. Cette très ancienne institution se réforme: l'occasion de la procédure législative, approfondissement des pouvoirs de contrôle, octroi de droits spécifiques aux groupes d'opposition et renforcement des règles de transparence et de déontologie. Les sénateurs ont pour rôle de représenter et de défendre les intérêts des collectivités territoriales, c'est-à-dire les autorités publiques distinctes de l'Etat (communes, départements, régions). Les députés, eux, ont pour mission de défendre l'intérêt général. https://www.assemblee-nationale.fr/fr/roles-et-pouvoir-de-assemblee</p>
<p>Assessor(a)-Chefe</p>	<p>Conseiller en chef ; Attaché(e) judiciaire en chef Personne dont la fonction est de servir de guide ou d'assister de hautes autorités ou plusieurs autres personnes dans certains domaines. La personne titulaire de l'emploi exerce les pouvoirs attribués par les différents lois ou greffier spéciale de la Cour supérieure et de la Cour du Québec, au chef en matière criminelle, au juge de paix ainsi qu'à registre des faillites. À ce titre, elle: procède à l'audition des causes et rend jugement en exerçant la pleine compétence juridictionnelle dans les matières contentieuses et non contentieuses; étudie le dossier et rédige des projets de jugement, au besoin fournit le soutien juridique au personnel des services judiciaires et peut être appelée à rédiger ou à mettre à jour des manuels de formation ainsi qu'à préparer et à donner de la formation; procède, au besoin, à la vérification des états des frais conformément aux divers tarifs en vigueur, sur analyse des procédures judiciaires, des jugements, et après avoir reçu les prétentions de chacune des parties; soutient les gestionnaires et les officiers de justice concernant les questionnements de nature juridique. https://jucartiere.com/offers/4696</p>
<p>Assessoria de Cooperação Jurídica Internacional</p>	<p>Service d'entraide internationale et des conseillers juridiques; Bureau en matière d'entraide juridique internationale; Conseil pour l'entraide juridique internationale ; Direction juridique pour l'entraide internationale; Bureau d'Office pour l'entraide juridique internationale. Le SEJ (Service d'entraide internationale) joue un rôle central dans l'application de la Loi et la mise en œuvre des traités. Le Conseil est aussi responsable de l'examen et de la coordination des demandes d'entraide contentieuses ou non contentieuses et des demandes de reconnaissance et d'exécution des jugements. Le dossier et le régime des projets de jugement, au besoin fournit le soutien juridique au personnel des services judiciaires et peut être appelé à rédiger ou à mettre à jour des avis généraux ou de l'information sur les aspects internationaux des instances pénales. Ex: Le Conseil des députés est un Conseil particulier qui se tient dans la chambre du Roy, où assistent les Ministres et les Secréétaires d'Etat pour l'expédition des affaires étrangères, inspections d'Ambassadeurs, et les ordres à envoyer dans les Provinces. Il y a un questionnaire un Conseil de conscience pour les affaires écrites/écrites. https://www.justice.gc.ca/fr/fr-jp/cj-cjcm/ee-emia/ps-dh.html</p>

Autoridades competentes	Autorité compétente Personne physique ou morale qui, en vertu de son statut, d'une loi, d'un mandat, etc. a le pouvoir d'intervenir dans un domaine donné. En français, le nom juridiction n'a pas le sens de « compétence » c'est pourquoi le terme autorité ayant juridiction est impropre pour désigner la présente notion. Dans le contexte du droit pénal, par exemple, les expressions suivantes sont courantes. Ex1. Le directeur intermédiaire des services pénitentiaires est compétent pour prendre les décisions administratives individuelles. Ex2. Chapitre 1er du Code de procédure pénale de la République démocratique du Congo: Art. 1er. - Sous les ordres et l'autorité du ministre public, les officiers de police judiciaire exercent les compétences de défense en ayant connaissance des preuves fournies et des arguments contraires. Le dossier judiciaire est constitué de l'ensemble des actes de procédure . C'est-à-dire par toutes les résolutions et instances par lesquelles les parties ont été entendues, les appels déposés, les pièces séparées et, bien sûr, les documents fournis par les parties au cours et après les débats. https://www.institutjustice.gouv.qc.ca/fr/ce-que-est-une-autorite-competente
Autos (*Autos é um sinónimo muito utilizado para dizer processo. A conclusão dos autos nada mais é do que o ato de enviar o processo ao magistrado para que profira algum ato, seja um simples despacho de andamento, uma decisão processual (interlocutória, liminar, por exemplo) ou a sentença*) https://www.tfdi.us.br/institucional/imprensa/campanhas-e-produtos/direito-fiscal/e-diao-semana/autos-conclusos-ou-na-conclusao?text=Autos%20%C3%A9%20	Dossiers Judiciaires: Ensemble des actes de procédure effectués Le dossier judiciaire est l'ensemble des documents qui constituent l' Historique judiciaire d'un conflit, c'est-à-dire l'ensemble des actes de procédure effectués. Le dossier judiciaire est le mécanisme de base par lequel les processus judiciaires sont élaborés. Grâce à l'ensemble de tous les documents pertinents pour l'affaire qui constituent le dossier judiciaire, le procès peut être équitable. Cela signifie que tant le juge peut prononcer une peine conformément à la loi que les parties peuvent utiliser leurs mécanismes de défense en ayant connaissance des preuves fournies et des arguments contraires. Le dossier judiciaire est constitué de l'ensemble des actes de procédure . C'est-à-dire pour toutes les résolutions et instances par lesquelles les parties ont été entendues, les appels déposés, les pièces séparées et, bien sûr, les documents fournis par les parties au cours et après les débats. Les dossiers judiciaires commencent par la présentation de la demande et sont formés par les agents de la justice. Le dossier se termine lorsque le juge détermine le dossier du procès ou prononce une sentence. Si un avocat a besoin de savoir à quel stade de la procédure se trouve votre affaire, vous pouvez demandeur au tribunal de remettre le dossier complet afin que vous puissiez connaître tous les détails du processus judiciaire. https://economy.pedia.com/11040486-judicial-file
Averbação	Mention ; registre ; émargement, enregistrement (des documents, attestations, dossiers, pièces)
Bem Imóvel, propriedade	Biens Immobiliers; propriété Le code civil précise que le patrimoine se compose des immeubles et des meubles (articles 516 et suivants du Code civil). Un immeuble est un bien immobilier qui ne peut pas être déplacé (maison, appartement, copropriété, terrain à bâtir ou agricole) alors que les meubles (le mobilier, les biens électroniques, ...) peuvent être déplacés. Les biens immobiliers peuvent être classés en trois catégories : les immeubles par nature (le sol) le sous-sol et tout ce qui est fixé dans le sol), les immeubles par destination (un bien meuble rattaché durablement à un immeuble), les immeubles par objet auxquels ils s'appliquent (les droits réels immobiliers : usufruit, servitudes, droit d'usage et d'habitation). https://www.notaire.fr/fr/immobilier-fiscalite/fiscalite-et-gestion-du-patrimoine/patrimoine-definition-des-biens-mobiliers-et-immobiliers
Bem móvel	Biens meubles Les biens meubles sont des biens qui peuvent être déplacés ou qui peuvent se déplacer seuls. Depuis le 28 janvier 2015, l'Assemblée nationale a voté en lecture définitive le projet de loi relatif à la modernisation du droit des animaux domestique. L'animal est désormais reconnu comme un être vivant doté de sensibilité » dans le Code civil (nouvel article 515-14) et n'est plus considéré comme un bien meuble (article 528). Ainsi, il n'est plus défini par sa valeur marchande et patrimoniale mais par sa valeur intrinsèque. Ce tournant met fin à plus de 200 ans d'une vision qui faisait de l'animal un simple meuble. Le Code civil fait plusieurs distinctions en ce qui concerne les biens meubles : Biens meubles par nature et ceux qui le sont par la détermination de la loi ou par anticipation. Choses consommables (détruit au 1er usage) et non consommables (ne se détruisent pas, toutefois, l'usage prolongé peut diminuer la valeur); choses fungibles et non fungibles . Les premières se caractérisent par le fait qu'elles existent en plusieurs exemplaires interchangeables, ce sont des choses de genres (comme l'argent ou l'or selon l'article 1585, les choses qui se consomment se présentent et se mesurent) alors que les secondes n'existent qu'en un seul exemplaire ou corps certain; choses matérielles et incorporelles (droit de créancier, les droits intellectuels et les clientèles civiles et commerciales par exemple). https://blog.callalavver.fr/droit/immobilier/differences-meubles-immeubles
Bens; propriedade	Actifs; biens L'actif est constitué de tous les biens d'un débiteur (personne physique ou morale) soit, les biens de toutes natures, qu'ils soient situés au Canada ou ailleurs. Sous compris parmi les biens les biens réels ou personnels, immeubles ou meubles, les sommes d'argent, marchandises, choses non possesseurs et terres, ainsi que les obligations, servitudes et toute espèce de domaines, d'intérêts ou de profits, présents ou futurs, acquis ou éventuels, sur des biens, ou en provenant ou s'y rattachant. https://www.dettes.ca/expressions/actifs-biens/
Bloqueio de bens	Dél des avoirs Le gel des avoirs fait référence au blocage des comptes bancaires et autres avoirs financiers de personnes résidentes dans les actes judiciaires de l'Union. Ces personnes peuvent être associées aux Talibans. Elles sont responsables de graves violations des droits de l'homme ou exercent des activités qui portent gravement atteinte à la démocratie ou à l'état de droit. Le gel des avoirs constitue dès lors une sanction ciblée contre, par exemple, des personnes (personnes concernées) faisant partie des gouvernements de pays tiers appartenant aux biens avec eux-ci. Il existe environ 23 sanctions de ce type en vigueur, ciblant différents pays et groupes. Certaines de ces sanctions exécutent les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, tandis que d'autres sont imposées par l'Union européenne de façon autonome. La plupart de ces sanctions servent les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune, mais certaines visent des personnes ou des entités individuelles. https://edps.europa.eu/data-protection/data-protection/fr/reference-library/assess-freezing_fr
Brecha na lei	Vide juridique Absence de normes législatives applicables à une situation donnée. Ex1. Du point de vue du gouvernement de Hongkong, il s'agit simplement de combler un vide juridique, car les textes actuels ne couvrent ni la Chine ni Taiwan et Macao. Hongkong ne dispose de traités d'extradition que avec le Royaume de Pays. Ex2. En Amérique latine, le mariage homosexuel n'est légal que dans sept pays et plusieurs États mexicains. Certains pour autre n'est, elle, autorisée que dans deux États mexicains. Ailleurs, elle se trouve le plus souvent dans un vide juridique, ni interdite, ni autorisée. https://www.lalanguafrancaise.com/dictionnaire/definition/vid-juridique
Busca domiciliar	Perquisition à domicile La perquisition domiciliaire est une mesure d'enquête réalisée par un officier de police judiciaire qui consiste à rechercher les preuves d'une infraction. Elle peut être réalisée dans un local d'habitation et ses annexes (parking, garages), dans les locaux d'une entreprise ou d'un service public et dans les locaux professionnels: médecins, huissiers, avocats, notaires. Les officiers de police judiciaire doivent obligatoirement être munis d'une autorisation écrite et motivée de procéder à la perquisition. https://www.demarches.interieur.gouv.fr/particuliers/perquisition
Busca e Apreensão; Mandado de busca e apreensão	Perquisitions et saisies ; fouille ; commission rogatoire. La perquisition est une mesure d'enquête qui consiste à rechercher des preuves de toutes sortes dans un lieu privé. La procédure est encadrée et se déroule sous le contrôle d'un officier de police judiciaire ou d'un juge. Les règles sont différentes pour les perquisitions visant certains locaux, en matière de crime organisé et de terrorisme. Elles concernent notamment les horaires, la présence et l'accord de la personne visée, la saisie des preuves, l'assistance d'un avocat. La perquisition est la fouille d'un lieu privé par des personnes habilitées par la justice, dans le but d'y trouver des preuves d'une infraction (documents, objets ou fichiers informatiques). Les preuves saisies sont rassemblées, indexées et placées sous scellés pour être utilisées dans la procédure pénale. Les données informatiques peuvent être saisies directement à la source (sans aucun disque dur) ou copiées sur un support physique (CD USB par exemple). Il est également possible d'accéder à distance à des données se situant en dehors du lieu de la perquisition à l'aide d'un ordinateur se trouvant sur place. Par exemple, pour consulter des courriers électroniques, un compte client sur un site internet ou des fichiers sur un serveur. Le mandat de perquisition n'existe pas en France. Néanmoins, dans le cadre d'une information judiciaire, les policiers ou gendarmes doivent avoir une autorisation écrite délivrée par un magistrat, le juge d'instruction pour effectuer une perquisition : la commission rogatoire . https://www.demarches.interieur.gouv.fr/particuliers/perquisition
Busca no local do crime / do fato	Descente sur les lieux (procédure administrative) ; transport sur les lieux (justice pénale) La descente sur les lieux est une procédure permettant à un juge d'aller vérifier de visu des faits matériels sur les lieux mêmes où ils se trouvent ou se sont produits. La descente sur les lieux est également appelée transport sur les lieux ou visite des lieux. Elle peut être décidée aussi bien par une juridiction de jugement que par une formation chargée de l'instruction. Concernant la justice pénale, on parle de transport sur les lieux, et dans la procédure administrative, on parle de visite des lieux. Quand il y a une information judiciaire, les parties peuvent demander au juge d'instruction que soit effectué un transport sur les lieux. La demande doit être écrite et motivée. https://justice.conek.fr/tauxoupar/650623/descente-sur-les-lieux
Câmara dos Deputados	Chambre des députés (Brésil) / Chambre des représentants (plusieurs pays) / Chambre des représentants (États-Unis) / Chambre des communes (Canada, Angleterre)
Câmaras de Coordenação e Revisão	Chambres de Coordination et Révision Selon la Cour pénale internationale (CPI) « ... la personne déclarée coupable peut interjeter appel des décisions portant sur la culpabilité ou la peine. Le Procureur peut former appel contre l'acquiescement ou la déclaration de culpabilité de la personne accusée, ou contre la peine prononcée. Les appels peuvent être interjetés par voie de procédure, en vertu de l'article 21 de la loi relative à la procédure pénale, et par voie de recours devant la Cour pénale internationale. La Chambre d'appel peut annuler ou modifier la décision portant sur la culpabilité ou la peine ou encore ordonner un nouveau procès devant une Chambre de première instance différente. Elle peut aussi procéder à la révision de la décision définitive portant sur la culpabilité ou de la peine prononcée. » https://www.icc-pi.org/sites/default/files/2022-12/PresidencyAndChambersFR.pdf
Câmbio	Taux de change; parité de change; cours de change Le taux de change (ou dit aussi de cours ou la parité de change) d'une monnaie (ou devise) est le prix de celle-ci par rapport à une autre. Dire que le taux de change euro/dollar (EUR/USD) est de 1,11 signifie que 1 euro permet d'acheter 1,11 dollar. En sens inverse le taux de change dollar/euro (USD/EUR) est alors 1/1,11 (avec 1 dollar, on peut acheter 0,90 euro). Le taux de change s'observe sur le marché des changes, qui désigne l'ensemble des achats et ventes de monnaies qui effectuent chaque jour entre eux les acteurs de ce marché (banques commerciales, banques centrales, grandes entreprises, investisseurs institutionnels, etc.). https://bbc-economie.banque-france.fr/taux/taux-des-taux/taux-des-taux
Capacidade processual	Capacité civile La capacité juridique est l'aptitude à être titulaire de droits subjectifs et à les exercer. Elle est de principe pour les personnes physiques, mais la loi prévoit certains cas d'incapacité. https://www.dalloz.fr/dictionnaire/Document?id=DZ%20FOASIS%2000150 https://www.cmpmp.br/noticia/institucional/476-glossario/141-capacidade-processual?text=É%20a%20capacidade%20de%20direitos%20na%20rela%20juridica%20processual
Carceragem	Cellules de garde à vue ; maisons d'arrêt ; cellule pour les détenus ; I. DR. Actes d'incarcération quelqu'un état d'une personne incarcérée. Ordre d'incarcération. Dans cette classe de détenus les sommes qui ont motivé l'incarcération sont toujours très minimes (Reybaud, J. Paturot,1942, p. 429).L'incarcération de cet innocent, perpétrée par je ne sais quelles fins ténébreuses, me soulève d'indignation et de dégoût (Amy, Uranus, 1948, p. 165). EX : Certaines cellules sont réservées pour les détenus à protéger ou pour ceux qui représentent un risque particulier. https://www.lesoir.fr/medias/2010/04/20/les-conditions-de-palais-de-justice_821765/
Carta rogatória (*Carta Rogatória é um instrumento jurídico para comunicação entre as Justiças de países diferentes. Quando há a necessidade de cumprimento de uma diligência do processo em outro país - por exemplo, o depoimento de uma testemunha que mora no exterior - é enviada uma Carta Rogatória para formalização do ato processual. *) https://www.lusbrasil.com.br/fr/taux/carta-rogatoria-e-o-cumprimento-de-atos-estrangeros-no-brasil/151269748	Commission rogatoire; demande de coopération judiciaire internationale; commission rogatoire internationale Dans un procès civil ou commercial, lorsque dans le cadre de la mise en état, le juge estime qu'il est nécessaire d'ordonner une mesure d'instruction qui sera exécutée en dehors du siège de la juridiction saisie de l'affaire, par exemple pour entendre un témoin, ce magistrat qui a une compétence territoriale limitée au ressort de la juridiction auprès de laquelle il a été nommé, envoie à un autre juge ou à une autre autorité saisie dans le ressort du lieu où se trouve son domicile ou sa résidence, une délégation qui est appelée "commission rogatoire". Des commissions rogatoires peuvent être envoyées à un juge étranger, soit en exécution d'une convention internationale, soit en vertu d'un traité de coopération judiciaire , soit en utilisant la voie diplomatique. Des conventions diplomatiques peuvent prévoir qu'un juge français peut transmettre directement sa commission rogatoire à un collègue étranger. Dans le cadre d'une procédure pénale , une commission rogatoire est, dans le cadre d'une enquête judiciaire, l'acte par lequel un juge d'instruction délègue une mission ou un des pouvoirs à un autre juge ou à un autre magistrat étranger afin de lui faire accomplir des actes de procédure à l'étranger. Une commission rogatoire internationale est une perquisition, une saisie, des écoutes téléphoniques, un interrogatoire, une confrontation , etc. Dans le cas de la commission rogatoire internationale, le juge d'instruction peut déléguer l'exécution d'un acte d'instruction à un juge étranger ou à une police étrangère. Dans ce cas, on parle de commission rogatoire internationale . Les commissions rogatoires internationales sont souvent indispensables dans le cadre d'affaires judiciaires internationales . Il s'agit d'un dispositif d'entraide judiciaire internationale. https://www.justitia.fr/briques/droit-penal/role-fonction-de-la-commission-rogatoire/ https://www.dictionnaire-juridique.com/dictionnaire/commission-rogatoire.php
Cartéis em licitações; Fraude em licitações	Cartels; truquage des offres Un cartel est créé lorsque des entreprises acceptent d'agir ensemble au lieu de se livrer concurrence, tout en maintenant l'illusion de la concurrence. Un cartel est un groupe d'entreprises indépendantes organisé dont le but concerté est de réduire ou d'empêcher la concurrence. Les formes les plus courantes de comportement d'un cartel sont les suivantes : Le truquage des offres : au moins deux concurrents s'entendent pour attribuer des ventes, des territoires, des clients ou des marchés entre eux; la limitation de la production : au moins deux concurrents s'entendent pour limiter ou limiter la quantité de biens ou de services produits ou fournis. Les cartels sont illégaux, car ils entraînent une hausse des prix, réduisent le choix de produits et découragent l'innovation. Ils souffrent des milliards de dollars à l'économie mondiale chaque année. https://achatsetventes.pc.ca/pour-les-entreprises-vendre-au-gouvernement-du-canada/suivi-des-soumissions/cartels-et-truquage-des-offres
Cartório de Registro de Imóveis	Registre foncier Le registre foncier est un service public chargé de donner l'état des droits et charges en relation avec les immeubles (par exemple les servitudes et les pages immobilières). Plusieurs documents fixent la situation juridique de chaque immeuble : le journal (dans lequel les réquisitions d'opérations sont inscrites à la suite les unes des autres), le grand livre (ensemble d'immeubles), le plan dressé sur la base de la mensuration officielle, les pièces justificatives (contrats d'achat, de servitudes, etc.) et les registres accessoires (des propriétaires, des créanciers). https://www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/registre-foncier/principe-du-registre-foncier
Casa Civil	Cabinet du président de la République; Cabinet présidentiel; Équipe du Président [FRANCE] Le Cabinet du président de la République française constitue l'équipe de conseillers au service du chef de l'État français pour l'assister dans ses prises de décisions. Il a à sa tête le secrétaire général de l'Élysée et comprend le chef de file-major particulier, le conseiller diplomatique ainsi qu'un certain nombre de conseillers. (ÉTATS-UNIS) Le cabinet est la réunion des membres les plus importants de la branche exécutive du gouvernement fédéral des États-Unis. Le rôle du cabinet, début de la rédaction de la clause d'opinion (Article II, Section 2, Clause 1) de la Constitution des États-Unis est de servir de conseil au président. https://fr.wikipedia.org/wiki/Cabinet_de_la_R%C3%A9publique_fran%C3%A7aise
Casa de Moeda do Brasil	Hôtel de la Monnaie du Brésil ; La Monnaie Comme il est responsable de l'impression des billets brésiliens, l'Hôtel de la Monnaie du Brésil doit répondre en toute qualité, rapidité et fiabilité aux requêtes de la Banque centrale du Brésil , institution à laquelle il appartient de contrôler l'émission monétaire. Pour ce faire, l'Hôtel de la Monnaie du Brésil a toujours mis sur les nouvelles technologies allées à des processus de production modernes, visant non seulement la qualité et l'esthétique, mais, principalement, la sécurité et l'invulnérabilité de ses produits. Fruit de sa constante préoccupation et de son engagement envers l'excellence, la nouvelle génération de billets de Réala, est de nos jours l'une des plus sûres au monde. https://www.casadamoeda.gov.br/fr/quibus/pomb/neoicos/produtos-e-servicos/catalogo-comercial/catalogo-frances.pdf
Caso/Assunto	Cas; affaire ; sujet
Caução, Fiança, Fiança (penal)	Caution (personne); Caution (dépôt) ; Garant (personne); Libération sous caution Une caution est une personne qui accepte de surveiller un accusé qui est mis en liberté le temps que le tribunal règle son affaire de droit criminel. D'habitude, la caution est un ami ou membre de la famille de l'accusé. Caution comme dépôt : l'entrepreneur (ou une tierce personne) se porte garant . Cela signifie que si l'entrepreneur ne paie pas en mesure de respecter l'obligation, le créancier peut faire appel à la caution. Le garant (personne qui sert de garantie) n'a pas toujours été l'entrepreneur, il est peut-être les parties au contrat. On dit qu'un accusé est en liberté sous caution lorsqu'il a été libéré sous caution. Ce ne sont pas toutes les personnes incriminées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution. https://www.justice.ca/fr/frain/question-bail/taux/taux-conditions-fra-ccp https://stepboulton.ca/fr/question-criminale/taux-conditions-fra-ccp-et-les-responsabilites-d-une-caution/
Cedente	Cédant(e) ; auteur de la cession Dans le droit des biens, la cession est le transfert ou la transmission entre vifs d'un droit personnel ou réel. Elle se dit principalement à propos d'une créance, aussi bien en régime civil que en common law ("assignment" en anglais). L'auteur de la cession s'appelle le cédant, le cédente, c'est la personne qui cède ou transfère son droit ou son intérêt dans un bien. Son destinataire est le co cessionnaire, soit la personne qui acquiert le droit ou l'intérêt transféré par cession ou par acte de cession. On dit que le cessionnaire profite de la cession pour désigner le fait que l'opère s'opère à son profit. Cession de quelque chose à quelqu'un, par quelqu'un. Une cession se fait, s'opère, à lieu, intervient. https://www.bb.termmulus.qc.ca/fr/20quides/quides/lundi/index-fra.html?lang=fr&lettre=indx_caslon_c&page=99DJVCBBI/PMI.html

Contrato Social	<p>Statuts d'une association Les statuts sont l'acte fondateur d'une association. Il s'agit d'un contrat signé par au moins 2 personnes (7 minimum en Alsace-Moselle). Ce contrat est établi librement. Néanmoins, les statuts peuvent être soumis à des obligations particulières pour certaines associations. Nous vous présentons les informations à connaître. Les statuts font partie d'un document juridique formel utilisé pour établir une société à responsabilité limitée (SARL) au niveau de l'État. Les documents sont utilisés pour créer les droits, pouvoirs, devoirs, responsabilités et autres obligations entre chaque membre d'une SARL et également entre la SARL et ses membres. https://www.investisseur.com/definition-des-statuts-de-formation/ https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F11016 – text=Que%20son%20est%20statuts%20d%20comp%20par%20un%20element%20interieur</p>
Contravention pénale; infração menos grave	<p>Contravention ; délit ; crime Quelles sont les différences entre une contravention, un délit et un crime ? Les contraventions : Infraction la moins grave, qui est punie par une peine d'amende, les délits : Acte interdit par la loi et puni d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement inférieure à 10 ans et les crimes : Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (homicide volontaire ou vol par exemple) sont les 3 types d'infractions : Acte interdit par la loi et sanctionné par une peine punie par une sanction pénale (amende ou prison). La principale différence se trouve dans la gravité de l'acte et la sanction. La contravention est la moins grave des 3 infractions, le délit est l'infraction intermédiaire et le crime est l'infraction la plus grave. Une autre différence concerne les juridictions compétentes pour juger les auteurs de ces infractions et les délais de prescription : Temps pendant lequel une action en justice peut être introduite applicable. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1157</p>
Convenção (subordinada, suplementar a Pacto Internacional); Protocolo	<p>Conventions en vigueur ; traités en vigueur Entrée en vigueur : Les dispositions du traité fixent généralement la date de l'entrée en vigueur. Si le traité ne spécifie pas de date, on présume que les signataires désirent le voir entrer en vigueur dès que tous les États participant à la négociation auront exprimé leur consentement à être liés par lui. Les traités bilatéraux peuvent prévoir leur entrée en vigueur à une date donnée, le jour de la dernière signature, lors de l'échange des instruments de ratification ou encore lors de l'échange des notifications. S'agissant des traités multilatéraux, il est courant de disposer d'un certain nombre d'États doivent exprimer leur consentement avant que le traité puisse entrer en vigueur. Certains traités prévoient en outre que d'autres conditions doivent être remplies et précisent par exemple que des États appartenant à une certaine catégorie doivent se trouver parmi ceux qui doivent donner leur consentement. Le traité peut prévoir aussi qu'un certain laps de temps doit s'écouler avant que le nombre voulu d'États aient donné leur consentement ou que certaines conditions soient remplies. Un traité entre en vigueur à l'égard des États ayant exprimé le consentement exigé. Un traité peut disposer encore qu'il entrera en vigueur provisoirement, lorsque certaines conditions auront été satisfaites. [Art. 24. Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités] https://treaties.un.org/Pages/Overview.aspx?path=overview/wloslan/page1_fr.html</p>
Convenção das Nações Unidas contra o Crime Organizado (Convenção de Palermo)	<p>Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ; Convention de Palermo A l'ouverture de la Conférence de signature, par des personnalités politiques de haut rang, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles qui s'y rapportent, il s'est tenu à Palermo (Italie), en décembre 2000, la communauté internationale a montré sa volonté politique de relever un défi mondial par une initiative mondiale. Si la criminalité transnationale traverse les frontières, la répression doit les traverser. Si l'état de droit est sapé non pas dans un, mais dans beaucoup de pays, alors ceux qui le défendent ne peuvent se limiter à des moyens nationaux. Si les ennemis du progrès et des droits de l'homme cherchent à exploiter à leur fins l'ouverture de possibilités qui offre la mondialisation, alors, nous devons exploiter ces mêmes possibilités pour défendre les droits de l'homme et valoir les forces du crime, de la corruption et de la traite d'autres humains.</p>
Convenção Interamericana sobre Cartas Rogatórias	<p>Convention Interaméricaine sur les commissions rogatoires/Convention Interaméricaine sur les commissions rogatoires https://www.oas.org/en/sial/di/docs/DDI-doc_22_FRE.pdf</p>
Convenção Interamericana sobre Obrigação de Alimentos	<p>Convention Interaméricaine sur les obligations alimentaires https://academic.oup.com/ulr/article-abstracts/17/1/348/1858988</p>
Convenção Internacional (carácter meramente declaratório, não coercitivo)	<p>Convention internationale (purement déclarative) ; non contraignante Droit non contraignant : chartes, accords, principes ou déclarations. Contrairement au droit contraignant, le droit non contraignant fait référence à des textes au caractère non obligatoire mais ayant une valeur morale, symbolique ou politique. Il peut s'agir de chartes, accords, principes ou déclarations. En anglais, on parle alors de « soft law ». Selon Alexander Kiss, ce « soft law peut avoir une influence considérable sur la vie internationale par ce que les États peuvent accepter de l'approuver et considérer qu'il exprime un consensus sur les normes qui devraient guider leur comportement. Une telle acceptation et le respect de règles non-obligatoires peuvent conduire à la création d'un droit coutumier, qui devient alors obligatoire. » Source : Kiss Alexander (1999), Introduction au droit international de l'environnement : cours 1, UNITAR : Genève.</p>
Convenção sobre Prestação de Alimentos no Estrangeiro	<p>Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger (New York, 20 Juin 1956) Obligations alimentaires : La Convention a été adoptée et ouverte à la signature par la Conférence des Nations Unies sur les obligations alimentaires convoquée en vertu de la résolution 572 (XVI) du Conseil économique et social des Nations Unies, adoptée le 17 mai 1955. La Conférence s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 29 mai au 20 Juin 1956. Pour le texte de l'acte final de la Conférence, voir Recueil des Traités des Nations Unies, vol. 268, p. 3.</p>
Convenções / tratados em vigor	<p>Conventions, traités en vigueur « Convention » en tant que terme générique : L'article 38, paragraphe 1, alinéa a) du Statut de la Cour internationale de Justice énonce comme source de droit « les conventions internationales, soit générales, soit spéciales », qui se distinguent des règles de droit international coutumier et des principes généraux de droit international et se distinguent aussi des décisions judiciaires et de la doctrine des publicistes les plus qualifiés, conçues comme une source de droit secondaire. Cet emploi générique du mot "convention" vise tous les accords internationaux, tout comme le mot "traité" utilisé au sens générique. Ce type de droit est aussi régulièrement appelé "droit conventionnel" par opposition aux autres sources de droit international comme le droit coutumier, le droit des principes généraux de droit international. Le terme générique "convention" est abrégé dans les traités. https://treaties.un.org/Pages/Overview.aspx?path=overview/definition/page1_fr.html</p>
Convenções em vigor; tratados em vigor	<p>Traité / Convention (Entrée en vigueur) Le traité entre en vigueur lorsqu'un nombre déterminé d'États ont exprimé leur consentement définitif à être liés par le traité. Le traité acquiert alors une existence juridique dans l'ordre juridique international et dans les ordres juridiques des États qui sont Parties au traité. https://www.coe.int/t/fr/fr/conventions/possan/frv---text/Le%20traité%20entre%20un%20vigueur%20son%20Parties%20au%20traité</p>
Convocar / Intimar	<p>Citation à comparaître La citation à comparaître, communément appelée « subpoena », est un ordre enjoignant une personne à se présenter devant un tribunal à une date et une heure données afin de témoigner de ce qu'elle sait relativement à une cause. La citation peut également exiger que des documents, tel le dossier du client de l'expert-comptable, soient apportés lors de la comparution. On parle alors d'une assignation à produire (leopona ducus tecum). Assignation: Document qui enjoit à une personne de se présenter au tribunal à une date et une heure pour répondre à une plainte déposée au tribunal: une procédure dans une instance criminelle en vue d'imposer à une personne intimée de se présenter au tribunal pour répondre à une accusation criminelle. (Summons) INTIMAÇÃO: Signification: Remise à une personne d'une copie d'un document qui a été déposé auprès du tribunal, mode de signification, p. ex. en personne, le délai dans lequel la signification doit être faite est énoncé dans les règles de procédure ou dans la loi précise qui régit la cause. (Service). https://www.justice.gov/qa/careadmin/user_upload/content/documents/Fr_francais_centredoc/formulaires/vos-differenqs/262.pdf</p>
Cooperação Jurídica Internacional / Cooperação Judiciária Internacional; Auxílio Judiciário Internacional Cooperação Ativa/Passiva	<p>Entraide judiciaire internationale ; Coopération Juridique Internationale ; Assistance judiciaire internationale active-passive Les États ont l'obligation de collaborer dans la répression d'un certain nombre de crimes définis par le droit pénal international. Leur coopération dans le domaine de l'action pénale générale n'est pas une obligation. Elle s'organise de façon bilatérale sur le mode conventionnel. L'entraide judiciaire cherche à éviter que les auteurs de crimes ne se mettent à l'abri des poursuites pénales à l'extérieur des frontières nationales, sur le territoire d'un autre État. Ces principes s'appliquent à la poursuite des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, mais également à divers autres domaines qui mettent en cause la sécurité nationale tels que le terrorisme. Les principes d'entraide judiciaire (on parle aussi de coopération ou d'assistance judiciaire) se résument en général à deux obligations souscrites par les États : celles de juger eux-mêmes le criminel présumé ou de l'extrader vers le pays où le crime a été commis ou celui qui a eu à subir un préjudice du fait du crime commis. https://dictionnaire-droit.humanitaire.org/content/article/2/entraide-judiciaire</p>
Coordenador de vítimas e testemunhas	<p>Coordinateur des victimes et des témoins Le procureur pour le district sud de New York, Damian Williams, a lancé un site web permettant aux victimes de la fraude présumée de l'échange FTX de travailler en étroite collaboration avec les autorités afin de défendre leurs droits. Williams appelle les victimes à se manifester et à participer à cette démarche pour que justice soit faite. Si vous pensez avoir été victime d'une fraude par Samuel Bankman-Fried, alias "SBF", veuillez contacter le coordinateur des victimes/témoins du bureau du procureur des États-Unis. https://invest.friactu-crypto/affaire-fx-etats-unis/appelez-les-victimes-a-se-manifester/</p>
Coordenador da Câmara Criminal	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre Criminelle EX. Cour de cassation, criminelle, Chambre criminelle, 28 mai 2013, 11-88.009, Publié au bulletin. LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, a rendu l'arrêt suivant : Statuant sur le pourvoi formé par : - La société Sécurité France, civilement responsable, contre l'arrêt de la cour d'appel de CHAMBERY, chambre correctionnelle, en date du 1er septembre 2011, qui, dans la procédure suivie contre M. X., du chef de harcèlement moral, a prononcé sur les intérêts civils, le moyen unique de cassation, pris la violation des articles 1384, alinéa 5 du code civil, 591 et 593 du code de procédure pénale, L. 1152-1, L. 1152-A, L. 1152, S. L. 2411-1, L. 2411-3 et suivants du code du travail. * en ce que l'arrêt attaqué a déclaré la société Sécurité civilement responsable des faits de harcèlement moral commis par M. X. à l'encontre de Mme Z., y a condamné solidairement avec ce dernier à réparer l'intégralité du préjudice subi par Mme Z. ; https://www.ledfrance.pour.fr/jurid/JURITEXT000027530855</p>
Coordenador da Câmara de Combate à Corrupção	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre anticorruption EX. L'Agence française anticorruption a établi un rapport sur la gestion de la Chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur. Ce vendredi, l'association Anticor 06 a déposé un signalement auprès du parquet de Nice.</p>
Coordenador da Câmara de Controle Externo da Atividade Policial e Sistema Prisional	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre du contrôle externe de l'activité policière et du système pénitentiaire Exemple contextuel: « ... À la fin de l'année 2020, la Contrôleure générale a adressé à son courrier au ministre de la justice pour lui faire part de sa préoccupation face à l'augmentation des incarcérations et prônait des mesures de libérations anticipées, telles celles mises en œuvre au printemps 2020. Le 25 janvier 2021, elle a de nouveau incité le ministre de la justice à se saisir de mécanismes de régulation carcérale et appelé à un effort particulier de réduction de la population détenue. Ces recommandations ont également été adressées au président du Conseil scientifique et à ministre des solidarités et de la santé. »</p>
Coordenador da Câmara de Direitos Sociais e Ato Administrativo em geral	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre des Droits Sociaux et des actes administratifs en général Les droits sociaux sont indispensables à tout être humain pour mener une vie digne et autonome. Ils englobent les droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à un niveau de vie décent, à un logement abordable, à la sécurité sociale et à des protections dans le domaine du travail. Pour garantir à tous un accès équitable aux droits sociaux, il faut faire fonctionner durablement des systèmes efficaces. Dans la mesure où la pleine intégration sociale de tous est un objectif qui reste toujours à atteindre, le droit international impose aux États de réaliser les droits sociaux progressivement, en veillant constamment à ce qu'il soit garantis à tous dans les mêmes conditions, sans aucune discrimination.</p>
Coordenador da Câmara de Meio Ambiente e Patrimônio Cultural	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre de l'Environnement et du patrimoine culturel immatériel Exemple contextuel: « ... Au fil des projets qui en dessinent progressivement l'investiture, le patrimoine culturel immatériel dévoile l'extraordinaire diversité de ses manifestations et lieux d'expression, ce dont témoigne la définition de l'Unesco. Selon la convention adoptée en 2003, le patrimoine culturel immatériel regroupe les « pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments [...] et pratiques culturelles qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et [...] les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel ». Le transfert de génération en génération, il est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire. » Il leur procure un sentiment d'identité et de continuité, [se] contribue à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine.</p>
Coordenador da Câmara de Populações Indígenas e Comunidades Tradicionais	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre des communautés indigènes et traditionnelles (peuples autochtones) Droit international et peuples autochtones : Les droits des peuples autochtones sont présentés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée en 2007. L'instant permanente des Nations Unies sur les questions autochtones est l'organe central du système des Nations Unies qui traite les questions liées au développement économique et social, à la culture, à l'environnement, à l'éducation, à la santé et aux droits humains des peuples autochtones. L'Instance a été créée en 2000. Les peuples autochtones ont un lien particulier avec la terre sur laquelle ils vivent depuis des générations, parfois depuis des dizaines de milliers d'années. Ils ont des connaissances essentielles sur la manière de gérer les ressources naturelles de manière durable et sont les « gardiens » ou les « garants » de ces terres, qu'ils se transmettent de génération en génération. La perte de leurs terres entraîne la perte de leur identité.</p>
Coordenador da Câmara do Consumidor e Ordem Econômica	<p>Coordinateur/Coordinatrice auprès de la Chambre du consommateur et de l'ordre économique Garantir l'ordre public économique et assurer la protection des consommateurs, tant d'un point de vue économique qu'en termes de sécurité : ces deux missions essentielles constituent la vocation de la DGCCRF. En contribuant à garantir le fonctionnement normal de l'économie en protégeant économiquement le consommateur et en s'assurant de la conformité et de la sécurité des produits et services, la DGCCRF participe de façon centrale à favoriser la confiance et donc la croissance économique et à préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. https://www.senat.fr/rap/21-903/21-903_mono.html#tit02</p>
Cópia autenticada	<p>Copie certifiée conforme d'un document administratif Exemple contextuel: La copie d'un document français destinée à une administration française n'a pas besoin d'être certifiée conforme. La copie certifiée conforme peut être exigée uniquement pour un document français demandé par une administration étrangère. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1412</p>
Corregedor	<p>Directeur/Directrice générale de l'administration de la justice / Directeur/Directrice du Bureau de l'administration de la justice. EX1. Établi à New York, le Bureau de l'administration de la justice est un organe indépendant ayant vocation à coordonner l'ensemble des éléments du système formel d'administration de la justice de l'Organisation des Nations Unies. Dirigé par une directrice exécutive, nommé par le Secrétaire général, le Bureau se veut « une entité distincte autonome sur les plans opérationnel et budgétaire, venant garantir l'indépendance institutionnelle du système de justice interne ». EX2. Cour de justice de l'Union européenne : Au même titre que les autres institutions de l'Union européenne, la Cour de justice de l'Union européenne jouit d'une autonomie administrative et budgétaire. Placée sous l'autorité directe du Greffier de la Cour, la direction générale de l'Administration est responsable de l'ensemble de ces tâches. À ce titre, elle recueille et gère elle-même son personnel. Environ 2 000 fonctionnaires et agents travaillent à la Cour de justice. Ce personnel, comme celui des autres institutions européennes relève des cadres statutaires et réglementaires applicables à l'ensemble des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne. Elle élabore chaque année l'état prévisionnel de ses dépenses. Elle en assure elle-même la présentation et la défense auprès de l'autorité politique (à savoir le Parlement et le Conseil, qui constituent les deux branches de l'autorité budgétaire de l'Union européenne). Enfin, elle procède à l'exécution de son budget après que celui-ci a été définitivement arrêté par le Parlement. Le montant du budget annuel de la Cour est de l'ordre de 400 millions d'euros. https://www.un.org/fr/intermaljustice/aj/</p>
Corretora de Valores	<p>Courtiers en valeurs mobilières Le courtier en valeurs mobilières fait l'intermédiaire entre les acheteurs et les vendeurs. Spécialisé dans les échanges sur marchandises ou sur marché de valeurs mobilières, il est celui qui sait négocier et trouver les transactions les plus avantageuses pour les acheteurs. https://www.journalnet.fr/patrimoine/guide-des-frances-personnelles/1504183.</p>
Cotas	<p>Quotas Limite quantitative, contingent. EX1 : Des quotas d'importation. EX2 : Objectif à atteindre, norme de rendement : Des quotas de vente, de production.</p>
Cotista	<p>Actionnaire Un actionnaire est une personne physique ou morale qui détient des parts sociales (actions) d'une entreprise. Ces actions lui sont conférées après un apport en numéraire (argent) ou en nature (bien matériel ou immatériel) au capital de l'entreprise. https://www.lesort.comptable.com/534014-que-est-ce-qn-actionnaire.html</p>
Crime de concussão (É um dos crimes praticados por funcionário público contra a administração. Consiste em exigir, para si ou para outrem, direta ou indiretamente, ainda que fora da função ou antes de assumi-la, mas em razão dela, vantagem indevida.)	<p>Concussion (délit de concussion) : Le délit de concussion est défini à l'article 432-10 du code pénal qui dispose que « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, de recevoir, exiger ou ordonner, de percevoir à titre de droits ou contributions, impôts ou taxes publics, une somme qu'elle sait ne pas être due, ou excéder ce qui est dû, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction. Tout comme la corruption passive, le trafic d'influence ou la prise illégale d'intérêts, la concussion constitue un manquement au devoir de probité de la personne qui exerce une fonction publique. https://www.amf.asso.fr/documents/le-delit-concussion/41338</p>

Declarações de vítimas	Declarations de la victime ; Une déclaration de la victime est une déclaration écrite dans laquelle la victime décrit les dommages corporels ou moraux, les dommages matériels ou les pertes économiques qu'elle a subies par suite de l'infraction. Le tribunal doit tenir compte de la déclaration de la victime aux fins de la détermination de la peine. La déclaration de la victime donne aux victimes d'autres crimes la possibilité de se faire entendre dans le système de justice pénale. Elle leur permet de participer à la détermination de la peine du délinquant en expliquant au tribunal et au délinquant, en leurs propres mots, les conséquences que l'acte criminel a eues sur elles. https://www.justice.gc.ca/fr/tp-cj/victimes-victims/peine-sentencing/iv-vw.html
Declarante	Déclarant (e)
Defensoria Pública	Bureau de défense publique ; Bureau du défendeur public ; Bureau du Défenseur Public de l'État Ex : « Je suis responsable du bureau de « défense publique » pour l'Etat de New York. Nous sommes présents à Rochester, Albany, avec plus de 50 avocats qui travaillent à la fois en première instance et en appel. Notre bureau propose aussi une formation pour les membres de cabinets privés qui sont commis d'office. Jusqu'à présent, les cronstances ont été plutôt favorables : alors que nous craignons de compter plus d'une douzaine de personnes dans le couloir de la mort, jusqu'ici sept ont été condamnées, dont l'une a vu sa sentence commuée en prison à perpétuité... » (Défenseur public Kevin Doyle) https://www.cain.info/en/entry/2023-03-23-nydp.html
Defensoria Publica da União - DPU	Bureau du Défenseur Public de l'Union (DPU) ; Bureau du défendeur fédérale Pour toute installation ou question ayant trait à votre demande de refuge, documentation, extradition, droits des étrangers au Brésil ou l'accès aux prestations sociales, ou si vous êtes un défendeur pénal face à une Cour Fédérale dans les cas, par exemple, de falsification de passeports ou faux documents d'identité, ou dans des procédures d'extradition ou d'expulsion. https://help.unhcr.org/brazil/fr/trouver-de-laide/institutions-publicues/
Deficiente / Portador de deficiência; Trabalhador portador de deficiência	Personnes handicapées ; travailleur handicapé Ex1 L'Office des personnes handicapées du Québec est un organisme gouvernemental qui contribue à accroître la participation sociale des personnes handicapées. Ex2: La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) permet l'accès à un ensemble de mesures favorisant le maintien dans l'emploi ou l'accès à un nouvel emploi. Vous êtes concerné si vous possédez d'obtenir ou de conserver votre emploi soit réduites du fait de la dégradation d'un membre de l'appareil physique, sensorielle, mentale ou psychique. Vous devez être âgé de plus de 16 ans. La RQTH est attribuée pour une durée allant jusqu'à 10 ans (ou à vie dans certains cas). https://www.quebec.ca/gouvernement/ministres-et-organismes/offices-personnes-handicapées https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1650
Delegado	Commissaire de la Police Fédérale Cadre de la Police nationale, le ou la commissaire de police dirige un service ou un commissariat. Ses missions : gérer ses équipes, piloter les opérations, suivre l'action des enquêteurs en coordination avec la politique ministérielle. _Ddel_mil_14_117021058?https://www.onisep.fr/ressources/Univers-Metier/Metiers/commissaire-de-police
Delito passível de extradição	Infractões donnant lieu à l'extradition Les infractions donnant lieu à l'extradition sont les infractions punies par la législation de chacune des parties, d'une peine d'emprisonnement ou d'une forme de privation de liberté d'au moins un an ou d'une peine plus sévère (art. 2, principe de la double incrimination) https://books.openedition.org/heid/3998?lang=en
Delitto; infração penal	DÉLIT ; Infraction pénale Quelles sont les différences entre une contravention, un délit et un crime ? Les contraventions : Infraction la moins grave , qui est punie par une peine d'amende, les délits : Acte interdit par la loi et puni d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement inférieure à 10 ans et les crimes : Infraction la plus grave punissable par une peine de prison (hommes volontaires ou viol par exemple) sont les 3 types d'infractions. Acte interdit par la loi et sanctionné par une peine punies par une sanction pénale (amende ou prison) . La principale différence se trouve au niveau de la gravité de l'acte et de la sanction. La contravention est la moins grave des 3 infractions, le délit est l'infraction intermédiaire et le crime est l'infraction la plus grave. Une autre différence concerne les juridictions compétentes pour juger les auteurs de ces infractions et les délais de prescription : Temps pendant lequel une action en justice peut être introduite applicables. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1157
Denúncia	Plainte ; accusation ; dénonciation Comment porter plainte: Vous devez vous rendre dans un commissariat de police ou à la gendarmerie de votre choix. Les services de police ou de gendarmerie sont obligés d'enregistrer votre plainte si vous êtes victime d'une infraction. La plainte déclenche une enquête de police. L'enquête peut être suivie par un éventuel jugement de l'auteur des faits par le tribunal. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1435
Departamento de Recuperação de Ativos e Cooperação Internacional - DRCI	Département du recouvrement des avoirs et de la coopération internationale - DRCI
Depoimento sob juramento	Déposition sous serment Déclaration que fait sous la foi du serment la personne qui témoigne en Justice. https://vtrntrngustousoa.oqf.gov.br/calhe-pqf/che/F17090588?deposition-sous-serment
Depoimento; Depor	Témoignage ; témoin Dans la procédure judiciaire, le témoignage constitue une forme de preuve qui peut être recevable dans de nombreux procès. Déposer en justice en tant que témoin sur un fait précis : Témoigner en faveur d'un accusé.1. Déclarer quelque chose, l'assurer comme réel (notamment devant la justice), pour en avoir été le témoin. l'observateur : Je peux témoigner qu'il n'a pas quitté son domicile. https://www.wie-wir-public.fr/fr/che/268698-justice-qui-ser-temoignage
Deputado, Deputado Federal, Deputado Estadual	Député(e); Député fédéral ; Député d'État ; (En France) Un député est élu au suffrage universel direct pour une durée de cinq ans pour siéger à l'Assemblée nationale. Représentant de la Nation, il participe à l'exercice de la souveraineté nationale. Son rôle est de voter la loi et de contrôler l'action du Gouvernement. 577 députés composent l'Assemblée nationale. Un député est un parlementaire qui, à l'Assemblée nationale, participe au travail législatif et au travail de contrôle du Gouvernement. L'Assemblée nationale forme, avec le Sénat, le pouvoir législatif. https://www.courcommon.ca/membres/
Descaminho ("Devio de mercadoria para não serem tributadas. Difere do contrabando por omitir mercadoria que poderia entrar no país, o que não ocorre no primeiro caso.") https://www.cnmmp.br/portal/institucional/476-glossario/8112-descaminho	Contrebande La contrebande est un délit parmi les infractions douanières. Il se caractérise par le transport illégal de marchandises afin de se substituer à des droits douaniers. Ce délit peut également avoir pour but d'introduire dans un pays une marchandise illicite par sa propre législation. Les législations de la plus grande majorité des États répriment strictement le délit de contrebande pour des enjeux majeurs. Il s'agit notamment pour des raisons de santé publique justifiant l'interdiction de substances et produits nocifs pour la santé. En outre, le trafic d'armement est également très contrôlé pour des raisons de sécurité nationale. Pour finir, au plan économique, la répression de la contrebande vise principalement à lutter contre le blanchiment d'argent et le non paiement des droits de douanes. https://legal-doctine.com/edition/quest-ce-que-la-contrebande/
Desconto em folha de pagamento (penhora)	Saisie sur salaire ; saisie des rémunérations La saisie des rémunérations (partie du salaire et éventuellement autres revenus) permet à une personne, à qui un salarié doit de l'argent, d'obtenir le versement de la somme qui lui est due. L'employeur doit affecter une partie du salaire du salarié au remboursement de la dette. Le salarié ne reçoit plus qu'une partie de son salaire. Mais cette somme ne peut pas être inférieure au montant du solde bancaire insaisissable (SBI). https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1518?text=La%20saisie%20des%20r%C3%A9mun%C3%A9rations%20partie_au%20remboursement%20de%20la%20dette
Descriminalizar ("Há duas espécies de descriminalização: (a) a que retira o caráter de ilícito penal da conduta, mas não a legaliza e (b) a que efasta o caráter criminoso do fato e a legaliza totalmente.") https://www.migalhas.com.br/depesa/29019/nova-lei-de-licitos-descriminalizacao-da-poss-e-de-droga-para-consumo-poss	Décriminalisation La décriminalisation est soit l'action de soustraire à la juridiction criminelle un acte ou une omission qui était considéré comme une infraction criminelle, soit l'action de réduire la gravité d'une infraction ou de lui retirer tout caractère criminel ou pénal. L'antonyme est criminalisation. Décriminalisation de l'avortement, des actes anticontraceptifs, des fusions, des monopoles. Décriminaliser le suicide assisté. « De nombreux groupes militent pour la décriminalisation de la justice - il y a lieu de décriminaliser l'exploitation des terres exercée en vertu de licences assorties de conditions. » https://www.bib.terramujica.org.ca/fr/2019/04/02/decriminalisation-jurid/index-eng.html?langeng&title=rindx_catog_&page=9-MuZGzhx-PU.html
Desembargador	Juge à la Cour d'appel Les Cours d'appel sont les juridictions du second degré qui connaissent par la voie de l'appel des demandes tendant à la réformation partielle ou à l'infirmité des jugements rendus par les juridictions du premier degré. Le territoire métropolitain de la France est divisé en régions judiciaires qui en général comprennent plusieurs Départements. A la tête de chacune de ces régions se trouve une Cour d'appel. Les Départements et les Territoires d'Outre-Mer constituant chacune une région qui dispose d'une Cour d'appel (La Réunion, La Guadeloupe, La Martinique, La Polynésie Française, La Nouvelle Calédonie). En revanche à Saint Pierre et Miquelon est institué un Tribunal supérieur d'appel et la Guyane française une Chambre détachée de la Cour d'Appel siégeant à Fort-de-France (Martinique). Les Cours d'Appel rendent non pas des "jugements, mais " des "arrêts". Les décisions, mais seulement en ce qu'elles ne seraient pas conformes au droit, sont susceptibles de pourvoi devant la Cour de Cassation. La Cour d'appel, est présidée par le "Premier Président" et, de son côté, le Ministre public est dirigé par un "Procureur général". Chaque Cour d'appel est divisée en formations de jugement désignées sous le nom de "Chambre". Chacune d'elles est présidée par un "Président de chambre". Les juges portent le nom de "Conseillers". https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/cour-d-appel.php
Despacho de apresentação de documentos	Ordonnances de production de pièces ; Production de document Ex : requêtes des autorités (Ministère public). Dans l'acquisition de documents et documentations exploitables du client directement par l'intermédiaire de l'hébergeur. Les hébergeurs sont les prestataires de services du client et stockent les contenus du client sur leurs serveurs. Les fournisseurs ont donc un pouvoir de disposition sur les données, même si ils n'y en sont pas propriétaires. https://www.swoic.ch/media/lier_publicee/12/ee123235-d0d5-4295-9c3b-fae76b7635c1b1rfr_letladen-behordenanfragen_1_editionsverfuegung-im-strafverfahren.pdf
Despacho; mandado; decisão judicial (interlocutória); providência	Ordonnance ; mandat ; décision judiciaire (interlocutoire) ; mesure ; jugement rendu Code de procédure civile/Livre Ier : Dispositions communes à toutes les juridictions (Articles 1 à 749) https://www.legifrance.gouv.fr/tdes/section_0L6EGTTEXT0000607076L6EGSCTA00000609127#LEGISCTA00000609127
Despesas correntes; despesas extraordinárias	Frais de justice ; coût d'un procès ; dépenses liées à la procédure judiciaire ; dépenses extraordinaires Les frais de justice correspondent à l'ensemble des dépenses liées à un procès. Il y a les frais directement liés au déroulement de la procédure, tels que les frais de commissaire de justice (anciennement huissier de justice et commissaire-priseur judiciaires) ou les frais d'expertise, mais aussi les autres frais (honoraires d'avocat, frais de déplacement...). Les dépenses extraordinaires sont constituées des dépenses qui ne sont pas prévues et qui, par conséquent, surviennent sans préavis. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1816 https://economy-pedia.com/11032806-extraordinary-expenses
Destinatário	Destinataire ; Pays requis ; Partie requise L'entité requise informe le destinataire de son droit de refuser l'acte, si celui-ci n'est pas rédigé dans une langue que cette personne comprend ou dans la langue officielle du pays de l'UE ou la signification ou la notification est effectuée. Ce refus doit être manifesté au moment de la signification ou de la notification ou en retournant l'acte à l'entité requise dans un délai d'un semaine. https://eur-lex.europa.eu/FR/leg-act-content-summys/1/mission-of-judicial-and-extra-judicial-documents-between-countries-until-2022.html
Desviar/Devio de dinheiro	Détournement/Détournement de fonds Le détournement de fonds est une catégorie d'abus de confiance qui constitue une infraction pénale (article 314-1 du Code pénal). L'abus de confiance par détournement de fonds est le fait pour une personne de détourner, au préjudice d'autrui, des fonds qui lui ont été remis et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou de lui faire un usage déterminé. Les fonds doivent avoir été remis de façon volontaire, et la remise de fonds doit avoir été effectuée dans le cadre d'un contrat (prêt, dépôt, mandat, contrat de travail, échange, etc.). Les éléments constitutifs de l'abus de confiance : l'absence de fraude et l'existence d'un préjudice. https://justice.cork.ca/fr/actu/vor/553693/detournement-de-fonds
Deteção dos instrumentos	Traçabilité des instruments du crime Ex1 Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour la traçabilité des instruments du crime. Ex2 Le présent séminaire de formation s'inscrit dans le cadre d'une suggestion de bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre de procédures adéquates qui permettent une meilleure traçabilité des flux financiers. Pour le biais des outils acquis, il sera possible de reconstituer l'historique des opérations effectués dans un cadre bien défini et réglementé afin d'avoir un meilleur contrôle des opérations financières détecter, prévenir les cas de fraudes ou de blanchiment d'argent et au cas échéant recueillir de solides preuves pouvant être utilisées en cas de contentieux juridique. https://www.economie.gouv.fr/dsdct/publications/juridiques/panorama-des-lextes/Traçabilité-1129
Detenção	Détention ; arrestation
Deten, prender	Détenir ; arrêter ; mettre en arrestation Une personne qui est mise en « état d'arrestation » ou qui est détenue par un policier bénéficie de certains droits protégés par la Charte canadienne des droits et libertés. Si les policiers ne respectent pas les droits de la personne arrêtée ou détenue, les preuves obtenues contre elle au moment de l'arrestation ou de sa détention pourraient être refusées au procès. Les personnes arrêtées par la police ont toujours le droit de parler gratuitement avec un avocat de l'aide juridique en appelant au 1-800-342-2213. Une personne arrêtée ou détenue a immédiatement le droit de savoir pourquoi les policiers la mettent en état d'arrestation ou de détention. Les policiers doivent lui expliquer en langage clair et simple la nature du comportement qui lui est reproché. Cette information vise à l'aider à constater la gravité de la situation. Elle peut alors prendre une décision en toute connaissance de cause par rapport à ses autres droits. Par exemple, elle peut décider de parler à un avocat et de garder le silence face aux policiers. https://educabi.qc.ca/cas/pules/droits-d'une-personne-en-cas-d-arrestation-ou-de-detenion/
Detido	Détenir ; arrêter ; mettre en arrestation Une personne qui est mise en « état d'arrestation » ou qui est détenue par un policier bénéficie de certains droits protégés par la Charte canadienne des droits et libertés. Si les policiers ne respectent pas les droits de la personne arrêtée ou détenue, les preuves obtenues contre elle au moment de l'arrestation ou de sa détention pourraient être refusées au procès. Les personnes arrêtées par la police ont toujours le droit de parler gratuitement avec un avocat de l'aide juridique en appelant au 1-800-342-2213. Une personne arrêtée ou détenue a immédiatement le droit de savoir pourquoi les policiers la mettent en état d'arrestation ou de détention. Les policiers doivent lui expliquer en langage clair et simple la nature du comportement qui lui est reproché. Cette information vise à l'aider à constater la gravité de la situation. Elle peut alors prendre une décision en toute connaissance de cause par rapport à ses autres droits. Par exemple, elle peut décider de parler à un avocat et de garder le silence face aux policiers. https://educabi.qc.ca/cas/pules/droits-d'une-personne-en-cas-d-arrestation-ou-de-detenion/
Diálogo formal, em audiência, entre juiz e outrem	Dialogue formel, lors d'une audience, entre un magistrat et une autre personne Dans les audiences des pouvois et des requêtes présentables : Il faudra également toujours être respectueux, du tribunal mais également de votre adversaire. Évitez le langage familier, adressez-vous au juge en le vouvoyant et en respectant par « Monsieur le juge » ou par « Madame le juge ». Ne dites pas « Votre honneur » ou langage est celui des séries américaines. https://cad-hautevieille.justice.fr/vos-droits/se-preparer-a-une-audience-au-tribunal?text=1%20audra%20galemment%20l'audra%20d'etre%20de%20la%20des%20series%20américaines.

<p>Emittir parecer. O MPF emittu parecer/O MPF devera se manifestar.</p>	<p>Avís consultatiu / Avis juridique / Avis legal Opinion, conseil, renseignement, domies a titre consultatiu par un avocat ou un juriste, en rponse a une question particuliere. Le terme juridique se dit des choses propres a la justice et au droit. Il signifie « qui rgle ou entache l'application de la loi et « qui appartient au droit ». EX1. L'Assemblée Nationale a adopte par consensus, et muni d'une rolution par laquelle elle fait part de son intention de demander a la Cour Internationale de Justice (CIJ) un avis consultatiu sur les obligations des États a l'égard des changements climatiques. EX2. Un avis juridique (ou Legal Op'n) est une dclaration écrite rglée par un cabinet d'avocats spcialis, un expert juridique ou un notaire qui manifeste sa comprhension (ou non) d'une condition ou d'une action. https://vitrinelijustique.oqf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/260252/avis-juridique https://press.unpqr.org/2023/02/24/97_doch.htm</p>
<p>Empresa afiliada/associada</p>	<p>Société-sœur Société placée directement sous le contrôle d'une société mère, qui est considérée dans son lien de parenté avec une ou plusieurs autres sociétés placées aussi directement sous le contrôle de la même société mère. On rencontre fréquemment la présence de sociétés-sœurs lorsque les multinationales ont une entité juridique par continent ou par pays. Des sociétés-sœurs sont des sociétés d'ats sous contrôle commun. https://vitrinelijustique.oqf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/260206/societe-sœur</p>
<p>Empresa concessionária de serviço público</p>	<p>Entreprise de services publics / entreprise concessionnaire Ex : contrats de concessions et délégations de service public : La directive 2014/23/UE consacre et encadre les contrats de concession par l'adoption de règles communes. Cette directive est transposée en droit interne et toutes les règles relatives à ces contrats figurent dans la troisième partie du code de la commande publique. Les contrats de concession sont regroupés dans un régime commun : les contrats de concession de travaux, les contrats de concession de services et les contrats de concession de défense ou de sécurité. Les contrats de concession de services se divisent en contrats de concession de service public ou délégation de service public, pour les collectivités territoriales. Défaut_m3625_1029858975https://www.collectivites-locales.gouv.fr/commande-publique/contrats-de-concessions-et-delegations-de-service-public</p>
<p>Empresa pública</p>	<p>Entreprise publique Une entreprise publique est une entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises. https://www.insee.fr/fr/metadonnees/defn/incl12414#?text=Une+2+entreprise+20+publique+20est+20une+voix+20attachée+20aux+20parts+20émises.</p>
<p>Encerramiento del compartimiento de pruebas, e escolha da forma de julgamento</p>	<p>Ordonnance de clôture de la communication des pièces et le renvoi de l'affaire devant la juridiction compétente Lorsqu'elle est rendu par le Juge de la mise en état, l'ordonnance de clôture produit deux effets : Elle opère le renvoi de l'affaire devant la formation de jugement du Tribunal et Elle rend inexecutable le dépôt de conclusions et de pièces. Communication de pièces et office du Juge : Les juridictions pourraient se contenter d'éclaircir les pièces, mais un arrêt y porte une intervention positive du Juge qui doit inviter les parties à s'expliquer sur les pièces non produites, bien que figurant sur les conclusions (Casse Chamber civile, 11 janvier 2005, pourvoi 02-19369). Le Juge veille au déroulement loyal de la procédure, spécialement à la ponctualité de l'échange des conclusions, et de la communication des pièces, devant le Tribunal de Grande Instance, les termes de l'alinéa 2 de l'article 763 du Code de Procédure Civile attribuent ce contrôle de loyauté au Juge de la mise en état. https://www.eurojust.fr/cas/rapports/procedure-penale-procedure-civile-7000/roles/communication-de-pieces-et-office-du-juge-1102.htm</p>
<p>Entendimento (judicial); [do juiz, do procurador]</p>	<p>Opinion / compréhension / présomption / déduction / faite par les tribunaux, le Juge, le procureur EX1. Lorsque plusieurs experts ont été désignés et s'ils sont d'avis différents ou s'ils ont des réserves à formuler sur des conclusions communes, chacun d'eux indique son opinion ou ses réserves en les motivant. EX2. Il est vrai que l'arrêt prononcé de la Cour de cassation était clairement annoncé par sa jurisprudence antérieure. En matière de taxation par signes ou indices, il y a bien longtemps que la Cour accepte que le montant des dépenses de ménage soit présumé (de sorte que l'on suppose une présomption légale sur une présomption ordinaire) ou que le Juge peut présumer que le déficit indiciaire a été financé par des revenus professionnels et non par des revenus d'origine indéterminée (supposition d'origine sur une présomption légale sur une présomption légale). EX3. La notion de présomption étant une notion légale, on est évidemment tenté d'en identifier les contours. https://legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000009071541/LEGISCTA000006151881/ https://sept.lawtv.be/fr/actu_nldocument/20150307-1/</p>
<p>Entrada em vigor (O adiamento da entrada em vigor da lei já vinha sendo discutido pelo Congresso desde que os efeitos da pandemia de coronavírus se agravaram.) https://www.camara.br/letoicias/659239-PRORROGACAO-DE-PRAZO-ARA-ENTRADA-EM-VIGOR-DA-LEI-GERAL-DE-PROTECAO-DE-DADOS-DIVULGADOS</p>	<p>Entrée en vigueur / Prise d'effet S'agissant d'un texte législatif, ces deux expressions – ainsi que les locutions verbales correspondantes, entrer en vigueur et prendre effet – sont le plus souvent interchangeables, encore que la première soit le plus couramment utilisée dans la législation fédérale, comme l'indique la formule ci-après, qui a été pour ainsi dire normalisée au fil des ans. Exemples : Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date et aux dates fixées par décret. L'entrée en vigueur se définit comme « le début du caractère obligatoire de la loi, c'est-à-dire le moment à compter duquel les sujets de droit ont leurs droits et leurs obligations attachés par la loi nouvelle » (TRÉDÉJAI). L'expression « prise d'effet », à la même sens, mais paraît moins technique et, contrairement à l'entrée en vigueur, y a semblé généralement réservée aux règles de droit écrit, sa portée est sensiblement plus vaste : elle s'emploie relativement à d'autres types de documents ou à des choses abstraites, comme des opérations juridiques. Exemples : L'abrogation de la loi finit par prendre effet à la date fixée par décret. Le démission du président prend effet dès lors après sa notification au conseil. La décision a minima prend effet dès sa réception par l'intéressé. https://www.justice.gc.ca/fr/pr-rpaj-csj/redaction-legis/juris/v1051.html</p>
<p>Entrega de bens</p>	<p>Remise de biens / aliénation de biens / prise de possession Remise de biens meubles saisis au service des domaines : Si un Juge d'instruction peut ordonner qu'un bien meuble placé sous main de justice soit remis au service des domaines en vue de son affectation à un service de police, c'est à la condition que ce bien appartienne à une personne physique. Exemple : Animé par les vœux d'élargir la masse des scellés et, ce faisant, les frais de conservation y afférant (R. Mermaz, Rapp. AN n° 1328, 1999), le législateur a, à l'occasion de la loi n° 99- 515 du 23 juin 1999, émis les dispositions applicables à la restitution en octroyant au Juge d'instruction la possibilité d'ordonner la destruction ou la remise au service des domaines, aux fins d'aliénation, de biens meubles dont le maintien sous main de justice n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité et dont la restitution s'avère impossible (C. pr. pén., art. 99-2, al. 1er) ou de biens susceptibles de dépréciation (C. pr. pén., art. 99-2, al. 2), hypothèse intéressant essentiellement les véhicules (Crim. 11 janv. 2001, Bull. crim. n° 8 ; 1er févr. 2011, n° 10-84.341). https://www.dalloz-actualite.fr/breve/remise-de-biens-meubles-saisis-au-service-des-domaines</p>
<p>Entrega temporária (A pessoa reclamada pode ser entregue temporariamente, mediante autorização Judicial, para a prática de atos processuais, designadamente o julgamento, que o Estado requerente demonstrar não poderem ser adidos sem grave prejuizo, desde que isso não prejudique o andamento do processo pendente na Parte requerida e a Parte requerente se comprometa a que, terminadas essas atos, a pessoa reclamada seja restituída sem quaisquer condições.) https://www.stf.us.br/repolito/portal/portalSfInformativo/portalSfCooperacao_pt_br/new/ACORDO_PORTRUGAL/Tratadoasinasdom25deagosto2003</p>	<p>Remise temporaire Ex : Mandat d'arrêt européen : la remise temporaire vaut exécution. La remise temporaire constitue une modalité d'exécution du mandat d'arrêt européen qui, par suite de cette exécution, se trouve privé d'effet et ne peut justifier une nouvelle détention. Bien que le mandat d'arrêt européen ait été introduit dans la législation française depuis longtemps (v. Décision-cadre n° 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres - Déclarations de certains Etats membres sur l'adoption de la décision-cadre, JOUE n° L 190 du 18 juin 2002, p. 0001-0020 ; Décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2009/809/JAI et 2008/947/JAI), renforçant les droits procéduraux des personnes et favorant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée lors du procès, JOUE 27 mars 2009, n° L 81(24), la jurisprudence ne cesse d'apporter des précisions fondamentales vis-à-vis de son régime (v. par ex. CJUE 11 mars 2020, aff. C-314/18, SF. D. 2020. 541 ; Europe n° 5, mai 2020, Comm. 147, obs. F. Gazin). En témoignage l'arrêt du 6 mai 2020 rendu par la Cour de cassation. https://www.dalloz-actualite.fr/fr/flash/mandat-d-arrêt-europeen-remise-temporaire-vaut-exécution</p>
<p>Equipe de investigação conjunta (A Equipe Conjunta de Investigação (ECI) é considerada um dos mais importantes instrumentos de cooperação e há uma grande disponibilidade na sua criação por parte das autoridades públicas encarregadas da luta contra a criminalidade transnacional organizada.) https://www.mpf.br/tribunacaotematica/sc/noticias/informativo-sc/informativo-no-11-equipes-conjuntas-de-investigacaoof-textoDenre%20no%20v%20v%20C3%41tr</p>	<p>Équipe commune d'enquête (ECE) L'article 20 du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (STCE n° 182) réglemente la création d'une équipe commune d'enquête (ECE) entre deux Parties au moins. Une ECE est une équipe internationale créée d'un commun accord par les autorités compétentes de deux Parties au moins pour effectuer des enquêtes pénales dans une ou plusieurs des Parties qui créent l'équipe, avec un objectif précis et pour une durée limitée. L'ECE constitue un outil efficace de coopération judiciaire dans les affaires pénales ayant une dimension transnationale, lorsqu'un Etat, qui installe des infractions pénales avec le soutien de plusieurs des Etats, peut bénéficier de la participation des autorités d'autres Etats dans lesquels il existe des liens avec les infractions en question, ou lorsqu'une coordination a été avérée autrement utile. https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwiehpuuYBAAXUFNtUKHT2-2AEQFnEeCAOAOAQ&surfs=https%3A%2F%2Fm.com.int%2Fppc-ocmod-2014</p>
<p>Escolta (A escolta policial envolve a utilização de recursos como viaturas, armamentos e equipamentos, devendo estar alinhada com as normas em vigor na instituição e adequadas ao fim específico.) https://www.gov.br/rf/rf/pt-br/noticias/estadaus/bahia2023/luho/pt-br/contate-seguranca-na-escolta-da-comitiva-presidencial-durante-as-comemorações-do-2-de-luz</p>	<p>Escorte policière Exemple. Comment demander une escorte policière ? L'équipe de préposés du transport hors normes de la Direction de la sécurité routière est responsable de la planification et de la coordination toutes les demandes d'escorte policière à la Sûreté, et ce, sur l'ensemble de son territoire. Les conditions qui régissent les opérations d'escorte policière sont définies dans une entente qui lit le transporteur et la Sûreté. Cette entente doit être signée au préalable par les parties. La demande du transporteur doit respecter les termes de l'entente, notamment un délai de 48 h ouvrables entre la date de la demande et la date requise du transporteur. Pour faire une demande d'escorte policière, le transporteur doit remplir le formulaire SO-2140 et l'envoyer à l'adresse courriel indiquée ci-dessous avec la copie du permis spécial de circulation émis par la SAAQ. Un préposé aux transports hors normes communiquera avec le transporteur par la suite. La Sûreté effectue des escortes policières de véhicule hors normes sur son territoire uniquement. Lorsque le transport traverse un territoire desservi par un corps de police municipal, il est de la responsabilité du transporteur de prendre contact avec ce dernier. https://www.ssq.gouv.qc.ca/en/voies/ser-vices/en-signaler-police-policiers/</p>
<p>Escrivão</p>	<p>Greffier</p>
<p>Escrivão de Polícia Federal</p>	<p>Greffier de la police fédérale</p>
<p>Esfera do governo</p>	<p>Branches du gouvernement / Branche de l'administration publique / organes du gouvernement / pouvoirs de l'État Exemple : Ces trois pouvoirs se définissent donc par leur rôle à l'égard de la loi. Le champ du pouvoir législatif est celui de l'élaboration et de l'adoption de la loi. Le champ du pouvoir exécutif est celui de la mise à exécution de la loi. Le champ du pouvoir judiciaire est celui du respect de l'application de la loi. Il est important de noter que dans cette acceptation, les pouvoirs sont des fonctions, et non des institutions. Dès lors, même si la séparation des pouvoirs prévaut, une même institution peut exercer des fonctions de nature tant législative qu'exécutive ou judiciaire. Par exemple, en Belgique, le Roi est à la fois une branche du pouvoir législatif et une branche du pouvoir exécutif. https://www.belgium.be/fr/la_belgique/pouvoirs_publics/democratie/trois_pouvoirs</p>
<p>Estado requerente</p>	<p>État requérant EX1. Requirant : Qu'il s'agisse d'une procédure sur requête ou sur tout autre type de saisine, le mot "requérant" qui est synonyme de "demandeur", désigne la personne qui a pris l'initiative d'engager une procédure judiciaire. Ainsi dans un arrêt de la Chambre sociale (7 juin 2018, pourvoi n°16-25838) on peut lire : "Qu'en statuant ainsi, alors qu'il n'était pas soutenu que le requérant avait effectivement exercé son droit de recours...". EX2. Extradition : Mécanisme juridique par lequel un Etat (Etat requis) livre une personne qui se trouve sur son territoire à un autre Etat (Etat requérant) qui la réclame aux fins de poursuite ou d'exécution d'une peine. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/requerant.php https://books.openedition.org/heid/3998?lang=en</p>
<p>Estado requerido</p>	<p>État requis EX1. Requis : Au sens fort, "requis" pris comme adjectif signifie "rendu obligatoire par une Loi, un règlement administratif ou par un engagement contractuel". Ainsi on lit dans un arrêt "... Il ne disposait pas du pouvoir de négociation requis pour se prévaloir du statut d'agent commercial... (Chambre commerciale 10 octobre 2018, pourvoi n°17-17290, Legifrance). Autre sens : "qui convient, concerné, ad hoc". Ainsi l'huissier instrumental, à la demande des sociétés TRIP et TRF, a transmis l'arrêt des Etats membres concernés aux fins de signification ou de notification... (1ère Chambre civile 10 octobre 2018, pourvoi n°17-14401, Legifrance). EX2 : A défaut d'obligation conventionnelle – voire coutumière – liant l'État requis et l'État requérant, la décision d'octroyer ou non l'extradition relève du pouvoir souverain de l'État requis. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/requis.php https://books.openedition.org/heid/6998?lang=en</p>
<p>Estar em mora ("Conforme dispõe o artigo 394, do Código Civil, "considera-se em mora o devedor que não efetuar o pagamento e o credor que não quiser recebê-lo no tempo, lugar e forma que a lei ou a convenção estabelecer.") https://www.google.com/ur/2asr&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwHj5UChRWwCQAOfnE-CBkAO&surfs=https://www.lexpert-comptable.com/37441-le-retard-de-paiement.html</p>	<p>Avoir un arriéré / être en retard dans ses paiements / être en retard EX1. Ne pas régler ses dettes au moment où elles devraient être réglées. EX2. L'arriéré désigne aussi, en parlant d'une société, l'action de ne pas servir un dividende aux actionnaires qui possèdent des actions à dividende cumulé. EX3. Le retard de paiement est une durée annoncée longue et non prévue par le contrat, voire une absence totale de règlement des prestations. Il constitue un poids pour les entreprises, quel que soit le domaine ou secteur d'activité, il est très souvent présent et il ne faut surtout pas y céder. A cet effet, il est d'ailleurs conseillé de contracter un prêt afin de payer ses fournisseurs à temps pour éviter les situations de litige en payant ses factures avec du retard. https://vitrinelijustique.oqf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/837290/avoir-un-arriere</p>
<p>Estar obrigado a; estar vinculado por</p>	<p>Être lié par / Avoir un contrat contraignant / Avoir un contrat exécutoire Un « contrat contraignant » est un accord qui est juridiquement exécutoire. En d'autres termes, lorsque vous signez un contrat contraignant et que vous ne respectez pas votre part du contrat, l'autre partie peut vous poursuivre en justice. Pour être contraignant, un contrat doit inclure plusieurs éléments clés : Offre et acceptation : une partie doit offrir quelque chose (argent, services, droits, etc.) et l'autre partie doit accepter l'offre. Contrepartie : bénéficier reçu par chaque partie. Il peut s'agir d'argent, de services, d'objets ou de toute chose de valeur. Réciprocity ou intention : les deux parties reconnaissent qu'elles sont liées par le contrat et s'engagent à respecter leur part du marché. Légalité : le contrat doit obéir à toutes les lois nationales et locales. Vous ne pouvez pas conclure de contrat pour quelque chose d'illicite. Capacité : toutes les parties ont la capacité juridique de contracter (par exemple, certaines personnes n'ont pas cette capacité en raison de leur âge). Lorsqu'un contrat réunit tous ces critères, il peut être considéré comme contraignant et juridiquement exécutoire. https://www.adobe.com/fr/sign/hub/document-types/binding-vs-non-binding-contract.html</p>
<p>Estar pendiente; estar en suspenso</p>	<p>Affaire Pendante / Affaire en cours On dit qu'une affaire est "pendante" lorsqu'un tribunal a été saisi et que la cause n'a pas encore jugée. Elle est "pendante" jusqu'à ce que (selon le cas) le jugement ou l'arrêt soit prononcé. On retrouve cette expression dans sa forme latine dans les écrits de la doctrine, plus rarement dans les jugements, pour exprimer qu'un fait dont l'arrivée subordonne la naissance ou l'exigibilité d'une prestation, ne s'est pas encore produit. On dit alors que l'obligation est "condition pendente" ou "encore" sous condition". https://www.linlemaute.fr/expression/langue-francaise/4805/affaire-en-cours/</p>
<p>Estelionato (O crime de estelionato exige quatro requisitos, obrigatórios para sua caracterização: 1) obtenção de vantagem ilícita; 2) causar prejuízo a outra pessoa; 3) uso de meio de arde, ou artimanha; 4) enganar alguém ou a levara a erro.) https://www.tdft.us.br/institucional/imprensa/campanhas-e-produtos/direito-facil/educacao-semanal/estelionatoof-textoO%20crime%20de%20estelionato%20exige</p>	<p>Escroquerie / tromperie / fraude / déclaration mensongère / présentation mensongère EX1. Fait de s'approprier le bien d'autrui en usant de tromperie, de manœuvres frauduleuses. EX2. L'escroquerie consiste pour l'escroc à obtenir un bien, un service ou de l'argent par une tromperie (faux nom, manœuvres frauduleuses...). Il y a délit d'escroquerie s'il est démontré que l'auteur des faits a eu l'intention de tromper sa victime. Si vous êtes victime, vous pouvez déposer plainte à la police ou en garderie ou par courrier auprès du procureur. Pour faire une déclaration d'escroquerie, le fraudeur doit remplir le formulaire SCS-2140 et l'envoyer à l'adresse courriel indiquée ci-dessous avec la copie du permis spécial de circulation d'une escroquerie (chèque falsifié, virement, achat par carte bancaire...), vous devez en avertir immédiatement votre banque. Cette démarche vous permet de tenter de faire annuler l'opération (sans garantie de succès) et d'éviter une nouvelle fraude. Si vos chèques ou données de carte bancaire ont été utilisés par un escroc, vous devez former opposition. Vous pouvez également utiliser le service en ligne Perceval, pour faire un signalement de fraude à la carte bancaire. https://www.lesfrances.gouv.fr/rodes/section_lc/LEGITEXT00006070719L/EGISCTA000006168331/</p>
<p>Etilómetro, bafómetro</p>	<p>Ethylotest L'ethylotest est un outil de dépistage qui permet de révéler le taux d'alcool dans le sang d'un individu par le biais de leur expiré. Une fois le test effectué, le résultat est soit positif, soit négatif. A ne pas confondre avec l'ethyloètre, utilisé par les forces de l'ordre en cas de contrôle. Le Juge peut vous obliger à conclure avec un ethylotest antidémariage (EDD) dans les cas suivants : délit de conduite en état d'ivresse manifeste ; refus de se soumettre aux vérifications de l'état d'alcoolémie ; conduite sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants ; récidive de refus de se soumettre aux contrôles d'alcoolémie ; et homicide ou blessures involontaires par conduite en étant dans un état alcoolique. https://www.sen-vices-publics.fr/parcours/voies/2291 https://media.roole.fr/quoidien/au-volant/ethylotests-chimique-electronique-bonne-methode-pour-utiliser</p>

<p>Instrução ("A instrução do processo é uma fase na qual as provas são colhidas com o objetivo de comprovar aquilo que a parte autora ou a parte ré alegam. Tudo deve ficar devidamente esclarecido nos autos. Trata-se de uma etapa processual que vai fazer toda a diferença para que o juiz julgue a ação procedente ou improcedente.") https://modelonacional.com.br/artigos/instrucao-processual</p>	<p>Instrução pênale preparatoire</p> <p>L'instruction préparatoire (appelée également « instruction », « information » ou « information judiciaire ») est la phase préparatoire du procès pénal qui a pour objet de déterminer s'il existe des charges suffisantes pour renvoyer le suspect devant la juridiction de jugement. Elle est obligatoire en matière criminelle, facultative en matière correctionnelle et contraventionnelle (et à la seule demande du ministère public dans ce dernier cas). Il s'agit d'une phase procédurale écrite et secrète. Le Juge d'instruction réalise des actes lui permettant d'établir l'existence ou non de charges suffisantes justifiant le renvoi devant la juridiction de jugement.</p> <p>https://www.dalloz.fr/documentation/Document?id=DZ%2FOAIS%2F000549#:~:text=1%27instruction%20preparatoire%20(appele%20egalement%20de%20jurisdiction%20de%20jugement</p>
<p>Intercâmbio espontâneo de informações</p>	<p>Échange spontané d'informations ; Échange spontané de renseignements</p> <p>Ex : Article 7 de la Convention établie par le traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne - Déclaration du Conseil concernant l'article 10, paragraphe 9 - Déclaration du Royaume-Uni concernant l'article 20 : Échange spontané d'informations 1. Dans la limite de leur droit national, les autorités compétentes des États membres peuvent, sans qu'une demande ait été présentée en ce sens, échanger des informations concernant des faits pénalement punissables ainsi que des infractions aux règlements visés à l'article 3, paragraphes 1, 2 et 3, dont la sanction ou le traitement relève de la compétence de l'autorité destinataire au moment où l'information est fournie. 2. L'autorité qui fournit l'information peut, conformément à son droit national, soumettre à certaines conditions son utilisation par l'autorité destinataire. 3. L'autorité destinataire est tenue de respecter ces conditions.</p> <p>https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A2000A0713%20%2801%29</p>
<p>Intercepção de correspondência</p>	<p>Violation du secret des correspondances ; Atteinte au secret des correspondances</p> <p>Ensemble d'agissements visant, en toute connaissance de cause et hors les cas prévus par la loi, à intercepter, prendre connaissance, utiliser, détourner ou divulguer la correspondance d'un tiers. Atteinte au secret des correspondances par un particulier. L'article 225-10 du code pénal incrimine le fait pour un particulier d'ouvrir, supprimer, retarder ou détourner des correspondances arrivées ou non à destination et adressées à des tiers, ou d'en prendre frauduleusement connaissance ainsi que le fait d'intercepter, détourner, utiliser ou divulguer des correspondances émises, transmises ou reçues par voie électronique (ou de procéder à l'installation d'appareils de nature à permettre la réalisation de telles interceptions).</p> <p>https://www.dalloz.fr/documentation/Document?id=172%2FOAIS%2F01856#:~:text=Violation%20des%20correspondances%20(FC%20Septembre%202022&text=Ensemble%20d%27agissements%20v</p>
<p>Intercepção e gravação de outros tipos de comunicações</p>	<p>Interception, enregistrement et transcription de correspondances émises par la voie des communications électroniques</p> <p>Sous le terme d'interception, le législateur envisage en réalité l'interception, l'enregistrement et la transcription de correspondances émises par voie de télécommunications (CPP art100). Pour la jurisprudence récente qui définit l'interception de manière comprehensive, constitue une écoute téléphonique le fait pour des policiers d'inviter une personne à téléphoner à un individu susceptible d'être impliqué dans une infraction. L'enregistrement d'une conversation téléphonique sur cassette et de dresser un procès-verbal (PV) de cette opération (Cass. AP 24 nov. 1989). La conception comprehensive qui relie la Cour de cassation, proflicite de la vie privée, est partagée par la CEDH (CEDH, 23 nov. 93. A. France).</p> <p>https://www.doc-duc-juriste.com/droit-prive-et-contrat/mon-ecoute-penale/dissertation/interceptions-correspondances-voie-telecommunications-45110.html</p>
<p>Interessado; pessoa em causa</p>	<p>Personne directement affectée ; personne intéressée ; personne concernée ; parties intéressées ; parties concernées</p> <p>Ex1 : La délibération ne peut intervenir qu'après audition de la personne intéressée par le conseil d'administration. Ex2 : Seule la personne directement affectée, au sens juridique, peut intenter une action pour violation des droits de l'homme. Cette restriction constitue une exigence fondamentale. Ex3 : Il est important de souligner que la personne concernée doit tout d'abord épuiser toutes les voies de recours possibles, à savoir les autres recours appropriés, avant d'intenter une action en réparation devant la première chambre du Tribunal civil, dans sa juridiction constitutionnelle. Ex4 : " Une pétition de délégation était présentée au siège fédéral où diverses réunions ont eu lieu avec toutes les parties concernées : l'Union belge, Ghelamco, la Ville de Bruxelles... 1) elle va être auditionnée en qualité de suspect et elle a le droit, préalablement à l'audition, de se concerter confidemment avec un avocat de son choix ou avec un avocat qui lui est désigné et elle a la possibilité de se faire assister par lui pendant l'audition pour autant que les faits qui peuvent lui être imputés concernent une infraction punissable d'une peine privative de liberté ; dans le cas où elle n'est pas privée de sa liberté, elle doit prendre elle-même les mesures nécessaires pour se faire assister "</p> <p>https://www.rbf.be/articles/eurosladium-une-delegation-de-luefa-a-rencontre-toutes-les-parties-concernees-9709530</p>
<p>Interpor recurso ("O Ministério Público interporá recurso no Tribunal de Justiça contra a decisão que condenou o réu a três anos de detenção.") https://www.jusbrasil.com.br/artigos/por-opor-recurso-interpar-impar-ar-representar-como-ollpar873790095</p>	<p>Déposer un recours ; Introduire un recours</p> <p>Ex : Recours devant le juge administratif. Pour saisir le juge administratif, vous devez agir dans les délais requis et déposer le recours devant la juridiction compétente. Vous n'êtes pas obligé de prendre un avocat, sauf si le litige porte sur une somme d'argent ou sur un contrat conclu avec une administration ou un organisme public. Vous devez joindre à votre requête la décision administrative que vous contestez, ainsi que toutes les pièces justificatives. La juridiction compétente dépend de l'objet du litige</p> <p>https://www.demarches.interieur.gouv.fr/particuliers/recours-devant-juge-administratif</p>
<p>Interrogatório de suspeitos; interrogatório de acusados</p>	<p>Interrogatoire d'inculpé ; audition d'un suspect (par le juge d'instruction par la police, le parquet ou le juge d'instruction)</p> <p>Ex : L'audition de police dite « Saldutz 2 » - Les règles s'appliquent à l'audition d'un suspect majeur ; paragraphe 12 (article 47bis, § 2) Avant qu'il ne soit procédé à l'audition d'un suspect, la personne à interroger est informée succinctement des faits à propos desquels elle sera entendue et les éléments suivants lui sont communiqués : 1) elle va être auditionnée en qualité de suspect et elle a le droit, préalablement à l'audition, de se concerter confidemment avec un avocat de son choix ou avec un avocat qui lui est désigné et elle a la possibilité de se faire assister par lui pendant l'audition pour autant que les faits qui peuvent lui être imputés concernent une infraction punissable d'une peine privative de liberté ; dans le cas où elle n'est pas privée de sa liberté, elle doit prendre elle-même les mesures nécessaires pour se faire assister "</p> <p>https://www.justice-en-ligne.be/l-audition-par-la-police-le</p>
<p>Intime-se (ex. "Junta-se (o documento)", "Cumpra-se (o mandado)", "Intime-se (a testemunha)". https://www.migalhas.com.br/coluna/gramatica/19787/junte-se-cumpra-se-intime-se</p>	<p>Notifier à l'autorité compétente ; notifier des jugements ; notification de l'assignation ; notifier des actes</p> <p>Ex1 : La notification des actes en la forme ordinaire. (Articles 665 à 670-3). Article 665. La notification doit contenir toutes indications relatives aux nom et prénoms ou à la dénomination ou raison sociale de la personne dont elle émane et à domicile ou siège social de cette personne. Elle doit désigner de la même manière la personne du destinataire. Ex2 : L'assignation doit être notifiée au ministre public en temps utile, c'est-à-dire à une date laissant suffisamment de temps à ce dernier avant qu'il permette de conclure, ou'en l'absence la cour d'appel à juger que la notification au ministre public devait intervenir avant l'expiration du délai pour conclure figurant sur le premier avis notifié aux parties, qui correspond à la date de la première évocation de l'affaire... ». Ex3. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) impose aux responsables de traitement de documenter, en interne, les violations de données personnelles et de notifier les violations présentant un risque pour les droits et libertés des personnes concernées à la CNIL, dans certains cas, lorsque le risque est élevé, aux personnes concernées.</p> <p>https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA00006135900</p> <p>https://www.cnil.fr/fr/notifier-une-violation-de-donnees-personnelles</p>
<p>Inválido</p>	<p>Nullité du contrat ; contrat nul ; contrat annulé</p> <p>On peut définir la nullité comme la sanction judiciaire d'un manquement à l'une des conditions de validité du contrat. Par exemple, un contrat est nul si le consentement donné par l'une des parties a été vicié par dol. La nullité consiste en l'anéantissement rétroactif du contrat ; le contrat est annulé de manière rétroactive, on fait comme si l'on avait jamais existé. Les effets de la nullité du contrat à l'égard des tiers. Comme le contrat annulé est censé ne jamais avoir existé, il faut également annuler les effets qu'il a produits à l'égard des tiers.</p> <p>https://fiches-droit.com/nullite-contrat</p>
<p>Isonção ("Para solicitar a isenção da taxa de inscrição do Enem 2023, o participante deve:") https://www.gov.br/inep/pt-br/sistema/noticias/enem/aberto-periodo-de-isencao-para-o-enem-2023</p>	<p>Exemption ; Exonération ; Dispense</p> <p>1. Décision par laquelle une personne ou un groupe social est exempté d'une charge; état de ce qui est exempté. 2. Dispense de payer des impôts, des taxes. Ex1. Conformément aux règlements en vigueur au Québec, tous les étudiants étrangers doivent généralement verser des droits de scolarité différentiels, qui sont plus élevés que les droits de scolarité des étudiants québécois. Cependant, certains étudiants étrangers sont exemptés de ces frais différentiels et paient les mêmes droits de scolarité que les étudiants québécois, ou étudiants canadiens hors Québec. Ex2. Le comité fut d'avis que ces privilèges et immunités devaient comprendre l'exemption des taxes, l'immunité auprès des juridictions locales, des facilités de communications, l'inviolabilité de la propriété, des édifices et des archives, en sorte qu'aucun état membre ne peut gêner en quelque manière que ce soit le travail de l'organisation... ». Charte Nations Unies, 1946, p. 56.</p> <p>https://www.cnrif.fr/defin/exemption</p> <p>https://www.polyml.ca/etudiants-internationaux/aspects-financiers/exemption-des-droits-de-scolarite-differentiels</p>
<p>Juiz de instrução ("Entre o instrutor e o sentenciador se repartem atribuições dentro de um único e mesmo órgão. Se a vara judicial tem dois magistrados, um é o instrutor e o outro o sentenciador.") https://books.google.com.br/books?id=AmEAAAQAAIAA&pg=PA300&pg=PA300&dq=InE%20%20entre+instrutor+e+sentenciador+se+repartem+atribu</p>	<p>Juge d'instruction</p> <p>Un juge d'instruction est désigné dans le cas d'affaires pénales graves ou complexes. Il est chargé de l'instruction des affaires et peut déléguer la réalisation de certains actes (perquisitions, saisies, auditions, etc.) à un officier de police judiciaire ou à un autre juge (ou par le commissaire rogatoire). Il agit sous le contrôle du parquet. Il est un magistrat du siège et rend des décisions de justice. Le juge d'instruction est un magistrat du siège chargé des enquêtes judiciaires dans les affaires pénales les plus graves ou les plus complexes. Le juge d'instruction possède le pouvoir de mettre en examen. Les personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'aucun d'eux n'est innocent ou coupable de son crime ou d'une infraction punissable d'une peine privative de liberté (article 80-1 du code de procédure pénale).</p> <p>https://www.vie-publique.fr/fiches/268568-pui-est-le-juge-d-instruction</p>
<p>Juiz Federal</p>	<p>Juge fédéral (Suisse) ; juge de la Cour fédérale (Canada) ; membres de la Cour de cassation et du Conseil d'État ; magistrats du siège, présidents de chambre et conseillers » (France), (Suisse) L'Assemblée fédérale (Chambres réunies) est les juges du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral, du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral des brevets pour une période de six ans, et les membres du Tribunal militaire de cassation pour une période de quatre ans. Elle élit les juges fédéraux avant la fin de la période administrative en cours, en procédant tribunal par tribunal. (Canada) En ce qui a trait à la géographie, la Cour peut saisir n'importe où au Canada. Elle tient régulièrement des audiences et rend des décisions dans tout le pays. Des bureaux du greffe se trouvent dans toutes les grandes villes, pour la commodité des plaideurs. Les ordonnances de la Cour ont force exécutoire dans toutes les provinces et tous les territoires, ce qui assure sa présence nationale. (France) La Cour de cassation se prononce sur la correcte application de la loi, non sur le fond des affaires. À ce titre, elle est garante d'une interprétation et d'une application homogènes de la règle de droit sur l'ensemble du territoire. L'organisation judiciaire française est hiérarchisée et garantit le plus souvent un double degré de juridiction. La Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, assure l'unité de cet ordre et de sa jurisprudence. Les juges de la Cour de cassation « conseillers référendaires » sont magistrats en cours de carrière, nommés pour dix ans à la Haute Audition, période au terme de laquelle ils sont amenés à rejoindre un tribunal ou une cour d'appel. Ce statut participe du dialogue entre la Cour de Cassation et les juridictions du fond.</p> <p>https://www.vie-publique.fr/fiches/268572-quel-est-le-role-de-la-cour-de-cassation</p> <p>https://www.courdecassation.fr/theses-les-actuelles/02/07/18/ches-les-soldats-devient-premier-president-de-la-cour-de-#:text=1%2018%20mille%20C%20%2016%20de%20la%20Cour%20de%20Cass</p>
<p>Juiz leigo ("O que faz um juiz leigo? Juizes Leigos são bacharéis em Direito, que atuam como auxiliares da Justiça. Entre outras atribuições, atuam nas realizações de audiências de conciliação e resolução de conflitos.") https://www.jusbrasil.com.br/noticias/ja-pensou-em-ser-um-juiz-leigo-na-carreira?tr=2929362#:~:text=Juiz%20C%20de%20leigos%20e%20C%20A%20e%20C</p>	<p>Magistrats et Juges non professionnels</p> <p>En France, l'organisation judiciaire distingue les magistrats du siège et ceux du parquet. Seuls les premiers, Juges d'instance par exemple, exercent le pouvoir de juger. Les procureurs, eux, poursuivent au nom de l'État et ne rendent pas de jugement.</p> <p>À côté de ces magistrats professionnels, le système judiciaire compte également plusieurs catégories de juges non professionnels : assesseur du TPE, délégué du procureur de la République, conseillers prud'hommes, magistrats à titre temporaire, juges consulaires, assesseurs TPR, assesseurs des pôles sociaux.</p> <p>https://lajusticecircrite.fr/metiers/magistrats-juges-non-professionnels#:~:text=A%20côté%20de%20ces%20magistrats,TPR%20%20Assesseurs%20des%20pôles%20sociaux</p>
<p>Juiz; magistrado; ministro dos tribunais superiores</p>	<p>Juge ; autorité judiciaire ; juridiction judiciaire ; magistrat ; Conseiller ; Président de Chambre</p> <p>Le mot "Juge" est une désignation générique qui s'applique d'abord aux professionnels dont la situation est régie par le statut de la Magistrature et qui, à des degrés divers, participent au fonctionnement du service public de la justice. Les juges du siège occupent des fonctions diverses telles que : dans les Tribunaux du premier degré : Juge aux affaires familiales, Juge d'instruction, Juge des enfants, Juge de l'application des peines, Juge de l'exécution, Juge de la mise en état, Juge des libertés et de la détention. Et dans les Cours d'appel et à la Cour de cassation, leurs fonctions se dénomment : instance Premier Président, Président de Chambre et Conseiller. Les Juges des Tribunaux de commerce, Les Conseillers prud'hommes et les Assesseurs des Tribunaux des affaires de sécurité sociale, sont aussi, au sens large, des juges. Les juges professionnels sont des fonctionnaires publics dont la situation administrative est régie par le Statut de la Magistrature, ils font partie d'une catégorie plus générale que sont les "Magistrats". Ces derniers comprennent, outre les Magistrats de l'Ordre judiciaire, les magistrats des juridictions de l'Ordre administratif et les représentants de l'État auxquels la loi confère un pouvoir réglementaire. Le Président de la République, et les Maires des communes sont à ce titre, des Magistrats. Le statut des juges non-professionnels résulte de textes spécifiques, comme le Code de Commerce, le Code de la sécurité sociale, selon le cas, il résulte aussi de textes particuliers.</p> <p>https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/juge.php</p>
<p>Juizado especial civil</p>	<p>Tribunal civil spécial ; Cour des petites causes ; Cour des petites causes</p> <p>Les tribunaux civils spéciaux sont des organes qui composent la justice ordinaire et qui ont été créés dans le but de conciliation, de procédure, de procès et d'exécution, dans les causes de leur compétence, disciplinés par la loi fédérale n° 9 099 du 26 septembre 1995</p> <p>http://periodicos.estacio.br/index.php/jurisposiis/article/view/7497/47966286</p>
<p>Juizado Especial Federal - JEF</p>	<p>Tribunaux spéciaux fédéraux</p> <p>https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwisQsIQjR0AAwS1U8iHtAKAQUFn0ECABQAO&url=http%3A%2F%2Fperiodicos.estacio</p>
<p>Juizados especiais</p>	<p>Tribunaux civil fédérale ; tribunaux spéciaux fédérale ; Cour des petites causes ; Cour des petites causes ; Tribunal civil spécial</p> <p>Les tribunaux civils spéciaux sont des organes qui composent la justice ordinaire et qui ont été créés dans le but de conciliation, de procédure, de procès et d'exécution, dans les causes de leur compétence, disciplinés par la loi fédérale n° 9 099 du 26 septembre 1995. Les fondements de cette procédure sont guidés par les critères d'oralité, de simplicité, d'informalité, d'économie procédurale et de rapidité, visant, dans la mesure du possible la conciliation, la réparation du préjudice subi par le vicieux l'application d'une peine non privative de liberté (Neto e Junior, 2011). Le Tribunal civil spécial a compétence pour la conciliation, les procédures et le jugement des affaires civiles de moindre complexité, sont des exemples : les cas dans la valeur ne dépasse pas quarante fois le salaire minimum; ceux énumérés à l'art. 275, point II, du Code de procédure civile; l'action d'expulsion pour son propre usage; actions de possession sur des biens immobiliers de valeur ne dépassant pas quarante fois le salaire minimum; titres de direction extrajudiciaire (billets promissoires, chèques, contrats), jusqu'à quarante fois le salaire minimum; recouvrement et indemnisation des dommages-p, sur dommages causés par des accidents de la circulation) (Barouche, 2010).</p> <p>https://www.onlancourts.ca/s/cfr/pejles-creances/</p> <p>https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwisQsIQjR0AAwS1U8iHtAKAQUFn0ECABQAO&url=http%3A%2F%2Fperiodicos.estacio</p>
<p>Juizes togados ("Juiz com formação jurídica obrigatória, ocupante do cargo em caráter vitalício. A maioria pertence à carreira da magistratura. Outros vêm da advocacia e do Ministério Público (a Constituição reservou um quinto dos cargos nos tribunais a estes duas áreas).") https://www.cnpq.mg.br/portaol/joissano/7966-juiz-togado</p>	<p>Juges professionnels</p> <p>Ils sont des fonctionnaires publics dont la situation administrative est régie par le Statut de la Magistrature, ils font partie d'une catégorie plus générale que sont les "Magistrats".</p> <p>http://periodicos.estacio.br/index.php/jurisposiis/article/view/7497/47966286</p>
<p>Juizo</p>	<p>Cour</p>
<p>Juizo; tribunal</p>	<p>Tribunal ; juridiction</p> <p>Dans le langage courant, un tribunal est à la fois le lieu concret où la justice est rendue et l'autorité qui a pris la décision judiciaire. En ce sens, les tribunaux sont des juridictions, c'est-à-dire des autorités chargées de dire le droit à l'occasion d'un litige ou d'une infraction.</p> <p>https://www.vie-publique.fr/fiches/3805?quest-ce-qu-un-tribunal</p>

<p>Julgamento anulado</p>	<p>Anulação de julgamento ; julgamento anulado ; requêtu en rétractation de jugement ; faire annuler un jugement par défaut</p> <p>En matière civile le jugement peut être annulé par la cour d'appel ou par la Cour de cassation. Dans le premier cas, en application de l'alinéa 2 de l'article 562 du nouveau code de procédure civile, en vertu de l'effet dévolutif de l'appel tendant à l'annulation de la décision de première instance. Arrêt de la cour se substitue au jugement querelé. Dans le second cas, la Cour de cassation renvoie, en vertu de l'article L. 131-4 du code de l'organisation judiciaire, l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane la décision ayant fait l'objet d'une cassation ou devant la même juridiction composée d'autres magistrats. La demande de rétractation se fait par écrit et indique, en outre des motifs qui la fondent, que le défendeur conteste le bien-fondé du jugement.</p> <p>https://www.senat.fr/questions-base/2005/qse0051120188.html</p> <p>https://www.doyenadvocats.ca/comment-annuler-un-jugement-par-defaut/</p>
<p>Julgamento por juiz singular/monocrático/cotogado</p>	<p>Audience à juge unique ; Déroulement d'une affaire devant le tribunal correctionnel</p> <p>Composition du tribunal : L'audience est tenue par un seul juge (audience à juge unique) pour les affaires les plus simples. C'est le cas par exemple pour des délits routiers, de port d'armes illégales, des vols ou des violences peu graves. Dans les affaires plus complexes, l'affaire est jugée par 3 juges : 1 président et 2 assesseurs ; Juge qui assiste le président d'une juridiction (audience collégiale). Le ministère public - Corps de magistrats représentant les intérêts de la société - est représenté par le procureur de la République - Corps de magistrats représentant les intérêts de la société devant les juridictions. Un greffier est également présent à l'audience. Il est chargé de valider à la tribune de la procédure et de l'audience. Le tribunal correctionnel est compétent pour juger une personne soupçonnée d'avoir commis un délit : Actes interdits par la loi et punis d'une amende élevée d'une peine d'emprisonnement inférieure à 10 ans. Il peut être aussi de plusieurs degrés. Le prévenu - Personne soupçonnée d'avoir commis un délit ou une contrevention et poursuivie devant le tribunal de police ou devant le tribunal correctionnel doit être présent ou représenté par un avocat. La victime peut être présente et/ou être représentée par un avocat. Le tribunal rend une décision adaptée à la gravité de l'infraction, à la personnalité du condamné, à ses ressources et au préjudice subi par la victime. La décision peut être contestée en faisant appel : Voie de recours par laquelle une partie a un procès devant un nouveau jugement de l'affaire par une juridiction supérieure ou opposition : Voie de recours en justice, civile ou pénale, ouverte aux personnes n'ayant pas eu connaissance d'un procès à leur encontre, et qui leur permet d'être à nouveau jugées par le même tribunal.</p> <p>https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1485</p>
<p>Julgar</p>	<p>Juger ; rendre une décision ; prononcer une décision en audience publique ; se prononcer à propos de quelque chose ; une affaire</p> <p>Ex : Audience à juge unique. Le tribunal correctionnel peut rendre sa décision le jour même de l'audience. Il peut également la renvoyer à une autre date indiquée par le président du tribunal. Le jugement est alors mis en délibéré. Le tribunal prononce la décision en audience publique. Le tribunal peut prononcer la révocation des condamnations avec sursis. Dans ce cas, la personne devra exécuter les précédentes condamnations. Le tribunal statue sur les demandes de la partie civile ou renvoie l'affaire à une audience sur intérêts civils : Dommages et intérêts accordés à la victime qui s'est constituée partie civile, qui est tenue par un seul juge. Ce renvoi permet à la partie civile de constituer son dossier (par exemple certificat médical, factures, devis des réparations de sa voiture...).</p> <p>https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1485</p>
<p>Juramento ("Hillary não precisa dar testemunho sob juramento no caso dos e-mails, decide juiz dos EUA") https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/brasil/2016/08/19/hillary-nao-precisa-dar-testemunho-sob-juramento-no-caso-dos-e-mails-decide-juiz-dos-eua-1h334</p>	<p>Serment ; prêter serment ; témoigner sous serment ; serment professionnel (assermenté)</p> <p>Le « serment » est une déclaration solennelle faite devant un juge. Les arbitres ne sont pas admis à recevoir un serment. Le serment est prêtés lors de la prise de leurs fonctions par les professionnels de justice (magistrats, avocats, huissiers, notaires et par certains fonctionnaires) au cours d'une cérémonie publique destinée à officialiser leur installation. La formule du serment est fixé par la Loi ou par un décret, elle varie selon les professions.</p> <p>https://www.dictionnaire-juridique.com/dictionnaire/serment.php</p>
<p>Jurisdição ("No 1º grau de jurisdição, também chamado de 1ª instância, estão os juízes de direito, juízes federais, juízes do trabalho, juízes eleitorais e juízes militares. 1ª competência") ("Competência é o poder que tem o órgão do Poder Judiciário de fazer atuar a função jurisdicional em um caso concreto. É a quantidade de jurisdição atribuída a cada órgão jurisdicional, ou seja a competência é a medida da jurisdição.") https://www.jusbrasil.com.br/dicionario/jurisdição-primeira-instancia-segunda-instancia-quem-e-quem-na-justica-brasileira/100111134</p>	<p>Jurisdiction ; compétence d'attribution ; compétence territoriale</p> <p>Le Tribunal judiciaire est né de la fusion entre l'ancien tribunal de grande instance (TG) et l'ancien tribunal d'instance (TI). C'est la juridiction civile de droit commun qui traite des affaires familiales, des affaires de succession et, de manière générale, de toutes les affaires qui ne sont pas de la compétence d'un autre tribunal. Il existe plus de conditions de valeur minimale du litige. Compétence territoriale, en principe, la juridiction territoriale compétente est celle du lieu où demeure le défendeur. Mais il existe plusieurs exceptions à cette règle. Par exemple, lorsque le litige concerne un bien immobilier, c'est la juridiction du lieu où est situé l'immeuble qui est compétente. Autre exception en matière contractuelle, c'est la juridiction du lieu où se trouve l'un des lieux de l'exécution de la prestation de service qui peut être compétente.</p>
<p>Justiça do Trabalho</p>	<p>Justice du travail</p> <p>L'accès à la justice du travail peut être amélioré par la mise en place et le renforcement des mécanismes de résolution des conflits, afin de garantir que les conflits du travail soient traités de manière efficace, effective et équitable. Ces mécanismes peuvent inclure à la fois des institutions judiciaires, comme les cours et tribunaux ordinaires et les cours et tribunaux du travail, et des institutions non judiciaires qui fournissent des services de conciliation, de médiation et d'arbitrage. Les institutions judiciaires constituent un élément important des systèmes de prévention et de résolution des conflits et sont essentielles pour garantir l'accès à la justice et contribuer à l'égalité dans les relations professionnelles. Elles peuvent être complétées pour connaître des litiges individuels ou collectifs, ou les deux, selon les contextes nationaux ou régionaux.</p> <p>https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/work-for-gang/programme/governance-labour-law/WCMS_842653/lang--fr/index.htm</p>
<p>Laranja ("Os chamados 'laranjas', jargão da área policial, emprestam seu nome a alguém para o fim de ocultar bens de origem ilícita ou incerta.") https://www.historiadomundo.com.br/dicionario/deslho-que-sao-laranjas-e-que-elas-tem-a-ver-como-consumo.html</p>	<p>Homme de paille ; prête-nom</p> <p>Homme de paille est un terme qui, quoique populaire, se rencontre dans des écrits et peut quelque fois se trouver employé dans des discussions à la barre d'un tribunal. Il désigne un homme d'affaires qui est un mandataire secret cachant aux yeux des tiers, les activités d'une personne, d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises pour le compte de qui il agit en fait, et auquel il rend compte de l'exécution du mandat secret qui lui a été confié. Le terme juridique qui caractérise aussi cette situation est « prête-nom ».</p> <p>https://www.dictionnaire-juridique.com/dictionnaire/homme-de-paille.php</p>
<p>Lastro</p>	<p>Garantie de convertibilité ; garantie de parité ; flxité du taux de change ; garantie basée sur des stocks d'or ; EX : Article La Zone franc en perspective - Les incertitudes de la situation économique mondiale, les difficultés de l'Afrique centrale dues à la baisse du prix du pétrole, les progrès de l'intégration commerciale en Afrique</p> <p>C'est essentiellement une nouvelle réflexion sur l'avenir de la Zone franc. Celle-ci a plus de cinquante années d'existence et a connu de nombreuses réformes qui, tout en laissant subsister les principes de base, font du taux de change des francs CFA et garantie de convertibilité par le moyen des comptes d'opérations des banques centrales (BECAO et BEAC) auprès du Trésor français, tout monté sa capacité d'adaptation à des situations nouvelles : africanisation de la gouvernance des banques centrales, création des unions économiques, contrôle sur les mouvements de capitaux, substitution de l'euro au franc français, statut d'indépendance des banques centrales. La Zone franc est un mode de coopération internationale original et efficace. Elle peut, comme par le passé et selon la demande des États africains, évoluer à nouveau à l'avenir.</p> <p>IL GULLAUMONT Patrick, GULLAUMONT JEANNEY Sylviane « La Zone franc en perspective », Revue d'économie du développement, 2017/2 (25), p. 5-40. DOI : 10.3917/red/312.0005. URL : https://www.cairn.info/revue-ede-2017-2-page-5.htm</p>
<p>Laudo pericial</p>	<p>Rapport d'expertise</p> <p>Le rapport d'expertise a une finalité professionnelle clairement affichée : « Designing solutions for real-world problems ». Il doit être conçu comme un document opératoire, mettant en valeur vos capacités d'analyse, d'esprit de synthèse et surtout, votre propension à formuler des recommandations/solutions adaptées à la situation étudiée, à son environnement (légaliste, financier, politique...), en fonction de l'attente d'un commanditaire virtuel ou réel, dans le cadre d'une collaboration menée lors de la réalisation de votre rapport d'expertise.</p> <p>https://www.sciencepo-lille.eu/sites/default/files/guide_preparer_et_rediger_un_rapport_d_expertise.pdf</p>
<p>Lavagem de dinheiro</p>	<p>Blanchiment d'argent</p>
<p>Lavagem ou branqueamento de dinheiro/capitals</p>	<p>Blanchiment d'argent</p> <p>Le blanchiment d'argent consiste à dissimuler l'origine de fonds obtenus illégalement afin qu'ils paraissent être issus de sources légitimes. Il n'est souvent qu'une composante d'autres infractions graves telles que le trafic de stupéfiants, le vol avec violence et l'extorsion. Le blanchiment d'argent touche tous les domaines, y compris ceux les plus inattendus comme la criminalité environnementale, et à un coût réel éssor avec l'invention des cybermonnaies telles que le bitcoin. Les banques organisées ont créé les banques légalement dans le monde entier via des banques des sociétés-écrans, des intermédiaires et des sociétés de transfert de fonds en vue de les réinjecter dans des sociétés et économies légitimes. De nos jours, ces bandes font régulièrement appel à des mules qui agissent en qualité d'intermédiaires, lesquelles ne savent parfois même pas qu'elles transportent des fonds illicites.</p> <p>https://www.interpol.int/fr/Infractions/Criminalite-financiere/Blanchiment-d-argent</p>
<p>Legislação nacional; ordenamento interno</p>	<p>Droit interne ; législation nationale</p> <p>Le droit interne est l'ensemble de règles qui, dans un État donné, préside à son organisation et gouverne ses rapports avec les personnes physiques et morales (ex. : les collectivités territoriales). La différence entre droit interne et droit international est moins nette que celle du droit privé et du droit public. On peut dire que suivant un élément étranger se rencontre dans un rapport de droit, il s'agit de droit international. On distingue le droit international privé du droit international public.</p> <p>https://cours-de-droit.net/distinction-entre-droit-interne-droit-international-et-droit-europeen-a-121611896/</p>
<p>Legítimo proprietário</p>	<p>Propriétaire réel (réelle) ; propriétaire effectif (effective) ; propriétaire bénéficiaire ; propriétaire véritable ; bénéficiaire</p> <p>En common law, personne qui n'a pas le titre de propriété relatif à un bien, mais qui, à l'égard de ce bien, ressentit des prérogatives qui découlent normalement du droit de propriété. Les personnes pour le compte desquelles le fiduciaire détient un titre de propriété sont les propriétaires effectifs ou bien vivants. Dans le Code civil ou Québec, ces personnes sont les bénéficiaires de la fiducie. On dit d'une personne qui détient le titre de propriété d'un bien généralement une valeur mobilière (au nom du propriétaire réel ou elle en est le propriétaire apparent ou le possesseur. Dans les provinces canadiennes de common law, l'expression propriétaire bénéficiaire est utilisée comme équivalent français de beneficial owner.</p> <p>https://vimmilingustique.org/qgw.gov.ca/fr/la-justice-gt/fr/la-8873900/proprietaire-reel</p>
<p>Lei complementar</p>	<p>Loi complémentaire (à la Constitution fédérale) ; loi supplémentaire ; disposition complémentaire ; disposition supplémentaire</p> <p>Dans le droit brésilien, une loi complémentaire est une loi créée pour donner plus d'informations sur le fonctionnement des droits ou des obligations (normes) définies dans la Constitution fédérale du 1988. La Constitution définit l'existence d'un droit et la loi complémentaire fixe tous les autres détails de son fonctionnement. C'est la Constitution elle-même qui nous dit quand un sujet doit être réglementé par une loi complémentaire.</p>
<p>Lei vigente</p>	<p>Loi en vigueur ; loi exécutoire ; loi effective</p> <p>Les lois entrent en vigueur, sur tout le territoire, le jour qu'elles fixent ou, à défaut, le lendemain de leur publication au Journal officiel de la République française (JORF). La force exécutoire est la qualité que reconnaît la Loi à certains actes juridiques, telles, les décisions des juridictions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif, les jugements étrangers déclarés exécutoires en France par un jugement d'exequatur ainsi que les sentences arbitrales qui ne sont plus susceptibles d'un recours, les extraits de procès-verbaux de conciliation signés par le juge et les parties, les actes notariés revêtus de la formule exécutoire (article 19 de la loi du 25 ventôse an XI et article 1er de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945), les titres délivrés par un huissier de justice en cas de non-paiement d'un cheque, les titres délivrés par les personnes morales de droit public qualifiées de contraires par la loi, ou les décisions auxquelles la loi attache les effets d'un jugement.</p> <p>https://www.vie-publique.fr/fr/cheches/19532-quand-la-loi-entre-telle-en-vigueur</p>
<p>Lesão corporal ("quando há ferimento), vias de fato (quando não há). Quando não ocorrer, use lesão corporal. Se for a modalidade nova, lesão corporal em situação doméstica." Language Connections Glossary)</p>	<p>Dommage corporel</p> <p>Le dommage corporel est un dommage portant atteinte à l'intégrité physique d'une personne et peut être à ce titre répéré. Exemples : prise en charge des frais médicaux, indemnité pour incapacité physique, indemnité pour perte de salaires, etc. Dans l'acceptation la plus courante, le terme dommage est synonyme de préjudice et se définit comme l'atteinte subie par une personne dans son corps (dommage corporel), dans son patrimoine (dommage matériel ou économique) ou dans ses droits extra-patrimoniaux (perte d'un être cher, atteinte à l'honneur). Il ouvre à la victime un droit à réparation, notamment lorsqu'il résulte d'un délit. On parle de dommage réparable.</p> <p>https://justice.ooreka.fr/astuce/loi/472289/dommage-corporel</p>
<p>Lesão grave</p>	<p>Blessures graves</p> <p>Le Règlement sur la déclaration de blessures graves, conformément avec l'article 21 de la LPEJ, constitue une étape proactive vers la création d'un système global qui permettra la protection et le soutien des jeunes au Manitoba. Les enquêteurs veillent à ce que les droits de ces enfants respectés, répondant pleinement à leurs besoins et font le suivi de la prestation de soins adaptés aux jeunes. Par l'entremise d'une collecte et d'une analyse de données exhaustives, nous pourrions dégager les tendances et les thèmes récurrents dans l'ensemble de notre province. Ces précieux renseignements nous permettront de formuler des recommandations fondées sur des données probantes au gouvernement en vue d'améliorer les services publics et le bien-être des jeunes au Manitoba.</p> <p>https://manitobaadvocata.ca/fr/what-we-do/declaration-de-blessures-graves/</p>
<p>Levantamento do segredo de justiça ("Se o apelo dirigido ao juiz de instrução em vista do levantamento de segredo de justiça for julgado manifestamente infundado, o juiz de instrução condena o apelante no pagamento de uma soma entre duas e quatro UCs.") https://app.parlamento.pt/webfiles/doc/doc_0077ash511485270953446764c53746786b6e334c334d70844756744c305c63954476664c4305276593356745457</p>	<p>Levier du secret de la justice (dans l'investigation et l'instruction)</p> <p>Le secret dans l'investigation et l'instruction. Le secret de l'investigation et de l'instruction, tel que garanti par le Code de procédure pénale, est un secret qui protège à la fois les justiciables et les magistrats, tout au long de la procédure judiciaire. Mais c'est un secret qui doit également composer avec d'autres secrets protégés par le législateur dans la recherche d'un équilibre entre plusieurs impératifs constitutifs d'une société démocratique. Le secret de l'enquête et de l'instruction est un principe fondateur de la procédure pénale française qui vise à garantir l'efficacité et l'équité de la procédure judiciaire. Son caractère, le principe de transparence, est devenu aujourd'hui non plus seulement un droit, mais une exigence. Parallèlement à la montée de la transparence dans notre société, le secret exprime également un aspect essentiel de notre civilisation : le respect de la personne, de son intimité, de sa vie privée.</p> <p>https://www.cairn.info/revue-justice-juridique/2019-1-10020.htm</p>
<p>Liberdade condicional ("Livramento ou liberdade condicional é o benefício que pode ser concedido a um condenado, que permite o cumprimento da pena em liberdade até total de sua pena") =text=livramento%20ou%20liberdade">https://www.tfdi.us.br/institucional/imprensa/campanhas-e-producos/direito-facile/cao-semanal/livramento-condicional#>=text=livramento%20ou%20liberdade</p>	<p>Libération conditionnelle</p> <p>La libération conditionnelle est une mesure d'aménagement de la peine qui permet la sortie de prison anticipée d'une personne condamnée. L'octroi de cette mesure entraîne une levée d'écris. La libération conditionnelle a pour effet de suspendre l'exécution de la peine d'emprisonnement à l'issue d'un temps déterminé qui doit avoir été effectué (« le temps d'épreuve » - v. n. 530). Une fois prononcée, elle impose un certain nombre de contraintes et d'obligations à son bénéficiaire pendant une période appelée le « délai d'épreuve ». Si la personne en libération conditionnelle respecte ces obligations, la peine sera considérée comme définitivement terminée à la fin du délai d'épreuve. Dans le cas contraire, la personne pourra être réincarcérée pour purger la fin de sa peine.</p> <p>https://www.cairn.info/revue-justice-juridique/2019-1-10020.htm</p>
<p>Liberdade sob fiança ("Juiz aceita mais um pedido de liberdade sob fiança e mantém jogsdor na cadeia.") https://www.diraonline.com.br/2023/05/daniel-aves-juiz-aceita-pedido-liberdade-fianca-mantem-jogsdor-cadeia.html</p>	<p>Mise en liberté sous caution</p> <p>Un peine de mise en liberté sous caution lorsqu'une personne inculpée d'une infraction criminelle est remise en liberté dans l'attente de son procès. La remise en liberté peut ou non être assortie de conditions auxquelles la personne soumise doit se conformer pendant toute la durée de sa liberté sous caution. Ce ne sont pas toutes les personnes inculpées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.</p> <p>https://www.justice.gc.ca/fr/pj-caution-bail/index.html</p>
<p>Liberdade vigilada/assistida, regime de prova</p>	<p>Probation ; Ordonnances de probation</p> <p>La probation est une peine ou une décision prononcée par le tribunal qui permet à un adolescent ou à un adulte qui a été reconnu (ou a plaidé) coupable d'un crime, de demeurer dans sa collectivité et aux certaines conditions prescrites. La probation vise à motiver l'adolescent ou l'adulte à devenir plus responsable dans sa collectivité et à vivre de façon respectueuse des lois. La probation vise à inciter les adossés et les adultes et les collectivites à prendre leurs responsabilités et à assurer la sécurité de la population. Une ordonnance de probation est un document judiciaire prescrite les conditions que doit respecter la personne condamnée. La probation, d'une durée maximale de trois ans, peut être assortie de contraintes comme l'obligation de se présenter à un agent de probation, de s'abstenir de consommer de l'alcool ou de la drogue et de respecter un couvre-feu. Une ordonnance de probation peut également comprendre toute autre condition susceptible de restreindre raisonnablement la liberté de l'adulte ou de l'adolescent à adopter un mode de vie respectueux des lois.</p> <p>https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministere/secure-publique/secure_communaute/conten/probation.html</p>
<p>Licitação; fraude em licitação.</p>	<p>Appel d'offres ; Truquage des offres/fraude contractuelle/collusion</p> <p>Appel d'offres : procédure d'appel à la concurrence entre plusieurs soumissionnaires relativement à un marché. Dans cette expression, le nom offre s'écrit au pluriel. Le truquage des offres est un système collusif entre les propriétaires d'entreprises doivent être particulièrement attentifs. Le truquage des offres se produit lorsque les entreprises s'accordent secrètement entre elles pour déterminer qui remportera un contrat particulier, avant de présenter leurs soumissions, au lieu de se livrer à une concurrence ouverte. Les offres pourraient être soumises en violation de la loi sur la concurrence des entreprises pour organiser une offre gagnant-pourrait être considéré comme du truquage des offres. Mais il s'agit d'un délit grave. C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser les entreprises aux pièges de cette pratique pour les aider à s'en écarter.</p> <p>=text=Le%20truquage%20des%20offres%20se%20agit%20d'une%20concurrence%20entre%20les">https://achatseventes.gc.ca/sensibilisation-au-truquage-des-offres/#>=text=Le%20truquage%20des%20offres%20se%20agit%20d'une%20concurrence%20entre%20les</p>
<p>Liquidada</p>	<p>Règle (décidé)</p> <p>Adjective : c'est une affaire réglée, l'affaire est réglée, c'est réglé.</p> <p>Oxford-Hachette French Dictionary Copyright © 2007, 2021 Oxford University Press & Hachette Livre. All rights reserved.</p>
<p>Liquidéz</p>	<p>Liquidité</p> <p>Nom Féminin. Au pluriel Somme d'argent dont on peut disposer immédiatement. Avoir des liquidités. Manquer de liquidités.</p> <p>Multidictionnaire de la langue française Copyright © 2015, 2021 Les Éditions Québec Amélique Inc., under licence to Oxford University Press. All rights reserved.</p>

Localização dos produtos do crime	<p>Localisation (et la confiscation) des produits du crime</p> <p>L'OND a soutenu des initiatives similaires dans d'autres régions, par exemple le Réseau regroupant les autorités d'Afrique australe compétentes en matière de recouvrement d'avoirs, qui réunit des procureurs et des enquêteurs afin de faciliter la localisation et la confiscation des produits du crime, en particulier de ceux liés à la corruption.</p> <p>https://www.onod.org/documents/organized-crime/Confiscation_Manual_Ebook_F.pdf</p>
Maioria Absoluta	<p>Majorité absolue/majorité simple/moitié des voix plus une</p> <p>La différence entre majorité absolue et majorité relative. Pour adopter une proposition, qu'il s'agisse du Sénat, de l'Assemblée nationale, d'une élection présidentielle, d'un syndicat ou de tout autre regroupement, il faut obtenir la majorité. La majorité, prise isolément, signifie « qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés » lors d'un vote. À partir de là, on distingue la majorité absolue, aussi appelée majorité simple, de la majorité relative. Par majorité absolue, on entend l'obtention de la moitié des voix plus une parmi les suffrages exprimés. Par majorité relative, on entend le plus grand nombre de voix obtenu par une proposition ou par un candidat au regard du nombre de voix obtenu par les autres propositions ou candidats.</p> <p>https://www.camintressre.fr/ici/le/qualite-est-la-difference-entre-la-majorite-absolute-et-la-majorite-relative-140635/</p>
Mandado de busca	<p>Mandat de perquisition - Ordonnances de perquisition</p> <p>Perquisition : La perquisition est une mesure d'enquête visant à rechercher les preuves lors de la commission d'une infraction : Acte interdit par la loi et passible de sanctions pénales en tout lieu. La procédure est encadrée et se déroule sous le contrôle d'un officier de police judiciaire : Fonctionnaire de police ou militaire de la gendarmerie habilités à mettre en œuvre des moyens d'enquête (placement en garde à vue) sous la direction du procureur de la République, la surveillance du procureur général et le contrôle de la chambre de l'instruction d'un juge. Ordonnance de perquisition : Le recours à une ordonnance de perquisition à caractère coercitif est un moyen d'obtenir des éléments de preuve ou du renseignement. À l'instar d'un mandat d'arrêt, l'ordonnance de perquisition ou de production, la demande d'ordonnance de perquisition relève généralement d'une procédure tenue d'informer sur un tribunal institué par l'autorité chargée d'approuver ce type de demandes. L'incrimination de toute perquisition est qu'elle soit publiquement visible et que l'entrée qu'il fait l'objet de la perquisition soit peut-être tenue d'informer son client de l'existence de l'ordonnance.</p> <p>https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32326</p> <p>https://www.onod.org/documents/organized-crime/Confiscation_Manual_Ebook_F.pdf</p>
Mandado de detenção/prisão	<p>Mandat d'arrêt</p> <p>Le mandat d'arrêt est l'acte par lequel ordre est donné à la force publique, police et gendarmerie, de rechercher, d'arrêter et de conduire la personne visée devant le juge d'instruction ou à la maison d'arrêt indiquée sur le mandat et où elle sera détenue. Le mandat d'arrêt doit : mentionner l'identité de la personne qui en fait l'objet ; indiquer : la nature des faits reprochés, leur qualification juridique, les articles de loi applicables ; être daté et signé du magistrat qui l'a délivré. Il est en outre chargé de son exécution devant lui. EX1 : à l'état en défaut de mandat, c'est-à-dire qu'il avait une date de sur le mois passé mais il n'a pas comparu, par conséquent il a été arrêté le dimanche avant l'audience devant la SAI (Section d'appel de l'immigration).</p> <p>https://www.stb.termumpus.gov.cu/btp/2a/ba/alpha-fm.html?lang=fr&script=DEFAULT_MANDAT%&index=at&seg_wet=10154274&chrcrdm=2f2ifiches-saveurecor2</p>
Mandado de prisão por revelia	<p>Mandat d'arrêt en défaut ; Défaut-mandat ; en défaut de mandat</p> <p>Lorsqu'une personne n'assiste pas à son procès, pour une infraction au Code pénal, un défaut-mandat est émis contre elle. Ce document oblige la personne à se présenter devant un juge. Ainsi, si elle se fait interpellée par un policier, ce dernier pourra la détenir le temps où un juge soit disponible afin qu'elle comparaisse devant lui. EX1 : à l'état en défaut de mandat, c'est-à-dire qu'il avait une date de sur le mois passé mais il n'a pas comparu, par conséquent il a été arrêté le dimanche avant l'audience devant la SAI (Section d'appel de l'immigration).</p> <p>https://www.stb.termumpus.gov.cu/btp/2a/ba/alpha-fm.html?lang=fr&script=DEFAULT_MANDAT%&index=at&seg_wet=10154274&chrcrdm=2f2ifiches-saveurecor2</p>
Mandado de proteção/medida protetiva contra assédio criminoso	<p>Ordonnance de protection ; ordonnance de « non-harcèlement » ; Ordonnance de protection pour harcèlement criminel.</p> <p>L'ordonnance de protection permet au juge aux affaires familiales d'assurer dans l'urgence la protection de victimes de violences conjugales ou intrafamiliales. Toute personne victime de violences exercées au sein d'un couple, actuel ou ancien, mariées, passées ou en vie mariées, peut demander au juge aux affaires familiales une ordonnance de protection, peu importe la durée de la relation et l'existence ou non de cohabitation. L'ordonnance de protection a également vocation à être délivrée à la personne majeure menacée de mariage forcé. Les violences peuvent être physiques, psychologiques, économiques ou sexuelles et mettre en danger la victime et/ou un ou plusieurs enfants. Le juge aux affaires familiales délivre l'ordonnance s'il considère comme vraisemblable les faits de violence allégués et le danger suscité par la persistance ou de ces enfants sont exposés. Elle n'est pas subordonnée à l'existence d'une plainte pénale préalable. Un juge ne peut rendre une ordonnance de « non-harcèlement » qui n'a pour objet que le défendeur vous a « harcelé ». OUI vous a aggrégé sexuellement. L'appartenance au juge de décider si les faits que vous décrivez répondent aux exigences de la loi.</p> <p>https://www.justice.fr/themes/ordonnance-protection</p> <p>https://www.vermontjudicial.com/files/default/files/documents/FRENCH%20No%20Stalking%20Order%20Brochure.pdf</p>
Mandado de Segurança (O mandato de segurança é um instrumento jurídico, cuja finalidade é proteger direito líquido e certo, ou seja, provado por documentos, que tenha sido violado por ato ilegal ou abusivo de autoridade pública ou de agente de pessoa jurídica no exercício de atribuições do Poder Público.)	<p>Recours pour excès de pouvoir ; Ordonnance de mandamus ; mandat de Mandamus ; écrit de Mandamus ; bref de mandamus</p> <p>Un bref de mandamus (également appelé bref de mandamus) est une ordonnance du tribunal émise par un juge à la demande d'un pétitionnaire obligant tout gouvernement, entreprise ou autorité publique à exécuter une obligation qu'il a légalement tenu de remplir. Un bref de mandamus peut également être délivré lorsque l'autorité d'un tribunal supérieur est requise pour ordonner à un tribunal inférieur ou à un organisme gouvernemental de s'acquiescer à l'obligation de faire respecter la loi ou de corriger un abus de pouvoir discrétionnaire. Le bref de mandamus peut être utilisé pour ordonner la réalisation d'une tâche ou, dans d'autres cas, dans d'autres cas, pour empêcher la cessation d'une activité. Un bref de mandamus est acquis par une requête au tribunal.</p> <p>https://www.investisrscior.com/question-que-ecrit-de-mandamus/</p> <p>https://fr.kamiliteyan.blog/what-writ-mandamus/</p>
Mandado; mandado de prisão; mandado de busca e apreensão	<p>Mandat ; mandat d'arrêt ; mandat de perquisition et de saisie</p> <p>Mandat de perquisition et de saisie : Opérations visant à la recherche d'éléments de preuve de la commission d'infractions, réalisées par la police judiciaire en un lieu clos durant l'enquête ou l'instruction. Les perquisitions, visites domiciliaires effectuées à l'initiative d'un officier de police judiciaire (OPJ). Le fait de pénétrer au domicile d'un individu est appelé « visite domiciliaire ». Elle est un préalable à la perquisition qui consiste à rechercher des éléments de preuve de la commission d'infractions, elle-même préalable à la saisie et l'inventaire desdits éléments de preuve. Les opérations sont réalisées en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu (ou de son représentant, voire de deux témoins choisis par l'OPJ).</p> <p>https://www.dalloz.fr/document/Document?id=D2%2FQASIS%2F500713</p> <p>https://www.oas.org/fr/cid/jaf/frm/?File=fr/cid/v/decisions/mc/sobre-cautelares.asp</p>
Medida cautelar (Tem a finalidade de, temporária e emergencialmente, conservar e assegurar elementos do processo (pessoas, coisas e provas) para evitar prejuízo irreparável que a demora no julgamento principal possa acarretar.)	<p>Mesures conservatoires ; demande de précaution ; Provisoire (mesure)</p> <p>EX1 : Les mesures conservatoires ont pour finalité première de sauvegarder la consistance du patrimoine des débiteurs. Il en existe deux catégories : les saisies conservatoires et les sûretés judiciaires. Bien que ces mesures conservatoires soient animées par des logiques différentes, le code des procédures civiles d'exécution prévoit quelques dispositions communes concernant les conditions à remplir par le demandeur, les modalités de leur mise en œuvre ainsi que les constatations éventuelles. EX2 : La nature et le but des mesures conservatoires accordées par la Commission interaméricaine sont différents de ceux disponibles dans les juridictions nationales. Les mesures conservatoires comprennent deux fonctions liées à la protection des droits fondamentaux inscrits dans les normes du système interaméricain. D'une part, ils ont une fonction de précautions dans le sens de la préservation d'une situation juridique à la commission de la CIDH dans les pétitions ou les affaires, de l'autre, une fonction «<i>utilitaire</i>» dans le sens de la préservation de l'exercice des droits de l'homme, qu'il y ait ou non une pétition ou une activité.</p> <p>https://www.dalloz.fr/document/Document?id=D2%2FQASIS%2F001753</p> <p>https://www.oas.org/fr/cid/jaf/frm/?File=fr/cid/v/decisions/mc/sobre-cautelares.asp</p>
Medida coercitiva (É aquela que objetiva forçar o cumprimento de uma ordem judicial.)	<p>Mesure coercitive ; mesures de contraintes</p> <p>L'adjectif coercitif qualifie, en parlant d'une autorité, ce qui confère le droit de coercition, ce qui a le pouvoir de coercition, c'est-à-dire de contraindre quelqu'un pour l'obliger à respecter la loi. Exemple : le pouvoir coercitif de l'État en droit, pour une autorité légale, la coercition est l'action, le droit ou le pouvoir de contraindre quelqu'un à accomplir son devoir ou à obéir à la loi. Le droit de coercition est un des attributs de la justice. Exemples : l'interdiction d'écouter à un lieu par les forces de l'ordre, recouvrement d'impôts, incarcération, amendes. Par extension, la coercition est l'action de contraindre quelqu'un à faire quelque chose. Elle peut s'exercer de manière physique, financière ou psychologique. EX2 : Tribunal des mesures de contrainte. Le Tribunal des mesures de contrainte ordonne ou autorise les mesures de contraintes sollicitées par le Ministère public qui peut but de mettre des mesures en œuvre, assurer la présence de la personne prévenue durant la procédure et garantir l'exécution de la décision finale.</p> <p>https://www.toupeje.org/Dictionnaire/Coercitif.htm</p> <p>https://justice.gc.ca/fr/contenu/tribunaux-des-mesures-de-contrainte</p>
Medida protetiva, mandado de proteção	<p>Mesure de protection ; ordonnance de protection</p> <p>L'ordonnance de protection permet au JAF (juge aux affaires familiales) d'assurer la protection des victimes de violences intrafamiliales ou conjugales. La victime peut demander une ordonnance de protection au JAF, peu importe l'existence ou non de cohabitation et la durée de la relation. L'ordonnance de protection peut également être délivrée à une personne majeure menacée de mariage forcé (religieux ou civil). Dans ce cas, le JAF délivre l'ordonnance en urgence. Voici une liste des violences que la victime peut subir : Psychologiques ; Physiques ; et Sexuelles. L'ordonnance de protection est délivrée par le juge aux affaires familiales si ce dernier considère les faits de violence allégués comme vraisemblables. En guise de protection pour la victime, voici une liste de ce que le JAF peut prononcer à l'encontre du défendeur : L'interdiction de se rendre dans certains lieux ; L'interdiction d'entrer en contact avec le demandeur ; L'interdiction de porter une arme ; Une prise en charge sociale, sanitaire ou psychologique ; L'interdiction de se rapprocher de la victime.</p> <p>https://www.justice.fr/themes/ordonnance-protection</p>
Medida protetiva/ mandado de medida protetiva	<p>Mesure de protection ; Demander une ordonnance de protection en matière civile ; ordonnance de protection interlocutoire</p> <p>Vous avez le droit à la protection contre quelqu'un, même s'il n'a commis aucune infraction criminelle. Dans certaines situations, il est possible que vous hésitez à porter plainte aux services policiers, même si vous croyez que votre vie, votre santé physique ou psychologique ou votre sécurité est menacée par une personne. Vous pouvez alors demander à une ou un juge de la Cour supérieure de rendre une ordonnance de protection en matière civile. Vous pouvez obtenir rapidement une ordonnance de protection en matière civile. De plus, le tribunal peut la délivrer d'urgence. C'est à vous de démontrer que la situation est urgente. Vous pouvez également demander au tribunal une ordonnance interlocutoire pour que cesse la situation menaçante en attendant que le tribunal rende une ordonnance définitive.</p> <p>https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/compagnement-victimes-crimelles/mesures-protection-securite/demander-ordonnance-protection-civile</p>
Medidas cautelares	<p>Injonctions provisoires ; mesure conservatoire ; mesure de prévention ; ordonnance d'injonction ; ordonnance conservatoire ; injonction interlocutoire provisoire</p> <p>Les injonctions provisoires (ou interlocutoires) sont prises par le juge dans l'attente de la décision finale. Elles visent à empêcher des dommages et à prévenir toute corruption imminente (article 62.1 de l'Accord sur la Juridiction). Elle peut également viser à assurer que le contrefacteur allégué soit bien en mesure de payer en cas de condamnation (article 62.1 et 62.3 de l'Accord sur la Juridiction).</p> <p>https://www.scdjefr.fr/evets-unilaires/jug-injonctions-et-mesures-correctives-d'appel</p>
Medidas de investigação	<p>Mesures d'enquête</p> <p>Les pouvoirs d'enquête sont très larges, et souvent communes aux enquêtes de flagrance et aux enquêtes préliminaires. Il est en effet toujours possible d'inventer de nouvelles méthodes d'investigation dès lors qu'elle ne contreviennent pas au principe de légalité de la preuve. Malgré l'importance des mesures d'enquête, des limites ont été fixées afin de mieux protéger les individus. Des exemples de mesures d'enquête : Réquisitions judiciaires, Constatations techniques et scientifiques, et Perquisitions, visites domiciliaires.</p> <p>https://www.temondopolitique.fr/cours/procedure_penslee/enquetes/mesures-d-enquete.html</p>
Meios ilícitos (A Constituição estabelece que "são inadmissíveis, no processo, as provas obtidas por meios ilícitos")	<p>Moyen de preuve illicite (matière pénale)</p> <p>Conformément à l'art. 141 al. 2 CPP, les preuves qui ont été administrées d'une manière illicite ou en violation de règles de validité par les autorités pénales ne sont pas exploitables, à moins que leur exploitation soit indispensable pour élucider des infractions graves. Tout comme en procédure civile, il convient d'effectuer une véritable des intérêts entre l'intérêt public à la découverte de la vérité et l'intérêt privé du prévenu à ce que la preuve demeure inexploitable. Plus l'infraction à élucider est grave, plus important sera l'intérêt public à la manifestation de la vérité.</p> <p>https://codevexcoachs.ch/preuve-illicite/</p>
Membro do ministério público; procurador	<p>Magistrats du ministère public, procureur de la République</p> <p>Le parquet désigne l'organisation, au niveau du tribunal judiciaire, de l'ensemble des magistrats du ministère public. Ces magistrats sont chargés de requérir l'application de la loi et de conduire l'action pénale au nom des intérêts de la société.</p> <p>https://www.vie-publique.fr/friches/38127-quest-ce-que-le-parquet-ou-ministere-public</p>
Mesa da Câmara dos Deputados	Bureau de la Chambre des Députés
Mesa do Senado	Bureau du Sénat fédéral
Ministério da Fazenda	Ministère des Finances
Ministério da Justiça e Segurança Pública	Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique
Ministério Público	Ministère Public ; Parquet
Ministério Público Brasileiro	Ministère Public brésilien ; Parquet brésilien
Ministério Público do União	Ministère Public de l'Union ; Parquet de l'Union
Ministério Público do DF e Territórios	Ministère public du District fédéral et des territoires ; Parquet du District fédéral et des territoires
Ministério Público do Trabalho	Ministère Public du travail ; Parquet du travail
Ministério Público Estadual	Ministère public subfédéral ; Ministère Public dans l'État de (nome do estado) ; Parquet subfédéral ; Ministères publics des États
Ministério Público Federal	Ministère Public Fédéral ; Parquet fédéral
Ministério Público Militar	Ministère Public militaire ; Parquet militaire
Ministro	Ministre ; Monsieur le Ministre X » ou « Madame la Ministre X »
Ministro do STJ/STF	Ministre du Tribunal fédéral suprême (STF) ; ministres du Tribunal supérieur de justice (STJ)
Motivação (O princípio da motivação é decorrência do Estado Democrático de Direito, determinando que os agentes públicos, ao decidir, apresentem os fundamentos que os levaram a tal posicionamento. Assim, apesar de não constar expressamente, ele decorre da interpretação de diversos dispositivos constitucionais. ?) fundamentação.	<p>Motivation</p> <p>EX1 : La motivation juridictionnelle garantit d'autant plus contre les erreurs du juge qu'elle conditionne l'effectivité même du contrôle susceptible. EX2 : Les textes organiques ou réglementaires qui régissent le contrôle de constitutionnalité ne présentent pas vraiment ce que doit être le contenu de la motivation décisionnaire du Conseil. Pour la question prioritaire de constitutionnalité, il s'est toutefois doté d'un règlement intérieur qui précise le schéma formel de cette motivation.</p> <p>https://www.theses.fr/2018/ANTAN011.pdf</p> <p>https://www.conseil-constitutionnel.fr/es-membres-la-motivation-des-decisions-du-conseil-constitutionnel</p>

Movimentação de conta bancária	Opérations bancaires Selon le Code monétaire et financier (article L. 311-1), les opérations bancaires correspondent à la réception de fonds en provenance du public, aux opérations de crédit et aux services bancaires de paiement. Réglementairement, ces opérations bancaires sont traitées et commercialisées par les banques dans le cadre de leurs différentes activités. En pratique, ces opérations sont variées, puisqu'elles concernent les dépôts d'espèces, les opérations de crédit, des interventions sur le marché monétaire, etc. https://banque.coreka.fr/astuce/voir/511865operation-bancaire
Multa	Amende L'amende est une sanction pénale qui consiste à payer une somme d'argent au Trésor public. Le montant dépend de la gravité de l'infraction; Acte interdit par la loi et puni d'une sanction pénale. Il est minoré : Diminué en cas de paiement rapide et majoré : Augmenté en cas de paiement tardif. L'amende doit être prononcée par un juge, après un procès. Néanmoins, pour les infractions courantes et de faible gravité, une amende forfaitaire peut être infligée par un agent public. Le paiement de l'amende forfaitaire finit par poursuivre et éviter un procès. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32803
Multas e taxas, emolumentos	Amendes et frais, emoluments
Não comparecimento em juízo	Défaut de comparution ; Non-comparution devant un tribunal Le jugement rendu par défaut et le jugement réputé contradictoire. (Articles 471 à 479). Lorsque le défendeur ne comparait pas, le jugement est rendu par défaut si la décision est en dernier ressort et si la citation n'a pas été délivrée à personne. Le jugement est réputé contradictoire lorsque la décision est susceptible d'appel ou lorsque la citation a été délivrée à la personne du défendeur. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lcLEGEXTEXT00000670716LEGISCITA000006149674/
Negociações	Négociations La négociation est un processus de communication et d'échanges entre au moins deux parties dont l'objet concerne l'organisation d'une relation ou le règlement d'une problématique entre elles-ci. Le processus de négociation peut s'inscrire dans un rapport de coopération entre les parties ou dans un rapport de compétition. Il est fréquent que lors d'une négociation il y ait alternance entre ces deux types de rapports. https://perspective.usherbrooke.ca/bain/service/EMDictionnaire/1620
Negociadores	Négociateur Le négociateur est une personne qui se trouve chargée de discuter les conditions de la conclusion d'une convention. Un conciliateur est un négociateur. En revanche, un arbitre est une personne qui seule ou en formation collégiale, auxqueltes, bien que n'appartenant pas à l'organisation judiciaire de l'État, les parties en désaccord ont confié la mission de trancher le litige qui les oppose comme le ferait un juge professionnel. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/negociateur.php
Notícia de Fato	Exposé des faits L'exposé des faits et de la procédure. L'exposé des faits doit être objectif, concis, documenté par des pièces. Le rappel des faits et de la procédure doit présenter de manière narrative les éléments de fait. Ce n'est donc ni le moment d'enrichir le débat, ni de formuler des demandes. Un bon exposé des faits permettra des renvois au stade de la discussion pour éviter des redites qui font écumusement combattre. L'avocat doit aussi garder en tête que l'objectivité et la concision de l'exposé des faits, de la précision de l'exposé des moyens de droit dans la discussion, seront un travail utile pour le magistrat qui aura à rédiger la décision et donc au-delà pour obtenir satisfaction. Il faut impérativement bannir en tout état de cause les exposés trop longs qui n'en finissent pas, même si le client tient à y raconter absolument tout. Le travail de l'avocat est pédagogique à l'égard du client. Le travail de l'avocat est de faire en quelque sorte « le pont entre le juge et le justiciable ». D'un point de vue pratique, il ne sert donc à rien de mentionner tous les éléments du contexte. Il faut en faire une synthèse qui doit se concentrer sur les seuls faits opérants du litige. Dans un souci de lisibilité, le rappel des faits doit donc impérativement proscrire les formules telles que : « les allégations de la partie adverse », les signes d'exclamation etc. https://www.village-justice.com/articles/structuration-des-conclusions-devant-tribunal-judiciaire,33251.html
Notificante	Notificateur
Notificação de peças processuais ("Os pedidos feitos nos termos do presente Acordo e os documentos que o acompanham serão redigidos no idioma oficial da autoridade da Parte requerida, salvo nos casos de notificação de peças processuais sem formalidades.") https://www.planoalto.gov.br/ocv/03/decreto/2001/03988.htm	Signification des actes de procédure ; Signification et notification des actes de procédure ; Signification et notification des actes de procédure pénale C'est tout d'abord indispensable dans un procès est appelé acte de procédure. Exemples : une notification, un mandat de perquisition, un jugement... L'acte par lequel le juge en chef du Québec, les actes de procédure en matière civile peuvent, pendant la durée de l'urgence sanitaire, être signifiés ou notifiés par moyen technologique, à certaines conditions. http://questions-justice.be/acte-de-procedure https://courdespepieduquebec.ca/actualites/details/signification-et-notification-des-actes-de-procedure/
Notificação extrajudicial	Notification extrajudiciaire Extrajudiciaire" qualifie l'acte d'un officier ministériel lorsqu'il n'est pas dressé dans le cadre d'une procédure actuellement pendante devant une juridiction. Il en est ainsi par exemple de la signification par laquelle le bailleur fait notifier par un huissier à un de ses locataires qu'il lui donne congé. Il en est de même de la signification de la cessation de créance ou de la cessation de parts d'une société à responsabilité limitée. L'acte par lequel un greffier reçoit une renonciation à succession constitue aussi un acte extra-judiciaire. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/notification-extrajudiciaire.php
Notificar testemunhas	Assignment à comparaître comme témoin (subpoena) Un subpoena est une assignation à comparaître devant le tribunal à titre de témoin. Ce document indique quand vous devez vous présenter au tribunal pour témoigner, soit pour la partie poursuivante, soit pour la partie défenderesse. Il est obligatoire de vous conformer à cette assignation. Si, pour une raison majeure, vous ne pouvez vous présenter à la cour au moment fixé, communiquez sans tarder avec la personne dont les coordonnées sont mentionnées sur l'assignation à comparaître. https://www.ville.quebec.ca/ci/citoyens/cour_municipale/que/autres/subpoena.aspx
Número de beneficiário	Numéro du bénéficiaire
O cidadão	Assigné(e) ; personne citée à comparaître ; la personne assignée Personne qui a reçu une assignation à comparaître en justice. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/assigne/393949/832
Objetivo da solicitação	Objet de la demande Conclusion de la demande, soit la chose revendiquée dans la demande, qui découle de ses allégations et pour laquelle la partie demande au juge ou à l'arbitre de statuer qu'elle est bien fondée. https://vitrinedejustice.oqpf.gouv.qc.ca/fiche-gdtf/cha/26550009/objet-de-la-demande
Objeto	Objet ; sujet
Objeto/produto de crime ("... as circunstâncias em que adquiriu e revendeu o bem espúrio demonstraram que tinha plena ciência que se tratava objeto de crime, ficando evidenciado o dolo do agente e sua plena percepção da realidade.") https://www.tdfr.us.br/consultas/jurisprudencia/jurisprudencia-em-tema-da-doutrina-na-pratica/copy_of_erro-sobre-os-elementos-do-tipo	Produit du crime : tout bien provenant directement ou indirectement de la commission d'une infraction ou obtenu directement ou indirectement en la commettant (voir l'article 2, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée). Dans certains pays, on préfère utiliser les termes profits du crime ou profit tiré du crime. https://www.unodc.org/documents/organized-crime/Confiscation_Manual_Ebook_F.pdf
Obrigação de testemunhar	Obligation générale de témoigner L'obligation générale de témoigner découle de l'obligation, pour tout citoyen, d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité. L'obligation consistant pour le témoin à comparaître, à prêter serment et à déposer ne concerne que les cas où sa présence à été requise par l'autorité judiciaire. Les témoins reçoivent leur convocation au moins huit jours à l'avance lors d'un procès civil, dix jours avant l'audience lors d'un procès pénal. Le témoin peut être contraint à comparaître par la force publique. Il peut aussi être retenu le temps nécessaire à son audition sans que cette durée ne puisse excéder quatre heures. Ces mesures sont en pratique rarement mises en œuvre. Les témoins sont tenus de prêter serment et jurant de dire la vérité. Des indemnités peuvent être versées au témoin afin de rembourser les frais engagés (frais de voyage ou de séjour, par exemple). La demande d'indemnisation doit être déposée auprès du greffier lors de l'audience. https://www.vie-publique.fr/fiches/26892-est-obligee-de-temoigner-en-justice
Oferecer propina	Verser des pots-de-vin Verser des pots-de-vin consiste à offrir à quelqu'un de l'argent, un service ou d'autres objets de valeur pour le persuader de rendre un service en retour. Les pots-de-vin sont aussi appelés : dessous-de-table, enveloppe, commission, gratification, libéralité, cadeau, piége, etc. Les pots-de-vin tendent à être considérés comme une infraction dans un grand nombre de législations nationales et conventions internationales. La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'actes publics étrangers dans les transactions commerciales requiert que « chaque partie prenante des mesures nécessaires pour que constitue une infraction pénale le fait intentionnel pour toute personne d'offrir, de promettre ou d'offrir un avantage (...) à un agent public étranger... ». https://etico.iep.unesco.org/fr/pot-de-vin
Oficial de justiça	Huissier de justice (à présent appelé commissaire de justice) À partir du 1er juillet 2022, une nouvelle profession de commissaire de justice est créée. Elle remplace les anciennes professions d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire, qui sont fusionnées. Les commissaires de justice sont des officiers publics et ministériels. Professionnel titulaire d'un office à qui l'État a délégué des prérogatives de puissance publique. Par exemple, le pouvoir d'ordonner à l'employeur d'un personne condamnée à verser des dommages et intérêts d'effectuer des saisies sur son salaire... Ils exercent les missions qui étaient auparavant exercées par l'huissier de justice et par le commissaire-priseur judiciaire. La nouvelle profession est dirigée par la Chambre nationale des commissaires de justice. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2158
Oficial (Dirigir um ofício a alguém.)	Notifier ; envoyer une lettre officielle.
Ofício	Lettre officielle
Oitiva ; audiência por conferência telefônica, videoconferência	Audiences par visioconférence et téléconférence Une audience par visioconférence ou téléconférence est une audience où les parties et le Tribunal entrent en communication en utilisant une plateforme de visioconférence ou de téléconférence, ce qui permet aux participants d'assister à l'audience sans être physiquement présents dans les locaux du Tribunal. Le Tribunal considèrera tenir une audience par visioconférence ou téléconférence à la demande d'une partie ou de sa propre initiative pour diverses raisons, notamment lorsqu'une partie ou des témoins participent à une procédure résident à l'extérieur de la région de la capitale nationale, ou s'il est trop difficile ou impossible de tenir une audience en personne (comme pendant la pandémie de la COVID-19). https://www.google.com/url?sa=t&url=https://www.legisfrance.gouv.fr/codes/section_lcLEGEXTEXT00000670716LEGISCITA000006149674/
Ônus da prova ("É a responsabilidade que um indivíduo ou uma parte, em caso jurídico, tem de demonstrar que as suas afirmações e pedidos são verdadeiros.") https://www.google.com/url?sa=t&url=https://www.legisfrance.gouv.fr/codes/section_lcLEGEXTEXT00000670716LEGISCITA000006149674/	Charge de la preuve La charge de la preuve est l'obligation faite à une personne ou à l'une des parties en présence d'apporter, par des arguments étayés et vérifiables, la preuve qu'une proposition avancée est vraie ou bien fautive, selon le cas. La charge de la preuve est une notion importante en droit (civil ou pénal) et dans les débats scientifiques. https://www.bouje.com/Dictionnaire/Charge_preuve.htm
Operação/investigação encoberta	Enquête secrète ; Investigation secrète Enquête secrète ; Investigation secrète La désignation d'un agent infiltré doit être autorisée par un juge (art. 7 al. 1 LFS). Cette décision, dûment motivée et étayée, est transmise, pour les autorités cantonales, à l'autorité cantonale compétente, ce savoir au président de la Chambre d'accusation de Genève (art. 8 al. 1 lit. b LFS, 56 al. 2 lit. a LACP). Une investigation secrète peut être ordonnée si des soupçons sérieux et des faits déléminés indiquent que les infractions pourraient être graves (art. 4 al. 2 LFS) ou commises ou pourraient vraisemblablement l'être et les mesures prises jusqu'alors dans le cadre de l'instruction n'ont pas abouti ou les recherches n'auraient aucune chance d'aboutir ou seraient excessivement difficiles. Ces deux conditions sont à interpréter de manière restrictive. La bonne foi et son corollaire l'interdiction de l'abus de droit, inscrit à l'art. 2 CC, est un principe général du droit. Le formalisme de la notification est contrebalancé par l'interdiction de l'abus de droit du destinataire. Celui-ci recevant un acte entaché d'un vice de transmission, ne peut se prévaloir d'un tel vice sans réagir avec une diligence minimale, à défaut de quoi il risque de se voir opposer l'irrecevabilité de son recours pour cause de tardiveté. https://doloporteurquebec.ca/actualites/investigations-secretes
Operações de Crédito	Opération de crédit Constitue une opération de crédit tout acte par lequel une personne agissant à titre onéreux met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement, ou une garantie. Sont assimilés à des opérations de crédit le crédit-bail, et, de manière générale, toute opération de location assortie d'une option d'achat. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lcLEGISCITA000006149674?text=FR%20%20L%20n%20du%20op%C3%A9ration%20de%20cr%C3%A9dit%20et%20du%20cautionnement%20de%20une%20garantie
Operações transfronteiriças	Opérations transfrontalières L'ordonnance n° 2023-303 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales, prise sur le fondement de l'habilitation législative de l'article 13 de la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture, vise à transposer la directive 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les harmonisations, fusions et scissions transfrontalières. Cette ordonnance entend faciliter les opérations de fusion et scissions des entreprises de l'Union européenne et de la France, son absence porte nécessairement atteinte aux intérêts des personnes concernées. https://www.economie.gouv.fr/ida/lettre-de-la-da-da-dre-les-fusions-scissions-apports-partiels-dactifs
Ordem de interceptação ("A Turma não conheceu do habes corpus impetrado em favor do paciente o qual alega que não cumpriria a ordem de interceptação telefônica emanada de vara de família porque a medida seria vedada na esfera extrapenal.") https://processo.st.jus.br/jurisprudencia/externo/informal/v_aplicacao-informal/decisoes-pequenas/diver-revisao-ordinarh-ef-afm-n-sdp-880-n-18p-tue84-n-208-n-520	Ordonnance d'interception ; mandat d'interception Interception de télécommunication ; interception par le JLD d'en préciser la durée. La mention de la durée pour laquelle l'interception de télécommunication est autorisée au visa de l'article 706-65 du code de procédure pénale recouvre le bon ordre, la sécurité et la salubrité de la tranquillité publique". En revanche, elle n'englobe pas, comme en matière administrative, "la dignité de la personne humaine", pour la raison que ce principe dispose d'un fondement spécifique dans le Préambule de la Constitution de 1946. https://www.dalloz-actualite.fr/flash/interception-de-telecommunication-obligation-pour-ild-d-en-preciser-duree
Ordem de prisão	Mandat d'arrêt Code de procédure pénale. Section 6 : Des mandats et de leur exécution (Articles 122 à 136) Le juge d'instruction peut, selon les cas, décerner mandat de recherche, de comparution, d'amener ou d'arrêter. Le juge des libertés et de la détention peut également mandat de dépôt. Le mandat d'arrêt est l'ordre donné à la force publique de rechercher la personne à l'encontre de laquelle il est décerné et de la conduire devant lui après l'avis, le cas échéant, conduit à la maison d'arrêt. Il doit être inscrit sur le mandat, où elle sera reçue et détenue. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lcLEGEXTEXT00000670716LEGISCITA000006149674/
Ordem dos Advogados do Brasil - OAB	Ordre des Avocats du Brésil ; Association du barreau du Brésil ; OAB
Ordem pública ("No sentido formal, o normativo, a ordem pública é um conjunto de valores, de princípios e de normas que se pretende devam ser observados numa sociedade, impondo uma disposição ideal de maneira interagem, de modo a permitir-lhe um funcionamento regular e estável, assessorado da liberdade de cada um.") https://www.librasil.com.br/artigos/politicas-de-seguranca-publica-no-brasil-a-luz-do-artigo-144-da-constitucao-federal/17465095	Ordre public La notion d'ordre public. Il est cependant possible de dire que la définition donnée de l'ordre public par le Conseil constitutionnel est très proche de celle utilisée en droit administratif français depuis plus de deux siècles. Elle recouvre le bon ordre, la sécurité et la salubrité de la tranquillité publique". En revanche, elle n'englobe pas, comme en matière administrative, "la dignité de la personne humaine", pour la raison que ce principe dispose d'un fondement spécifique dans le Préambule de la Constitution de 1946. https://www.conseil-constitutionnel.fr/membres/libertes-et-ordre-public/#:text=FR%20%20L%20n%20du%20ordre%20public,%20et%20du%20conseil%20constitutionnel&text=FR%20%20L%20n%20du%20ordre%20public,%20et%20du%20conseil%20constitutionnel

Organização dos Estados Americanos - OEA	Organisation des États Américains / OEA L'Organisation des États Américains est le tribune régionale par excellence pour débattre, analyser et prendre des décisions sur les questions auxquelles sont confrontés les Amériques. L'Organisation rassemble les dirigeants des Nations du Continent américain dans le but d'aborder les défis et opportunités liés à la région. Ensemble, ils cherchent à renforcer la coopération entre États et à promouvoir un programme régional commun ayant trait à la gouvernance démocratique, les droits de l'homme, la sécurité multidimensionnelle et le développement durable. https://www.oas.org/
Pago (títulos)	Cédé
Paracer ("O que é um parecer do juiz? É a manifestação do Ministério Público em uma ação, por meio da qual ele diz sua opinião sobre o pedido do autor, com base no que a lei dispõe sobre aquela assunto. O parecer do Ministério Público não obriga o juiz a proferir sentença segundo a posição do órgão.") https://www.cmpm.mp.br/portal/institucional/476-glossario/7528-parecer	Opinion ; avis ; Opinion de la Cour ; avis de cours consultatifs ; raisonnement de la Cour EX1: Le commentaire d'arrêt, tout comme la dissertation, n'est en ce sens pas une réclamation de cours. Les connaissances sont ici au service de l'explication du raisonnement et de la solution retenue par le juge administratif. Un arrêtiste n'est rien un perçué avant ou un ordinaris, mais une personne douée de raisonnement. Comme le souligne justement Alexandre Claudio, « Vous n'êtes pas payé au poids de la copie ni à l'étendue de vos connaissances ». EX2: Après la période considérée, la Cour a rendu 26 arrêts, avis consultatifs et ordonnances portant sur des questions de fond. Il échet de souligner que les résumés publiés ci-après ont été préparés par le Greffe de la Cour et ne sauraient engager la responsabilité de celui-ci. Ces résumés n'ont qu'une valeur informative et ne doivent en aucun cas être cités comme s'il s'agissait du texte même des arrêts, avis et ordonnances originaux, dont ils ne constituent pas non plus une interprétation. EX3: Le partage l'opinion de la Cour selon laquelle l'organisation des Nations Unies a le droit de présenter une réclamation internationale pour obtenir la réparation des dommages causés à l'organisation elle-même, c'est-à-dire que le répondez affirmativement à la question 1) a) posée à la Cour par l'Assemblée-générale. https://www.ijc-qi.org/public/files/case-related/0004-19490411-ADV-01-05-81.pdf https://www.fondsmexico.org/218/methodologie-du-commentaire-d-arrêt-administratif/ https://legal.unctad.org/infocentre/documents/french111_1eq_sar11_a05.pdf
Parecer jurídico	Avis juridique Les avis juridiques sont la base du travail juridique d'une grande partie des membres de la profession juridique. Ils sont les outils par lesquels les juristes peuvent transmettre à leurs clients un rapport sur une question particulière afin d'émettre une opinion sur le sujet à titre consultatif. https://www.jursource.ca/wp-content/uploads/2016/05/Comment-%E0%A4%A0-d'un-avis-juridique-document-de-%E0%A3%9A-%E0%A3%9A.pdf
Patrimnio	Patrimoine ; Actifs ; Richesse ; Propriété Le mot vient du latin « patrimonium », ce qui vient du père ». Il désigne les biens possédés mais est parfois employé sous le sens de patrimoine culturel ou génétique. Les biens que l'on possède. Le patrimoine d'un individu ou d'une famille est l'ensemble des biens sur lesquels celui-ci ou celle-ci peuvent faire valoir un titre de propriété ou un droit et qui peuvent être vendus ou donnés. Même si l'héritage en demeure fréquemment une source, un patrimoine se constitue aussi avec les biens que l'on acquiert soi-même. Les actifs immobiliers et financiers. Les biens qui composent le patrimoine sont appelés des « actifs ». Ce peut être : des propriétés foncières ou immobilières (terrain, logement, maison...), des biens professionnels (entreprise personnelle, fonds de commerce, charge de profession libérale...), des placements financiers (dépôt bancaire, compte épargne, actions ou part de fonds collectifs...). On désigne l'ensemble des actifs financiers possédés par quelqu'un par le terme de portefeuille des meubles, des équipements ménagers, des véhicules... des objets d'arts ou de collection... Il faut y ajouter des droits tels que les brevets, les droits d'auteur, les droits d'usufruit. Les droits à percevoir dans le futur, telle qu'une pension de retraite, obtenus par les cotisations sociales, doivent aussi être considérés comme des éléments complétant le patrimoine d'un individu. On classe souvent ces éléments dans une rubrique « hors bilan » mais ils n'en constituent pas moins des éléments à l'un de votre patrimoine à l'instar d'un compte d'épargne retraite individuel. https://www.fidrairepourtous.com/dico/jeu/finance-personnel/egre-et-placement/patrimoine-que-est-ce-qui-est-patrimoine
Patrimnio cultural	Patrimoine culturel L'article 1 de la Convention du patrimoine mondial définit le patrimoine culturel comme suit. Les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science ; les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science ; les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones et compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique (article premier). Certains biens peuvent répondre à plusieurs de ces définitions (par exemple être à la fois un monument et un ensemble). Ces définitions datent de 1972 et les concepts ont été développés depuis. Néanmoins, la définition se prête à une interprétation très large qui embrasse les formes diverses du patrimoine culturel. Les Orientations contiennent des définitions additionnelles concernant les paysages culturels, les villes et centres-villes historiques, les canaux du patrimoine et les routes du patrimoine. https://whc.unesco.org/fr/glossaire/484
Peculato ("É um dos crimes praticados por funcionário público contra a administração em geral. Caracteriza-se pela apropriação efetuada pelo funcionário público de dinheiro, valor ou qualquer outro bem móvel, pessoal ou particular, de que tem a posse em razão do cargo, ou desviá-lo, em proveito próprio ou alheio.")	Détournement de fonds ; abus de confiance Le détournement de fonds est une catégorie d'abus de confiance qui constitue une infraction pénale (article 314-1 du Code pénal). L'abus de confiance par détournement de fonds est le fait pour une personne de détourner, au préjudice d'autrui, des fonds qui lui ont été remis et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé. Les fonds doivent avoir été remis de façon volontaire, et la remise de fonds doit avoir été effectuée dans le cadre d'un contrat (prêt, dépôt, mandat, contrat de travail, échange, etc.). https://justice.oreka.fr/astuce/vos/553693/detournement-de-fonds
Pedalar/Pedaldada	Manipuler/Manipulation des données
Pedido cumprido / não cumprido / parcialmente cumprido / em andamento	Demande entièrement exécutée / non exécutée / partiellement exécutée / demande en cours
Pedido de auxílio judiciário mútuo em matéria penal ("A autoridade competente executará o pedido de auxílio jurídico mútuo na forma especificada pelos dispositivos legais da Parte Requisada.")	Demande d'entraide juridique en matière pénale ; Demande d'entraide judiciaire internationale L'entraide judiciaire en matière criminelle est un mécanisme de coopération permettant d'être, entre États, une coopération large, directe et efficace pour recueillir des éléments de preuve. Transmission et exécution des demandes d'entraide (Articles 694 à 694-4). En l'absence de convention internationale en stipulant autrement : 1° Les demandes d'entraide émanant des autorités judiciaires françaises et destinées aux autorités judiciaires étrangères sont transmises par l'intermédiaire du ministère de la justice. Les pièces d'exécution sont renvoyées aux autorités de l'État requérant par la même voie ; 2° Les demandes d'entraide émanant des autorités judiciaires étrangères et destinées aux autorités judiciaires françaises sont transmises par la voie diplomatique. Les pièces d'exécution sont renvoyées aux autorités de l'État requérant par la même voie. En cas d'urgence, les demandes d'entraide peuvent être transmises directement aux autorités de l'État requis complètes pour les exécuter. Le renvoi des pièces d'exécution aux autorités complètes de l'État requérant est effectué selon les mêmes modalités. Toutefois, sauf convention internationale en stipulant autrement, les demandes d'entraide émanant des autorités judiciaires étrangères et destinées aux autorités judiciaires françaises doivent faire l'objet d'un avis diplomatique par la voie diplomatique pour le gouvernement d'origine intéressé. https://www.google.com/url?sa=direct&q=&ecr=&source=web&cd=4&ved=2&url=EWjC-XH6Za3A0XISUJCHW0BgYMOFncCAVQA0wI&https%3A%2F%2Fwww.os.org%2Ffiles%2FPortals%2F3362%2FFiles%2FJMLA%2Fcan_mis_doc_fr.pdf&usp=AOvWjYw8bZV0wK&mp=8978440 https://www.legifrance.gouv.fr/odes/section_lc/LEGITEXT000006011544/LEGISCTA000006138115/#L/LEGISCTA000006138115
Pedido de Cooperao Internacional	Demande d'entraide judiciaire internationale
Pedido de extradição	Demande d'extradition Section 2. De la procédure d'extradition de droit commun (Articles 695-8 à 695-24-1). Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa, toute demande d'extradition est adressée au gouvernement français par voie diplomatique et accompagnée soit d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, même par défaut, soit d'un acte de procédure pénale décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de la personne poursuivie devant la juridiction répressive, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité judiciaire, pourvu que ces derniers aient renfermé l'indication précise du fait pour lequel ils sont délivrés et la date de ce fait. https://www.legifrance.gouv.fr/odes/section_lc/LEGISCTA000006167512
Pedido de prisão preventiva ("Diferente da prisão em flagrante, que não é necessário ordenar judicial e qualquer pessoa do povo pode efetuar, a prisão preventiva só pode ser decretada pelo juiz, a requerimento do Ministério Público, querente ou seu assistente ou ainda a pedido do Delegado de Polícia na fase do inquérito policial.") https://marcojean.com/prisao-preventiva/	Demande de détention provisoire La détention provisoire est l'emplacement d'une personne qui n'a pas encore été jugée. Cette détention ne peut être ordonnée que dans les conditions prévues par la loi pour une durée limitée. La détention provisoire est possible en cas d'information judiciaire (enquête judiciaire menée dans une affaire pénale et dirigée par un juge d'instruction), de comparution immédiate, de comparution à délai différé (procédure pénale permettant de placer en détention provisoire ou d'assigner à résidence avec surveillance électronique une personne mise en cause dans une enquête pénale, dans l'attente de sa comparution à bref délai devant le tribunal correctionnel) ou de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (plaider coupable). https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1042
Pedido inepto (não-válido. "Se o pedido é materialmente inepto, assim deve ser julgado, extinguindo-se o processo com julgamento do mérito.") https://www.emerj.br/jus/breveasteminas_online/decisoes/revistas/24/revista24_238.pdf	Acte d'accusation défectueux ; acte entaché de nullité L'acte d'accusation défectueux est entaché de nullité. Un brevet sera jugé défectueux ou inopérant à cause d'une description et de spécifications insuffisantes ou parce qu'il ne décrit pas suffisamment l'invention que l'auteur entend revendiquer. https://www.klartem.com/guide/guides/jurid/index-fra.html?lang=fr&title=indx_catlog_dkpage=909&url=01YV.html
Pedido, petição, requerimento	Requête ; réquisition Lorsque la loi n'impose pas que le tribunal soit saisi par un acte d'huissier, l'instance peut être engagée soit par une déclaration faite au Greffe, soit encore par une "requête". Il en est ainsi des demandes portées devant certaines juridictions spécialisées, notamment le Conseil de Prud'hommes, le Tribunal paritaire des baux ruraux, et le Tribunal des affaires de sécurité sociale. La saisie par voie de requête est également utilisée pour solliciter du Président de la juridiction compétente, l'autorisation de procéder à un constat, à une saisie ou à la notification d'une ordonnance portant injonction de payer ou de faire. La requête est également le moyen d'introduire une demande en matière gracieuse ou une demande conjointe (par exemple un divorce par demande conjointe). En matière d'ordonnance sur requête, il résulte de l'article 495, alinéa 2, du code de procédure civile que s'il y est fait droit, tout intéressé peut en référer au juge qui a rendu l'ordonnance. Lorsqu'un plaumeur demande la rétractation d'une ordonnance sur requête, l'intitulé de l'assignation - assignation en la forme des référés -, n'est pas pris en compte. Le juge qui a rendu l'ordonnance objet de la demande en rétractation que que soit l'intitulé de la requête, lit et erroné, statue en exerçant les pouvoirs du juge des référés que lui confère exclusivement l'article ci-dessus du code de procédure civile. (2e Chambre civile - 10 février 2015, pourvoi n° 13-28236, BICJ, n° 92) du 1er Jan 2015 et Logifrance). Requêter est le verbe qui caractérise les interventions des ministres du Ministère Public, principalement à l'audience. Les requêtes sont verbales ou écrites. Le Ministère public ne dépose pas des "conclusions", il dépose des "requêtes".
Pena	Sentence pénale ; peine Titre ler. De l'exécution des sentences pénales (Articles 707 à 713-41) I.-Sur décision ou sous le contrôle des autorités judiciaires, les peines prononcées par les juridictions pénales sont, sans circonstances insurmontables, mises à exécution de façon effective et dans les meilleurs délais. II.-Le régime d'exécution des peines privatives de liberté vise à préparer l'insertion ou la réinsertion de la personne condamnée afin de lui permettre d'agir en personne responsable, respectueuse des règles et des intérêts de la société et d'éviter la commission de nouvelles infractions. Ce régime est adapté au fait à mesurer la fonction de la peine, en fonction de l'évolution de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale de la personne condamnée, qui font l'objet d'évaluations régulières. III.-Toute personne condamnée incarcérée en exécution d'une peine privative de liberté bénéficie, chaque fois que cela est possible, d'un retour progressif à la liberté en tenant compte des conditions matérielles de détention et du taux d'occupation de l'établissement pénitentiaire, dans le cadre d'une mesure de semi-liberté, de placement à l'extérieur, de détention à domicile sous surveillance électronique, de libération conditionnelle ou d'une libération sous contrainte, afin d'éviter une remise en liberté sans aucune forme de suivi judiciaire. Le droit de cette personne d'être incarcérée dans des conditions respectant sa dignité est garanti par l'article 803-3. https://www.legifrance.gouv.fr/odes/section_lc/LEGITEXT000006071154/LEGISCTA000006138142
Penhora de bens ("A penhora de bens ocorre quando o credor entra com ação judicial para exigir o pagamento da dívida após esgotar todas as tentativas de formas amigáveis de cobrança e negociação.") https://www.sermanossa.com.br/justica-determina-penhora-da-arena-do-gremio/tr-1-texto-A%20penhora%20de%20bens%20ocorre-havia%20das%20formas%20amigaveis-de-cobranca-e-negociao/	Saisie des biens Types de saisie et procédure. Si vous n'avez pas à rembourser une dette, votre créancier peut s'impatienter et s'adresser à un tribunal afin de vous condamner à payer. Si, après votre condamnation, vous n'arrivez toujours pas à rembourser, votre créancier peut demander une saisie de vos biens ou de vos revenus afin de récupérer les sommes que vous lui devez. Vous connaîtrez à la fois entre trois types de saisie : la saisie en maines (terres), la saisie mobilière, la saisie immobilière. Si l'un ou l'autre, vous pouvez empêcher peut effectuer les trois types de saisie en même temps. https://www.quebec.ca/finances-impots-et-taxes/gestion-dettes/saisies/types-saisie-procedure
Perda a favor do Estado/perdimento de bens ("O Código Penal Brasileiro permite que bens utilizados para a prática de crimes, ou produtos de atividades ilegais, sejam perdidos em favor da União, ou seja, podem ser confiscados e passarem a pertencer ao Estado"); confisco. https://www.tfdi.jus.br/institucional/imprensa/campanhas-a-produtos-ilegais-facil-edicao-seminal/perdimento-de-bens-para-revisar	Confiscation ; Confiscation en faveur de l'État Confiscation civile des produits et instruments d'activités illégales La présente loi a pour objet de permettre la confiscation civile de biens provenant d'activités illégales ou utilisées dans l'exercice de telles activités, de manière que les personnes qui, à quelque titre que ce soit, sont titulaires de ces biens puissent être tenues de les remettre au profit de leur bonne foi, en conservant le bénéfice. Le procureur général peut demander à un tribunal de justice civile que soit confisqué en faveur de l'État tout bien qui, en tant qu'en partie et même indirectement, provient d'activités illégales ou a été utilisé dans l'exercice d'activités illégales. https://www.legisquebec.com/gc.ca/fr/document/qs162-52
Perda da função pública	Licenciamento de la fonction publique ; Licenciement dans la fonction publique ; Suppression d'emploi d'un fonctionnaire public La procédure de licenciement. Les articles 47 à 47-2 du décret du 17 janvier 1986 précisent la procédure de licenciement qui s'impose à l'administration hormis les hypothèses où le licenciement intervient au cours ou à l'expiration d'une période d'essai (il faut alors se référer à l'article 5 du décret du 17 janvier 1986). Les licenciements pour un motif disciplinaire ou pour incompatibilité du comportement de l'agent occupant un emploi participant à des missions de souveraineté de l'État ou relevant de la sécurité ou de la défense avec l'exercice de ses fonctions, comportent des spécificités et ne suivent pas à toutes les règles procédurales de droit commun. Toute faute commise par un agent dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale. La faute donnant lieu à sanction peut consister en un manquement aux obligations posées par la loi ou la jurisprudence administrative ou encore un agissement constituant en même temps une faute pénale. https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/le-droit-de-la-fonction-publique/la-fin-de-contrat-dans-la-fonction-publique-de-lattache2 https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/biens-droits-et-obligations-la-discipline-dans-la-fonction-publique-de-letat
Perda de objeto ("Em razão da demora excessiva do INSS em concluir o processo administrativo de aposentadoria, o(a) Segurado(a) impetra Mandado de Segurança, a fim de que o processo seja concluído. Ocorre que, logo após o ajuizamento, o INSS analisou e concluiu o pedido administrativo, deferindo o benefício postulado. Diante da perda superveniente do objeto, o juízo extingue o feito sem resolução de mérito. Primariamente, vale lembrar que a perda superveniente do objeto consiste na falta de interesse processual após o ajuizamento da demanda, o que enseja a extinção do processo sem análise do mérito.") https://wp1.ridreclanista.com/blog/texto-nao-do-processo-por-perda-do-objeto-ajuem-devem-ancor-com-as-custas-processuais/	Devenir sans objet (l'affaire) L'affaire devient sans objet si elle est jugée par un jugement de constater que sa demande et son recours sont devenus sans objet et de la condamner au paiement d'une somme de 600 euros au profit de l'État sur le fondement des dispositions de l'article 32-1 du code de procédure civile, alors, selon le moyen. https://www.legifrance.gouv.fr/juridiction/URTEXT0000352896
Perícia; laudo pericial	Expertise ; rapport d'expertise Le rapport d'expertise est un exercice de recherche appliquée destiné à produire des recommandations pour les décideurs ou leur environnement proche. Le rapport d'expertise se construit à partir d'une construction théorique et précède des enjeux particuliers d'une question. https://www.google.com/url?sa=direct&q=&ecr=&source=web&cd=4&ved=2&url=EWjC-XH6Za3A0XISUJCHW0BgYMOFncCAVQA0wI&https%3A%2F%2Fwww.sciencespo-lille.eu%2Ffiles%2Fdefault%2Ffiles%2Fguide_preparer_et_rediger_un_rapport_d_expertise.pdf&usp=AOvWjYw8bZV0wK&mp=8978440
Perito	Expert L'expertise permet à votre assureur de vous faire une proposition d'indemnisation de votre sinistre. Le délai d'intervention d'un expert et de remise de son rapport ne sont pas spécifiés dans la Loi, c'est à la discrétion de votre assureur. Si vous êtes en désaccord avec son rapport, vous êtes en droit de mandater un expert pour faire une contre-expertise. Cependant, cette contre-expertise est à vos frais et peut coûter cher. https://www.yanez.fr/blog/rapport-expertise
Perseguição transfronteiriça	Persécution transfrontalière La persécution transfrontalière s'encadre presque exclusivement dans le domaine de la coopération policière car sa nature n'exige pas l'existence d'une commission rogatoire pénale préalable comme c'était cas pour le fait entièrement interne. Cela est ainsi, parce que le dépositaire est pensé pour le cas de flagrant délit dont la poursuite ne s'est pas interrompue ou pour le cas d'évasion de détenus ou de condamnés. https://www5.poderjudicial.ec/vcp12-13/CVCP13-07-RR.pdf
Pessoa física	Personne physique Au sens du droit français, une personne physique est un être humain doté, en tant que tel, de la personnalité juridique. Pour juger directement et pleinement de sa capacité (ou personnalité) juridique, une personne physique doit être majeure (sauf en cas d'émancipation avant l'âge de la majorité) et ne pas être en incapacité partielle ou totale (être en tutelle ou curatelle) ; sinon cette capacité est exercée en son nom par un représentant légal. À toute personne physique, s'attachent « des droits subjectifs ». Il s'agit là de prérogatives attribuées dans son intérêt et lui permettant de juger d'une chose, d'une valeur ou d'exiger d'autrui une prestation (par exemple : la propriété, le droit au respect de la vie privée) ; des obligations envers d'autres personnes (en vertu d'un contrat de travail, par exemple) et le reste de la Société (par exemple, l'obligation de réparer des dommages en raison d'un délit commis). https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c158

<p>Processo sumário (‘aquele em que só se observam os atos substanciais, sendo dispensadas as demais formalidades do rito ordinário, e encurtando-se a sua marcha, pela redução dos termos, prazos e diligências do processo ordinário.’) https://issuu.com/publicacaoes/docs/livro_-_conheca_o_judici_no_web</p>	<p>Procédure sommaire La procédure sommaire se caractérise encore davantage par sa simplicité et sa rapidité. Il n’y a pas de procédure de conciliation préalable. La procédure est en règle générale écrite, les moyens de preuves sont souvent limités et les prétentions doivent en principe uniquement être rendues vraisemblables. Il n’y a en règle générale pas de deuxième échange d’écritures. Le champ d’application de la procédure sommaire englobe par exemple : les cas prévus par la loi (p. ex. manœuvres d’opposition, protection de l’union conjugale), les mesures provisoires, et les cas clairs. La procédure sommaire est introduite par une requête déposée auprès du tribunal régional compétent ou du Tribunal de commerce. https://www.zsg.justice.be.ch/start/themen/zivilrecht/verfahrensablaufe.html</p>
<p>Pursuoição Judicial</p>	<p>Poursuite judiciaire Lors d’une poursuite judiciaire, la demande introductive d’instance est l’acte de procédure qui introduit l’instance. Elle doit alléguer les faits que l’on souhaite mettre en preuve et comprendre les conclusions recherchées telles que la condamnation à des dommages et intérêts ou la résiliation du contrat de bail. La demande introductive d’instance doit contenir un avis d’assignation conforme au modèle établi par le ministre de la Justice, lequel comprend l’indication des pièces au soutien de la demande. Elle doit également être signifiée par huissier et doit faire l’objet d’un timbre judiciaire qui doit être acquitté au moment du dépôt de la demande au greffe du tribunal. https://berardadvocats.com/regler-un-litige/queles-sont-les-etapes-d-une-poursuite-judiciaire/</p>
<p>Procuração</p>	<p>Contrat de procuration La procuration est un contrat par lequel une personne en désigne une autre pour la représenter, agir en son nom, dans l’accomplissement d’un acte juridique avec un tiers. Il existe plusieurs situations pour lesquelles vous pouvez autoriser une personne en qui vous avez confiance à accomplir certains actes à votre place au moyen d’une procuration. Il ne faut pas confondre la procuration et le mandat de protection. La procuration ne couvre que l’administration des biens. Elle autorise généralement une personne à accomplir pour une autre personne des actes administratifs courants, comme : le paiement de factures, des opérations bancaires; la signature d’un bail de logement; la vente d’un immeuble. Le mandataire et le mandataire. La personne qui donne la procuration s’appelle le mandant et celle qui l’accepte, le mandataire. https://www.quebec.ca/finances-impots-et-taxes/procuracion-protection-legale/procuracion-contrat-procuracion</p>
<p>Procuração (document) soltura, libertar (verb)</p>	<p>Procuration (générale) Une procuration peut aussi être générale. Par exemple, vous pouvez demander à votre ami de s’occuper de toutes vos affaires. Dans un tel cas, le texte de la procuration est formulé en des termes si généraux qu’il limite les pouvoirs de votre ami à des actes de simple administration. Par exemple, il ne pourra pas vendre votre maison ou votre voiture sans autorisation spéciale. La procuration générale doit être utilisée avec prudence, surtout lorsqu’elle accorde des pouvoirs étendus au mandataire. https://www.quebec.ca/finances-impots-et-taxes/procuracion-protection-legale/procuracion-contrat-procuracion</p>
<p>Procurador (que têm procuração)</p>	<p>Mandataire La personne qui bénéficie de la procuration est appelée mandataire. La personne donnant procuration (vous-même) est appelée mandant. Le mandataire peut retirer et déposer de l’argent sur le compte du mandant. Le mandataire n’est pas obligatoirement un membre de votre famille. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1474</p>
<p>Procurador da República</p>	<p>Procureur de la République ; Procureur de la République (fem.)</p>
<p>Procurador Federal dos Direitos do Cidadão</p>	<p>Défenseur Fédéral des Droits ; Défenseuse Fédérale des Droits (fem.)</p>
<p>Procurador Regional da República</p>	<p>Procureur de la République près la Cour d’Appel ; Procureur de la République près la Cour d’Appel (fem.)</p>
<p>Procurador Regional Eleitoral</p>	<p>Procureur Régional pour les affaires électorales ; Procureur Régional pour les affaires électorales (fem.)</p>
<p>Procurador: Chefe</p>	<p>Procureur de la République en Chef ; Procureur de la République en Chef (fem.)</p>
<p>Procurador-Geral da República</p>	<p>Procureur Général de la République ; Procureur Général de la République (fem.)</p>
<p>Procurador-Geral Eleitoral</p>	<p>Procureur Général pour les affaires électorales ; Procureur Général pour les affaires électorales (fem.)</p>
<p>Procuradora Regional da República</p>	<p>Procureur de la République près la Cour d’Appel</p>
<p>Procuradora: Chefe</p>	<p>Procureur de la République en Chef</p>
<p>Procuradoria da República</p>	<p>Parquet de la République ; Parquet</p>
<p>Procuradoria Federal dos Direitos do Cidadão</p>	<p>Bureau du Défenseur Fédéral des Droits ; Bureau de la Défenseuse Fédérale des Droits</p>
<p>Procuradoria Geral da Fazenda Nacional</p>	<p>Bureau du Procureur Général des Finances Nationales</p>
<p>Procuradoria Geral da República</p>	<p>Bureau du Procureur Général des Finances Nationales ; Bureau du Procureur Général des Finances Nationales</p>
<p>Procuradoria Regional da República</p>	<p>Bureau du Procureur de la République près la Cour d’Appel ; Bureau de la Procureur de la République près la Cour d’Appel</p>
<p>Produto do crime</p>	<p>Produits du crime Gel et confiscation des produits du crime dans l’Union européenne. La Commission européenne a donc décidé de proposer une directive dans le but d’établir un régime efficace de gel et de confiscation des avoirs criminels et d’accroître la coopération en ce sens. Les textes E 7/11 s’inspirent et s’appuient sur un certain nombre de dispositions qui existent déjà au niveau européen : la décision-cadre 2001/500/JAI qui autorise la confiscation ordinaire ainsi que la confiscation en valeur lorsque les produits du crime n’ont pas pu être saisis et imposé au États de traiter avec un même degré de priorité les procédures inférieures et celles émanant d’autres États membres ; la décision-cadre 2005/212/JAI qui harmonise les lois en matière de confiscation ; les décisions-cadre 2003/571/JAI et 2008/763/JAI qui prévoient, respectivement, une reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation ; enfin, la décision 2007/845/JAI qui impose des bureaux nationaux de recouvrement des avoirs afin de faciliter et d’optimiser la coopération interrétatique. https://www.senat.fr/uejpac/E7171.html</p>
<p>Produzir provas; aduzir provas</p>	<p>Présenter des éléments de preuve Préparez-vous à l’audience en recueillant et en présentant tous les éléments de preuve pertinents à l’appui de votre demande d’asile et en examinant les renseignements sur le pays d’origine, y compris les cartables nationaux de documentation (CND) produits par la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR). https://irb.gc.ca/fr/presenter-demande-asile/Pages/3.aspx</p>
<p>Proferir sentença; proferir decisão</p>	<p>Rendre une décision (judiciaire) ; rendre une décision judiciaire (pouvoir politique) ; rendre un jugement ; apporter un jugement On « prend » un arrêt, un décret, une ordonnance (administrative), une condamnation, un règlement, on peut employer le même verbe avec les génériques correspondants dans le domaine, soit « texte » ou « acte ». Les occurrences normaux d’« arrêté », de « décret » et de « règlement » sont « prendre » et « prise ». Exemple : Le règlement pris en vertu de l’article 10 ... La prise du règlement visé à l’article 10 est subordonnée à ... Pour ce qui est d’« ordonnance », le document est « prendre » s’il s’agit d’un acte du pouvoir exécutif ou de l’administration, et « rendre » s’il s’agit d’un acte judiciaire. A cet égard, une distinction comparable existe entre « prendre une décision » (le pouvoir politique, par exemple) et « rendre une décision » (judiciaire). https://www.justice.gc.ca/eng/prj-prjcs-sj-legis-redact/jur/n099.html</p>
<p>Promotor público/de justiça</p>	<p>Procureur de l’État de la fédération ; Promoteur de justice dans l’État de la fédération ; Procureur de l’État fédéré ; Promoteur de justice dans l’État fédéré ; Procureur dans l’État fédéré ; Procureur d’un État de la fédération ; Procureur fédéré ; Promoteur de justice fédéré Au Féminin : Procureur de l’État de la fédération ; Promotrice de justice dans l’État de la fédération ; Procureur de l’État fédéré ; Promotrice de justice dans l’État fédéré ; Procureur dans l’État fédéré ; Procureur d’un État de la fédération ; Procureuse fédérée ; Promotrice de justice fédérée La décentralisation au Brésil à une longue histoire. Évaluée au XX^e siècle, établie par la constitution de 1891 et confirmée depuis par d’autres textes constitutionnels, la décentralisation fédéraliste active des réseaux de pouvoirs présents dans les vingt-neuf États et les cinq mille municipalités qui compose actuellement la fédération. Ainsi, malgré les périodes de dictature militaire, les élections pour le Congrès, les assemblées des États, la majorité des maires et des conseillers municipaux, ont pu se poursuivre tant bien que mal. Le processus de décentralisation en cours a démarré à la fin des années 80 quand le pays s’est doté d’une charte avancée en matière de fédéralisme, lequel s’est trouvé renforcé par l’ajout des ressources des recettes fédérales et des municipalités, au détriment d’impôts et de taxes auparavant collectés par l’Union. D’une certaine manière, la poussée du fédéralisme et de la décentralisation au Brésil peut être interprétée comme une décision de l’État fédéral pour essayer de faire face à la diminution des ressources budgétaires dans le contexte des politiques de stabilisation et d’ajustement structurel, l’objectif de la décentralisation en cours étant alors de mieux partager le coût de l’ajustement entre les États fédérés. Pour mettre en place l’actuel processus de décentralisation, le gouvernement a réalisé une réforme constitutionnelle en 1995. https://www.ciesin.columbia.edu/decentralization/FrenchCaseStudies.bresil.html</p>
<p>Propor ação</p>	<p>Introduire une action ; déposer une plainte L’expression introduire une action est correcte. Elle signifie « saisir le tribunal d’une affaire ». On peut aussi employer les verbes suivants avec le nom action : déclencher ; entamer ; exercer ; former et interdire. https://www.bib.lemurjuplus.gc.ca/bv/20uides/guides/clefs/fr/index-fra.html?lang=fran&lettr=indx_catlog_a&page=9bCGHQaToW0.html#t=txt&L%27expression%20indrodure%20une%20action/d%C3%A9clencher</p>
<p>Proposta/Licitação</p>	<p>Proposition ; offre ; appel d’offres Appel d’offres : procédure d’appel à la concurrence entre plusieurs soumissionnaires relativement à un marché. Dans cette expression, le nom offre s’écrit au pluriel. Le tirage des offres est un système collusif auquel les propriétaires d’entreprises doivent être particulièrement attentifs. Le tirage des offres se produit lorsque les entreprises s’arrangent secrètement entre elles pour déterminer qui remportera un contrat particulier, avant de présenter leurs soumissions, au lieu de se livrer à une concurrence entre elles. Les gens pourraient être surpris d’apprendre qu’un simple accord entre des concurrents avant ou pendant un appel d’offres pourrait être considéré comme un tirage des offres. Mais il s’agit d’un délit grave. C’est pourquoi il est essentiel de sensibiliser les entreprises aux pièges de cette pratique pour les aider à s’en écarter. https://gachetventes.gc.ca/en/sensibilisation-au-tirage-des-offres#t=txt&L%20nuageage%20des%20offres%20des%20a%20une%20occurrence%20entre%20elles</p>
<p>Proprietário ilegítimo</p>	<p>Propriétaire illégitime Un locataire qui continue d’occuper des locaux à la fin du contrat de bail le fait sans droit ; le bailleur peut donc lui réclamer une indemnité pour occupation illégitime des locaux, laquelle correspond en principe au montant du loyer. Dans ce cas, le bailleur n’a pas à prouver son dommage (c’est-à-dire à démontrer qu’il aurait pu louer le bail immédiatement pour un loyer identique) (consid. 5.2). https://baill.ch/FILES/arst/bail/3-21-decembre-4-6-2021.pdf</p>
<p>Prova cabal</p>	<p>Preuve évidente ; preuve indéniable ; preuve irrécusable ; preuve irréfutable</p>
<p>Prova mais forte</p>	<p>Prépondérance de la preuve Dans le droit de la preuve, le terme prépondérance de la preuve peut s’entendre de la supériorité de la preuve qui produit une partie par rapport à celle qui présente la partie adverse et qui permet, du fait de cette prépondérance, d’emporter la conviction du tribunal. Cette notion est apparentée (mais non synonyme) à celle de la force ou de la valeur probante, elle converge en partie tant à critère que le fondement du pouvoir d’appréciation souveraine ou exclusive reconnu à la juridiction dite inférieure ou de première instance dans son rôle prépondérant de juge du fait (par distinction d’avec son rôle de juge du droit, qu’il ne faut pas confondre, à la hauteur de la juridiction supérieure, avec le juge du droit). https://www.bib.lemurjuplus.gc.ca/bv/20uides/guides/juri/index-fra.html?lang=fran&lettr=indx_catlog_p&page=9b5CSNBIVaA.html#t=txt&L%20de%20la%20indoe%20de%20la%20emporter%20la%20conviction%20du%20tribunal</p>
<p>Provas; elemento de prova</p>	<p>Preuve ; évidence ; élément de preuve</p>
<p>Provas; elementos de prova</p>	<p>Preuve ; évidence ; élément de preuve La ‘preuve’ est la démonstration de la réalité d’un fait, d’un état, d’une circonstance ou d’une obligation. L’administration en incombe à la partie qui se prévaut de ce fait ou de l’obligation dont elle se prétend créancière. Son offre n’est admissible que si la démonstration qui sera la conséquence de sa démonstration peut être utile à la solution de la prétention sur laquelle le juge doit statuer. On dit que la preuve offerte doit être ‘pertinente’. https://www.dictionnairejuridique.com/defin/provas.php</p>
<p>Publique-se, registre-se, intemem-se</p>	<p>Il est ordonné la publication ; il est ordonné l’enregistrement ; il est ordonné la citation à comparaître Ordonner (il est ordonné que...); décider (il est décidé que...); résoudre (il est résolu que...) En droit, la décision attendue qui commence chaque alinéa et introduit chaque motif d’un jugement, d’une requête ou d’une assignation. Chaque alinéa commence par une majuscule et se termine par un point-virgule : Attendu que le gouvernement du Canada prévoit (...). Attendu qu’il sera nécessaire pour les générations présentes et futures que le gouvernement du Canada tienne compte de (...). Etc. Il est résolu que le gouvernement du Canada doit revoir les dispositions concernant (...). Etc. Il est résolu que l’Union demande du gouvernement de s’engager (...). https://www.bib.lemurjuplus.gc.ca/clefs/frch/lanq/fr&srch=RESOL_UKcur%28mbr%4&lettr=indx_catlog_a&page=9dP3a0YskN0.html#t=txt&L%20indoe%20de%20la%20indoe%20de%20la%20emporter%20la%20conviction%20du%20tribunal</p>
<p>Quebra de Sigilo (no sentido de levantamento de sigilo)</p>	<p>Lèvement du secret de la justice (dans l’investigation et l’instruction) Le secret dans l’investigation et l’instruction. Le secret de l’investigation et de l’instruction, tel que garanti par le Code de procédure pénale, est un secret qui protège à la fois les justiciables et les magistrats, tout au long de la procédure judiciaire. Mais c’est un secret qui doit également composer avec d’autres secrets protégés par le législateur dans la recherche d’un équilibre entre plusieurs impératifs constitués d’une société démocratique. Le secret de l’enquête et de l’instruction est un principe fondateur de la procédure pénale française qui vise à garantir l’efficacité et l’équité de la procédure judiciaire. Son corollaire, le principe de transparence, est devenu aujourd’hui non plus seulement un droit, mais une exigence. Parallèlement à la montée de la transparence dans notre société, le secret exprime également un aspect essentiel de notre civilisation : le respect de la personne, de son intimité, de sa vie privée. https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/livre-ville-secret-dans-l-investigation-et-l-instruction</p>
<p>Quebra de Sigilo (no sentido de quebra legal)</p>	<p>Violation du secret de la justice (dans l’investigation et l’instruction) L’article 11 du Code de procédure pénale incrimine d’abord, la violation du secret de l’enquête ou assés d’instruction. Remonte aux articles 226-13 et 226-14 pour les conditions et les peines. A) Les personnes tenues au respect. Les personnes tenues de respecter ce secret sont les personnes qui ont en premier lieu, accès à une information au titre de leurs fonctions et au second lieu, ceux de leur profession. Ce sont celles qui concourent à la procédure, c’est-à-dire celles qui y prennent une part active. Ex : magistrats, OPJ, etc. B) L’acte incriminé. La personne est punissable en cas de révélation d’une information couverte par le secret effectuée de manière intentionnelle. C) Les faits justifiés (LA VIOLATION DU SECRET DE L’ENQUÊTE OU DE L’INSTRUCTION). Ordre ou autorisation de la loi ; premièrement, le procureur de la République peut d’office, ou bien, à la demande de la juridiction d’instruction ou encore des parties, de rendre publics des éléments objectifs tirés, par exemple, de la procédure mais ne comportant aucune appréciation sur le bien fondé des charges retenues contre les personnes mises en causes afin d’éviter la propagation d’informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble d’ordre public. Sur autorisation du procureur de la République ou du juge d’instruction, des éléments des procédures en cours peuvent être communiqués à des autorités ou des organismes autorisés pour la réalisation de recherches ou d’enquêtes scientifiques. Droits de la défense : justifie la violation du secret si leur exercice la rend nécessaire. La peine encourue est d’1 an d’emprisonnement et 15 000 euros d’amende. https://www.cabineet.com/la-violation-du-secret-de-lenquete-ou-de-l-instruction/</p>

Receta pública/rendimento	<p>Recettes publiques /Recettes de l'État EX1. Les recettes publiques financent les biens et les services fournis par les administrations et permettent à l'État d'assurer son rôle de redistribution : les deux principales sources de recettes étant les impôts et les cotisations sociales. Compte tenu des choix passés et actuels de politique économique ainsi que des fluctuations liées au cycle conjoncturel, il existe de grandes différences d'un pays à l'autre quant à la manière dont, et au degré auquel, leurs gouvernements exercent ces deux fonctions fondamentales ; de ce fait, le montant des recettes publiques qu'ils lèvent est également très inégal. EX2. L'État est un acteur économique important dont le budget a une influence à la fois économique et sociale. Ses recettes se différencient de celles des autres organismes publics comme les collectivités locales ou la sécurité sociale. Les recettes de l'État proviennent de deux sources. 1) Les recettes fiscales. C'est-à-dire les impôts, qui forment plus de 95 % des recettes totales , et 2) Les recettes non fiscales. Ce sont principalement les revenus du patrimoine de l'État, les revenus de l'activité industrielle et commerciale de l'État, les rémunérations des services rendus (redevance audiovisuelle par exemple) et les emprunts contractés par l'État. https://www.oecd-ilibrary.org/recettes-des-administrations-publiques_5f7f6291e1.pdf https://www.lafinancepour tous.com/dicrypages/politiques-economiques/economie-francaise/comptes-publics/le-budget-de-letat/recettes-de-etat/</p>
Reclusão	<p>Réclusion ; détention ; prison (criminelle) La réclusion criminelle est la peine privative de liberté en matière criminelle (Article 131-1 du Code pénal). En matière correctionnelle, la peine privative de liberté est l'emprisonnement (Articles 131-3 et suivants du Code pénal). https://moe-avocat.fr/lexique-dictionnaire-juridique/reclusion-criminelle-definition-juridique/</p>
Recondução (ex: PGR pode ser reconduzido x vezes)	<p>Renouvellement ; Renouveau du mandat ; Prolongation d'un mandat Ex : fin du mandat, renouvellement, prolongation, travailler après 65 ans et remplacement temporaire (régime général). Renouvellement. Le mandat est renouvelé lorsqu'il est satisfait aux conditions suivantes: le mandataire obtient la mention d'évaluation finale « répond aux attentes au terme du premier mandat ou qui obtient la mention finale d'évaluation « excellent » à la fin du second mandat ou des mandats suivants. Il est réputé avoir participé à la sélection comparative sans qu'une nouvelle procédure de sélection ne soit organisée ; le ministre déclare la fonction vacante ; et le mandataire concerné pose sa candidature. Prolongation d'un mandat. Le mandat d'un mandataire peut être prolongé si la procédure pour pouvoir à son remplacement a été engagée, est poursuivie de manière régulière mais n'a pas encore conduit à une désignation. La prolongation est de 6 mois, mais renouvelable. https://leweb.be/guides/bel/fr/parcours_de_carrieremandataire/fin_du_mandat</p>
Reconhecimento de paternidade	<p>Reconnaissance de paternité Pour reconnaître un enfant, il suffit de se rendre en mairie au service de l'état civil et de déclarer être le père de l'enfant. Il est possible de faire une reconnaissance prénatale, donc avant la naissance de l'enfant. Elle sera alors confirmée lors de la naissance. Cette reconnaissance prénatale est particulièrement importante pour éviter les difficultés au cas où la mère accouche sous X ou encore si le père décède avant la naissance de l'enfant. La reconnaissance une fois faite sera inscrite en marge de l'acte de naissance de l'enfant et la mère informée par courrier. En aucun cas, les père ne peut s'opposer à la reconnaissance, elle n'a pas non plus à donner son accord ou son autorisation. On peut aussi faire cette reconnaissance par acte notarié et il est même possible dans ce cas de demander le secret de cette reconnaissance. Ceci peu usité. https://www.village-juridic.com/articles/Reconnaissance-paternite-comment-faire-quelles-conséquences25141.htm</p>
Reconhecimento de prova bastante	<p>Reconnaissance des preuves suffisantes S'il n'y a pas de reconnaissance de dette. A défaut de reconnaissance de dette, la preuve peut être apportée par "tous moyens". Pour des sommes inférieures à 1500€. Le créancier peut rapporter des échanges par mail ou sms avec le créancier, des relevés de comptes ou encore des témoignages visant à établir l'existence de la dette. Le juge du tribunal de proximité jugera si ces preuves sont suffisantes. https://commentaire-justice.fr/gere-ur-impayee/dette-privee/</p>
Recorrer, recurso, apelação	<p>Appel ; recours ; renvoi Justice : qu'est-ce qu'un appel ? L'appel est une voie de recours contre un premier jugement. L'appel permet de juger une seconde fois un litige. Toutes les parties à un procès peuvent faire appel. En règle générale, l'appel suspend l'exécution du premier jugement. La juridiction qui rejuge une affaire après un appel est une cour d'appel. L'appel doit être formé dans un délai précis. Pour certains litiges modiques, il n'est pas possible de faire appel. L'appel constitue la voie de recours ordinaire pour faire rejurer une affaire après un premier jugement. La cour d'appel est alors chargée de juger une seconde fois le litige. https://www.vie-publique.fr/infos/288750-justice-quest-ce-quun-appel</p>
Recurso	<p>Appel</p>
Recusa	<p>Rejet Communiqué de la Présidence de la République concernant le rejet de la demande de grâce médicale déposée par l'avocat de M. Maurice Papon, Paris le 7 mars 2000. Le Président de la République a été saisi le 23 décembre 1999 d'une demande de grâce médicale par l'avocat de M. Maurice PAPON Au terme de la procédure d'instruction habituelle, le Chef de l'État a rejeté cette demande de grâce médicale. https://www.vie-publique.fr/dossiers/148534-communique-de-la-presidence-de-la-republique-concernant-le-rejet-de-la-d</p>
Registro criminal, antecedentes criminais	<p>Rejet Communiqué de la Présidence de la République concernant le rejet de la demande de grâce médicale déposée par l'avocat de M. Maurice Papon, Paris le 7 mars 2000. Le Président de la République a été saisi le 23 décembre 1999 d'une demande de grâce médicale par l'avocat de M. Maurice PAPON Au terme de la procédure d'instruction habituelle, le Chef de l'État a rejeté cette demande de grâce médicale. https://www.vie-publique.fr/dossiers/148534-communique-de-la-presidence-de-la-republique-concernant-le-rejet-de-la-d</p>
Registro escrito	<p>Dossier ; écrits judiciaires ; enregistrement écrit Un dossier écrit est un document qui présente des informations sur un sujet spécifique. Il peut prendre de nombreuses formes, telles qu'un dossier de présentation d'entreprise, un dossier de projet ou un simple dossier exemple. Quel que soit le type de dossier que vous devez rédiger, il existe des étapes clés à suivre pour vous assurer que votre dossier est complet, clair et efficace. https://commentoivur.com/tech/Comment-faire-un-dossier-ecrit/</p>
Rejaltar (recurso)	<p>Rejeter l'appel ; déclarer irrecevable l'appel En particulier, depuis maintenant plusieurs décennies, au visa notamment des articles 122 et/ou 562 du Code de procédure civile, la Cour de cassation retient que le juge, qui décide que l'action, l'appel, ou la demande dont il est saisi est irrecevable, « exclut ses pouvoirs en statuant au fond ». Aussi, les juges du fond ne peuvent, sans excéder leurs pouvoirs, déclarer irrecevable l'action d'une partie pour ensuite rejeter l'ensemble de ses demandes, déclarer irrecevable l'action en nullité pour ensuite dire cette action infondée ou encore déclarer irrecevable l'appel d'une partie pour ensuite débouter celle-ci de ses demandes. À chaque fois, il y a alors excès de pouvoir par extension du juge de ses pouvoirs judiciaires. https://www.actu-juridique.fr/civil/la-delicate-utilisation-des-termes-rejeter-et-debouter/</p>
Relator ("Juiz a quem o feito foi distribuído por sorteio e que perante o tribunal, de que é membro, explica o caso que vai ser submetido a julgamento e consta dos autos que ele apresentou a mesa.") https://www.demecurabrasil.com.br/palavra/relator	<p>Juge rapporteur ; Conseiller rapporteur Le "Juge rapporteur" est au Tribunal de commerce ce qu'est, devant le Tribunal judiciaire, le Juge de la mise en état. Le Juge rapporteur peut ordonner, même d'office, toute mesure d'instruction. Il tranche les difficultés relatives à la communication des pièces, il constate l'extinction de l'instance. En ce cas, il statue, s'il y a lieu, sur les dépens. Les mesures prises par le juge rapporteur sont l'objet d'une simple mention au dossier : avis en est donné aux parties. Lorsque le juge rapporteur statue par ordonnance motivée, sous réserve des règles particulières aux mesures d'instruction, ses ordonnances n'ont pas, au principal, l'autorité de la chose jugée. Si les parties ne s'y opposent pas, le Juge rapporteur peut, tenu seul l'audience pour entendre les plaidoiries. Il rédige le projet de jugement. Il en débattre ensuite avec les deux autres magistrats auxquels il fait rapport. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/juge-conseiller-rapporteur.php</p>
Relatório policial; boletim de ocorrência	<p>Rapport d'événement ; rapport de police Vous avez perdu ou égaré un objet, ou encore avez été victime d'un « vol, méfait, fraude ou tentative de fraude ou introduction par effraction. Vous êtes possiblement admissible au signalement en ligne. Soumettre un rapport d'événement en ligne à la police vous permet d'obtenir un traitement rapide de celui-ci. Après le traitement, un numéro de dossier officiel vous sera transmis. https://www.ville.levy.qc.ca/calculer/rapport-evenement-a-la-police/</p>
Remetente (Cooperação Internacional)	<p>Demandeur ; état requérant ; état demandeur ; état émetteur ; état expéditeur</p>
Remittir, dispensar, desobrigar (pagamento)	<p>Remette, renoncer, libérer (paiement) Règlement révisé sur la radiation des créances/exceptions et restrictions. La radiation des créances liées à un emploi, tels les avances comptables et les paiements en trop faits au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi continué assujettie à l'approbation du Conseil du Trésor. Toutefois, dans la plupart de ces cas, la créance n'est pas irrécouvrable puisqu'on peut l'imputer au traitement et autres paiements de l'employé tant qu'il est au service du ministère. Le ministère qui veut remettre un paiement en trop ou renoncer à un recouvrement à deux options : pour renoncer à un paiement en trop, il doit utiliser le «pouvoir de remises appropriée mentionné ci-dessus; pour renoncer à un recouvrement dans des circonstances appropriées, il doit s'adresser au Conseil du Trésor qui, en tant d'employeur, peut accepter officiellement de renoncer au recouvrement en vertu de l'alinéa 11(2) de la LGFP ou autoriser une disposition spéciale en vertu de l'alinéa 11(2)). Avant d'utiliser ces deux options, les ministères peuvent vouloir consulter la Division des relations de travail de la Direction de la politique des ressources humaines du SCT. https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-trésor/services/etablissement-rapports-dépenses-ce-que-nous-faisons/reglement-revisé-radiation-creances.html</p>
Renda	<p>Revenu En économie, un revenu est l'ensemble des ressources ou droits qu'un individu, une entreprise ou une collectivité publique, perçoit sur une période donnée, en nature ou en monnaie, sans prélever sur son patrimoine. Synonymes : allocation, gain, pension, produit, rente, rétribution, salaire. https://www.toutpeu.org/Dictionnaire/Revenu.htm</p>
Renovo os meus votos de elevada estima e consideração	<p>Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur/Madame la Directrice, l'assurance de ma considération distinguée. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président/Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués. https://www.biz.berlinplus.gic.ca/pt/2016/05/guides/ce/le/fr/infos-eng.htm?lang=eng&id=enc_catlog_183&page=1515Q9t84A.html</p>
Renúncia de citação	<p>Renonciation à la signification de l'assignation La "renonciation" c'est l'abandon d'un droit. La loi étant protectrice, la validité de l'abandon est subordonnée à des conditions tenant au statut de la personne et à l'importance des intérêts en jeu. L'assignation en justice est un acte qui présente l'objet du litige et détaille les éléments de fait et de droit qui fondent la revendication du demandeur et par lequel le demandeur cite son adversaire à comparaître devant le juge (articles 54 à 56 du Code de procédure civile). Cet acte est obligatoirement établi et signé par un commissaire de justice. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/renonciation.php https://j1006.fr/les-modalites-de-signification-dune-assignation/</p>
Renunciar, prescindir	<p>Renonciation différence entre renoncement et renonciation. Les noms renoncement et renonciation, qui sont tous deux dérivés du verbe renoncer, ont des sens très proches mais ne s'emploient pas dans les mêmes contextes. Le premier est associé aux domaines de la morale, de la religion et de la psychologie, alors que le second est associé au domaine juridique. On associe surtout le nom renoncement aux domaines de la morale, de la religion et de la psychologie. Il peut signifier « fait de cesser volontairement de faire ou de vouloir quelque chose, souvent au nom d'une valeur jugée plus importante », en parlant surtout d'une réalité non matérielle ou d'un ensemble de réalités matérielles. Quant au nom renonciation, il est employé dans le domaine juridique au sens d'« acte par lequel une personne abandonne ses droits », en parlant d'une chose matérielle, d'un moyen de protection ou d'une charge publique ou familiale. Ex : Un héritier peut renoncer à la renonciation d'une succession par acte notarié ou par une déclaration judiciaire. https://vitrinedelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/24611/le-vocabulaire/nuances-semanticques/difference-entre-renoncement-et-renonciation</p>
Reparação civil; indenização	<p>Responsabilité civile ; indemnisation La responsabilité civile est l'obligation de réparer les dommages causés à autrui. En matière d'assurance habitation, il s'agit de réparer les dommages causés par un élément de votre logement : fuite d'eau, chute d'arbre, chute de mur, incendie, etc... Vous pouvez vous protéger en souscrivant la garantie responsabilité civile dans votre contrat d'assurance habitation. L'assurance prendra alors en charge la réparation du dommage causé par votre logement. Mais il y a des exceptions. L'indemnisation consiste à réparer le préjudice que vous avez subi à la suite du dommage, en vous payant des dommages et intérêts. Le préjudice à réparer peut être matériel, moral, corporel. Exemple : «Préjudice matériel» : dégâts causés à votre voiture. «Préjudice moral» : atteinte à votre réputation par la diffusion de fausses informations. «Préjudice corporel» : blessures physiques. Avant de demander une indemnisation, vous devez déterminer la nature des préjudices que vous avez subis et établir leur évaluation. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/P2123 https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/P2123</p>
Reparação de danos	<p>Réparation du dommage La réparation d'un dommage consiste dans le versement de dommages-intérêts. Les parties à l'action en réparation du préjudice sont le demandeur (c'est à dire la victime du préjudice) et le défendeur (c'est à dire l'auteur du dommage). Il convient d'autre part de s'interroger sur l'étendue et les modalités de la réparation. https://cours-de-droit.net/la-reparation-du-dommage-modalite-evaluation-du-dommage-e121609732/</p>
Repassar/transférer	<p>Transmettre ; transférer</p>
Repatriamento de Bens	<p>Rapatriement de biens Le rapatriement de biens autochtones ou comment garder sa culture vivante. Le Parlement canadien examine actuellement un projet de loi pour mettre en oeuvre une stratégie nationale sur le rapatriement de biens culturels autochtones, mais en pratique rapatriement et restitution se font au cas par cas depuis les années 70. https://radio-canada.ca/es/espores-autochtones/139629/apremier-et-autochtones-restitution-le-parlement-culture</p>
Representação (Queixa)	<p>Plainte</p>
Reputação ilibada	<p>Attestation de réputation irréprochable Par la présente, je confirme que je jouis d'une réputation irréprochable et que je n'ai pas d'inscriptions au casier judiciaire Suisse. https://kbs-cs.ch/files/download/1139629/apremier-et-autochtones-restitution-le-parlement-culture https://www.un.org/security/council/condem/resolutions</p>
Requisito	<p>Exigence ; condition</p>
Resgatar/Resgate	<p>Remise ; remboursement Le "remboursement" est la restitution, à la suite de la résolution conventionnelle ou judiciaire d'un contrat, du prix d'un service, d'un objet ou d'une marchandise qui a été payée à tort ou du prix payée d'avance d'une prestation qui n'a pas été exécutée. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/remboursement.php</p>
Resolução (Atenção: resolução também pode ser usada em contextos de reuniões de Diretoria, as decisões tomadas)	<p>Résolution Les résolutions des Nations Unies sont l'expression formelle de l'opinion ou de la volonté des organes qui les adoptent. Elles comprennent généralement deux parties distinctes : le préambule et le dispositif. Le préambule expose les considérations sur la base desquelles une décision est prise, une opinion est exprimée ou des directives sont données. Le dispositif énonce quant à lui l'opinion ou la décision de l'organe dont émane la résolution. https://www.un.org/security/council/condem/resolutions</p>
Responsabilidade penal	<p>Responsabilité pénale La responsabilité pénale peut être définie comme l'obligation de répondre des infractions que l'on a commises et de se voir appliquer la peine prévue par les textes qui les répriment. Elle est organisée en premier lieu pour protéger la société, et les individus qui la composent. https://adeaucteur.com/la-responsabilite-penale/</p>

Resarcimento ao erário	Compensation au trésor public ; remboursement au trésor public La compensation correspond en droit civil à l'extinction totale ou partielle de deux obligations réciproques entre les mêmes personnes, ayant pour objet une somme d'argent. Elle peut être conventionnelle, légale ou judiciaire. La loi des procédures fiscales prévoit deux types de compensations : la compensation en cours de procédure de recouvrement prévue à l'article L. 80 du LPF et la compensation contentieuse devant l'administration ou le juge de l'impôt prévue à l'article L. 203 du LPF, à l'article L. 204 du LPF et à l'article L. 205 du LPF. En matière de paiement de l'impôt, l'article L. 257 B du LPF instaure une compensation fiscale de recouvrement. Elle est purement fiscale, c'est à dire qu'elle ne concerne que les produits fiscaux. En outre, elle intervient à la seule initiative du comptable public. https://bdlp.inpops.gouv.fr/bdlp/320-PGP/html/identifiant%3D3BOI-REC-PREA-10-30-20200819
Restituição de imposto de Renda	Remboursement d'impôt sur le revenu La déclaration des revenus permet de savoir si l'impôt prélevé à la source correspond bien au montant de l'impôt dû. En fonction des montants déclarés, certains contribuables peuvent bénéficier d'un remboursement, d'autres doivent acquiescer d'un solde d'impôt sur le revenu. Explications : Vous êtes éligible à un remboursement dans les cas suivants : Le montant prélevé dans le cadre du prélèvement à la source en 2022 est supérieur au montant final de votre impôt. Cela peut être le cas si, par exemple, vos revenus ont baissé et que vous ne l'avez pas signalé à l'administration fiscale ou si vous avez tardé à déclarer la naissance d'un enfant qui vous donne droit à un demi part supplémentaire. Ou si vous avez droit à une restitution de réductions ou crédits d'impôt pour certaines dépenses réalisées en 2022 comme, par exemple, des dons, des dépenses d'impôt à domicile, de gardes d'enfants ou encore des investissements locaux. Dans ce cas, le montant remboursé correspondra au solde des réductions et crédits d'impôt auxquels vous avez droit compte tenu de l'avance de 60 % qui peut vous avoir été déjà versée en janvier 2023. Le détail du calcul de votre impôt est indiqué sur votre avis d'impôt, qui sera mis à votre disposition entre fin juillet et début septembre 2023, dans votre espace en ligne ou par courrier. Ce remboursement sera effectué par virement sur votre compte bancaire, dans la plupart des cas, soit le 24 juillet soit le 2 août 2023. https://www.economie.gouv.fr/particuliers/impot-revenu-remboursement-solde#---text-La%20d%C3%A9claration%20des%20revenus%20permet%20d'imp%C3%BAt%20de%20revenu
Réu (penal)	Défendeur/défendesse Le "défendeur", appelé aussi "la partie défenderesse", est la personne physique ou morale qui a été assignée à comparaître en justice par celui qui a pris l'initiative du procès et que l'on dénomme le "demandeur" ou la "partie demanderesse". Ne pas confondre le mot "défendeur" avec le mot "désenseur", qui, dans un procès pénal, désigne l'avocat du prévenu. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/defendeur.php
Revogar ("Revogar uma lei é fazê-la perder a vigência, ou porque foi substituída por outra lei ou porque perdeu sua validade no decurso do tempo.")	Abroger L'abrogation est le nom donné à l'annulation pour l'avenir du caractère exécutoire d'un texte législatif ou réglementaire. Les lois et les règlements administratifs (décrets, arrêtés) ne peuvent être abrogés que par un texte ayant même valeur : une loi par une autre loi, un décret par un autre décret. L'abrogation peut se porter sur un ou plusieurs articles d'une loi ou d'un règlement. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/abroger.php
Sacado	Argent retiré ; argent repris (retiré d'espèces) Vous avez besoin de retirer régulièrement des espèces (aussi appelé argent liquide) pour faire vos achats ? Les possibilités de retrait sont différentes en France et à l'étranger. Voici les informations à connaître. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2421
Sacador	Émetteur ; banque émettrice Ex : La monnaie électronique est une valeur monétaire, stockée sous une forme électronique, y compris magnétique, et représentant une créance sur l'émetteur. Les unités de monnaie électronique sont dites unités de valeur, chacune constituant une créance incorporée dans un titre. https://www.daliv.fr/documentation/Document?id=D7%2FOASIS%2F001492
Salário mínimo	Salario minimum Le salaire minimum est le montant du salaire fixé par la loi (SMIC) ou la convention collective applicable au salarié en fonction de sa position dans l'échelle de classification professionnelle. Sauf dispositions réglementaires contraires, le salaire minimum conventionnel ne peut être inférieur au SMIC. Les minima salariaux légaux ou conventionnels font l'objet de revalorisations périodiques indépendamment des augmentations de salaires négociées ou accordées par l'employeur. https://www.editions-leges.fr/ou/defin/salaire-minimum
Saldo (conta bancária)	Solde (compte bancaire) Le solde de votre compte bancaire correspond à la différence entre les montants crédités et débités. Il permet de connaître le montant disponible sur votre compte. https://www.labanquepostale.fr/particuliers/centre-aide/comptes-et-cartes/comptes-bancaires/question.html?qu=est-ce-que-le-solde-de-mon-compte.html
Sanção; pena	Peine; sanction
Secretaria de Cooperação Internacional	Bureau de Coopération Juridique Internationale
Secretaria de Direitos Humanos da Presidência da República	Secrétariat aux droits de l'homme de la présidence de la République
Secretário de Cooperação Internacional	Chef du Bureau de Coopération Juridique Internationale/Cheffe du Bureau de Coopération Juridique Internationale ; Secrétaire à la Coopération Juridique Internationale
Secretário-Geral	Secrétaire général (lela)
Segredo de Justiça ("O segredo de justiça consiste em manter sob sigilo processos judiciais ou investigações policiais, que normalmente são públicos, por força de lei ou de decisão judicial.")	Secret de la procédure pénale ; secret de la justice ; secret de la procédure d'enquête ; secret de l'instruction préparatoire Dans un sens commun c'est une information qui n'est connue que d'un nombre limité de personnes ou devant être cachée au public. Juridiquement, le droit institue une obligation au juge du secret dans la mesure où l'ordre public, l'intérêt des familles, de la personne ou un intérêt économique commandent que certaines informations ne puissent être connues de tous les personnes ayant avec l'accord de celles qui elles concernent. Il s'agit d'un principe protecteur. En procédure pénale, le secret a été instauré en 1957, à l'article 11 du Code de procédure pénale. https://www.especialisesemestre.com/positede/secret-de-la-procedure-penale-une-realite-absolue
Segurança nacional	Sécurité nationale La sécurité nationale : un concept à encadrer. Le terme de "sécurité nationale", comme il est répété dans l'article de ce numéro qui rappelle la contribution de l'INPESJ au livre blanc de 2012 est encore récent et à un stade où il est nécessaire de la conforter. Vingt ans sont insuffisants, dans un pays propère et éloigné de menaces de guerre sur soi, à ancrer une doctrine de sécurité partagée par une majorité de citoyens et incluant systématiquement dans les politiques publiques, toutes les politiques publiques... https://www.ihem.fr/articledes/scurite-nationale-un-concept-encadrer
Segurança pública	Sécurité publique EX : Direction départementale de la sécurité publique (DDSP). La direction départementale de la sécurité publique a une mission générale et variée : présents H24 sur le terrain, les policiers du département assurent la protection des personnes et des biens, l'assistance à la population, la tranquillité et le maintien de l'ordre, l'information générale du préfet et du gouvernement. Des services spécialisés dans l'investigation judiciaire sont chargés de constater les infractions et la loi pénale, de rassembler les preuves et de rechercher les auteurs, assignés dans cette mission par les agents spécialisés de police technique et scientifique. Elle met en œuvre des actions de prévention et un partenariat avec les professionnels de la justice. https://www.nord.gouv.fr/Services-de-4-Etat/Pr%C3%A9sentation-des-services-de-4-Etat/Services-departementaux-de-4-Etat/Direction-departementale-de-la-scurite-publique-DDSP
Sem antecedentes penais, réu primário ; réu reincidente	Délinquant primaire/délinquante primaire ; Récidive ; délinquant récidiviste/délinquante récidive Délinquant primaire . Personne qui est poursuivie devant les tribunaux, mais qui n'a jamais été condamnée auparavant. Par opposition à délinquant récidiviste (personne qui commet une deuxième infraction après une première condamnation). On désigne par le casier judiciaire « le fichier mentionnant l'ensemble des condamnations judiciaires d'un individu. Réglementé par les articles 768 à 781 du code de procédure pénale, le casier judiciaire se compose de trois volets dont les deux premiers sont mis à disposition des autorités ou organisations publiques. Un casier judiciaire vierge signifie que la personne concernée n'a fait l'objet d'aucune sanction pour crime ou délit. Dans ce cas, l'extrait de casier judiciaire comporte la seule mention « Néant ». Récidive ou délinquant récidive . Situation d'un individu déjà condamné qui commet, selon certaines conditions et dans un certain délai, une nouvelle infraction pour laquelle il est poursuivi devant les tribunaux. https://www.service-casier-judiciaire.fr/verger/ https://cddat.squares.fr/wp-content/uploads/2019/01/Lexique.pdf
Sem representação/representação jurídica/advogado; em causa própria	Agir seul au tribunal ; se défendre seul devant le tribunal ; se défends sans avocat Pour certaines procédures ou l'avocat n'est pas obligatoire, vous pouvez vous défendre seul, que vous soyez en demande ou en défense. Vous pouvez saisir le tribunal par une requête (écrit formalisé permettant de saisir un tribunal) ou une assignation (acte du commissaire de justice, anciennement acte d'huissier de justice, informant une personne qu'un procès est engagé contre elle et la convoquant devant une juridiction. Avant l'adoption, vous devez communiquer vos demandes et vos pièces à votre adversaire. Lorsque le jugement est rendu, vous pouvez le contester ou le mettre à exécution (mise en application des mesures ou condamnations rendues par un juge dans une décision judiciaire). https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F35603#---text=Vous%20pouvez%20saisir%20un%20tribunal%20judiciaire%20ou%20vous%20d%C3%A9fendre%20seul%20ou%20un%20avocat%20pas%20exemple
Senado Federal	Sénat fédéral Le Sénat est une institution du Pouvoir législatif fédéral qui, en accord avec la Chambre des Députés, crée des lois valables dans tout le Brésil. Le Sénat a en outre la fonction de vérifier les actions du Pouvoir exécutif en matière d'utilisation des deniers publics et de respect des lois. https://www12.senado.leg.br/institucional/carta-de-servicos/fr/carta-de-servicos
Sentença	Jugement ; ordonnance ; sentence arbitrale ; arrêt (termo varia conforme jurisdição, instância e contexto) Dans le langage courant on désigne par "jugement" toute décision rendue par une juridiction du premier degré, qui ordonne de payer, de faire ou de ne pas faire ou encore qui prend une mesure d'instruction ou d'exécution. Au point de vue du vocabulaire, les juges de l'ordre judiciaire sont appelés à rendre différents types de décisions qui portent des appellations différentes. Outre les jugements, les juges rendent des ordonnances. Autrement, on dénomme "ordonnance" les décisions prises, soit par un juge d'instruction, soit par le Président du tribunal lorsque ce dernier statue sur requête ou en référé. Le critère de l'appellation d' "ordonnance" réside dans le fait qu'il ne s'agit pas au sein d'une formation collégiale. A notre époque, les cas de compétence du juge statueur seul (on dit "à juge unique") ont été considérablement étendus, le mot "jugement" s'applique indifféremment à la décision prise en collégialité ou par un juge unique. En revanche le mot "ordonnance" reste attaché aux décisions de droit commun comme aux décisions des juridictions spécialisées (Conseil de Prud'hommes, Tribunal de commerce Tribunal paritaire des Administrations Judiciaires. Le mot "jugement" s'applique aux décisions des juridictions de droit commun comme aux décisions des juridictions spécialisées (Conseil de Prud'hommes, Tribunal de commerce Tribunal paritaire des baux ruraux). En revanche les décisions prises par des arbitres ne sont pas des "jugements", mais des "sentences arbitrales". Ces dernières ne sont exécutoires qu'après qu'elles aient été vérifiées par le Président du Tribunal judiciaire, selon une procédure simplifiée dite "procédure d'exequatur". Les décisions collégiales rendues par les Cours d'Appel et par la Cour de Cassation sont dénommées des "arrêts". https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/jugement.php
Sentença (Provimento em que o magistrado finds a atividade jurisdicional, trazendo uma resolução para a lide, através da aplicação da norma jurídica, sendo o ato climax do processo.)	Jugement ; ordonnance ; sentence arbitrale ; arrêt (termo varia conforme jurisdição, instância e contexto) Dans le langage courant on désigne par "jugement" toute décision rendue par une juridiction du premier degré, qui ordonne de payer, de faire ou de ne pas faire ou encore qui prend une mesure d'instruction ou d'exécution. Au point de vue du vocabulaire, les juges de l'ordre judiciaire sont appelés à rendre différents types de décisions qui portent des appellations différentes. Outre les jugements, les juges rendent des ordonnances. Autrement, on dénomme "ordonnance" les décisions prises, soit par un juge d'instruction, soit par le Président du tribunal lorsque ce dernier statue sur requête ou en référé. Le critère de l'appellation d' "ordonnance" réside dans le fait qu'il ne s'agit pas au sein d'une formation collégiale. A notre époque, les cas de compétence du juge statueur seul (on dit "à juge unique") ont été considérablement étendus, le mot "jugement" s'applique indifféremment à la décision prise en collégialité ou par un juge unique. En revanche le mot "ordonnance" reste attaché aux décisions de droit commun comme aux décisions des juridictions spécialisées (Conseil de Prud'hommes, Tribunal de commerce Tribunal paritaire des baux ruraux). En revanche les décisions prises par des arbitres ne sont pas des "jugements", mais des "sentences arbitrales". Ces dernières ne sont exécutoires qu'après qu'elles aient été vérifiées par le Président du Tribunal judiciaire, selon une procédure simplifiée dite "procédure d'exequatur". Les décisions collégiales rendues par les Cours d'Appel et par la Cour de Cassation sont dénommées des "arrêts". https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/jugement.php
Sentença à Revelia ("Se você não responder à demanda por escrito e dentro do prazo estipulado na citação, o tribunal julgará a causa à revelia. No julgamento a revelia o juiz decide a quantidade de dinheiro, se houver, a ser concedida ao autor, por você não ter respondido à demanda no prazo determinado."); decisão à revelia	Jugement par défaut Si la citation n'a pas été délivrée à la personne du défendeur et si la décision est en dernier ressort, le jugement qui est rendu hors de sa présence est qualifié de "jugement par défaut". A l'exception du cas où cette voie est interdite par la Loi, la décision prise par défaut peut être frappée d'opposition par le défendeur. A l'initiative, soit du demandeur à l'opposition soit sur décision prise d'office par le juge, les parties sont à nouveau invitées à comparaître si la citation n'a pas été délivrée à la personne. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/jugement-par-defaut.php
Sentença Absolutória/Declaratória ("São as que não reconhecem a pretensão punitiva, negando sua concretização.")	Jugement d'acquiescement ; décision d'acquiescement L'acquiescement est un terme de procédure pénale. C'est la décision de la cour d'assises, juridiction jugeant les crimes, qui déclare l'accusé (personne soupçonnée d'avoir commis un crime) non coupable des faits qui lui étaient reprochés (article 363 du Code de procédure pénale). L'acquiescement est prononcé lorsque la preuve de la culpabilité n'est pas établie. Si l'accusé est acquitté, il est remis en liberté. Il ne pourra pas être poursuivi à nouveau devant la cour d'assises pour les mêmes faits. Il est possible de faire appel d'un arrêt de la cour d'assises jugeant en 1er ressort. L'appel doit être fait au greffe de la cour qui a rendu la décision dans les 10 jours du prononcé de l'arrêt. https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/608759/acquiescement
Sentença Condenatória ("Quando se reconhece e julga procedente a pretensão punitiva do Estado, fazendo com que ele saia do plano abstrato e se materialize no caso concreto.")	Jugement d'acquiescement ; décision d'acquiescement L'acquiescement est un terme de procédure pénale. C'est la décision de la cour d'assises, juridiction jugeant les crimes, qui déclare l'accusé (personne soupçonnée d'avoir commis un crime) non coupable des faits qui lui étaient reprochés (article 363 du Code de procédure pénale). L'acquiescement est prononcé lorsque la preuve de la culpabilité n'est pas établie. Si l'accusé est acquitté, il est remis en liberté. Il ne pourra pas être poursuivi à nouveau devant la cour d'assises pour les mêmes faits. Il est possible de faire appel d'un arrêt de la cour d'assises jugeant en 1er ressort. L'appel doit être fait au greffe de la cour qui a rendu la décision dans les 10 jours du prononcé de l'arrêt. https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/608759/acquiescement
Sentença transitada em Julgado ("O termo jurídico 'transito em julgado' refere-se ao momento em que uma decisão - sentença ou acórdão - torna-se definitiva, não podendo mais ser objeto de recurso.")	Jugement passé en force de chose jugée ; Jugement définitif ; Jugement irrévocable Jugement passé en force de chose jugée . Jugement qui n'est plus susceptible de recours, soit parce que les recours ont été épuisés, soit que les délais sont expirés. Jugement définitif. Jugement dont toutes les voies de recours (opposition, appel, cassation) ont été utilisées ou pour lequel les délais pour faire opposition, appel ou de recours en cassation sont expirés. Il ne faut pas confondre le jugement définitif qui peut encore faire l'objet d'un appel (code de travail et le jugement irrévocable qui ne peut plus. C'est le terme "irrévocable" qui est utilisé dans ses décisions par la Cour de cassation. La signification de l'arrêt rendu irrévocable (et non définitif) la décision. Le jugement est définitif dès qu'il n'est plus susceptible de recours. https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R19325 https://www.legifrance.gouv.fr/maitre-emilie-vergne/decision-definitive-decision-irrevocable-21824.htm
Sentenciado	Condamné/condamné Personne déclarée, par une décision définitive, coupable d'avoir commis une infraction, et à laquelle est infligée une sanction. Se dit aussi d'une personne détenue dans un établissement pénitentiaire en vertu d'une condamnation judiciaire définitive. https://www.droit.fr/definition/83-condamne/
Ser acusado de	Inculpé/inculpé ; mis en examen/mise en examen ; accusé/acusé ; prévenu/prévenu Personne qui faisait l'objet d'une inculpation. (On dit aujourd'hui mis(e) en examen). Ces mots, souvent employés l'un pour l'autre dans la langue courante, ont dans la langue juridique des sens précis et distincts. Accusé : personne qui a fait l'objet d'un arrêt de mise en accusation la renvoyant devant une cour d'assises. Prévenu : personne traduite devant un tribunal de police ou un tribunal correctionnel pour répondre d'une infraction ou d'un délit. Inculpé : personne mise en cause dans une procédure d'instruction concernant un crime ou un crime. Recommandation : inculpé aujourd'hui remplacé dans la langue du droit par l'expression mis en examen, qui souligne la présomption d'innocence dont bénéficie toute personne concernée par l'action de la justice. Ex : L'ancien président américain vient d'être inculpé pour la quatrième fois en France. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/nculp%C3%A9/4244 https://www.fr.int/fr/international/etats-unis-quatrieme-culpation-pour-donald-trump-ou-en-est-l-ancien-president-republicain-de-ses-debaites-judiciaires-2266668.html

Ser Julgado	<p>Être jugé(e) ; être jugé(e) devant un tribunal ; être l'objet d'un affaire devant un tribunal ; faire l'objet d'un arrêt de mise en accusation ; être mise en cause dans une procédure d'instruction</p> <p>Le tribunal correctionnel est compétent pour juger une personne soupçonnée d'avoir commis un délit (acte interdit par la loi et puni d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement inférieure à 10 ans. Il peut être saisi de plusieurs façons. Le prévenu (personne soupçonnée d'une contravention) et poursuivi devant le tribunal de police ou devant le tribunal correctionnel doit être présent ou représenté par un avocat. La victime peut être présente et/ou être représentée par un avocat. Le tribunal rend une décision adaptée à la gravité de l'infraction, à la personnalité du condamné, à ses ressources et au préjudice subi par la victime. La décision peut être contestée en faisant appel (voie de recours par laquelle une partie à un procès demande un nouveau jugement de l'affaire par une juridiction supérieure) ou opposition (voie de recours en justice, civile ou pénale, ouverte aux personnes n'ayant pas eu connaissance d'un procès à leur encontre, et qui leur permet d'être à nouveau jugées par le même tribunal. https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1485</p>
Serviços de inteligência; serviços de informações	<p>Services de renseignement ; services d'information</p> <p>Ces sont les services de renseignement ? Les services de renseignement sont des organismes publics chargés de fournir des renseignements utiles à la sécurité de l'État et de la population. Les États disposent généralement d'un ou plusieurs services spécialisés dans le renseignement de nature géographique, thématique ou technique. Ces services peuvent cibler un seul domaine (renseignement intérieur, étranger, militaire, criminel ou financier) ou travailler dans plusieurs domaines (surveillance de la sécurité intérieure et extérieure). Les États peuvent réunir les fonctions de renseignement de plusieurs administrations dans des unités spécialisées mixtes couvrant des thématiques particulières (antiterrorisme, criminalité financière). Ces services de renseignement civils, militaires et d'applications des lois forment avec les unités dépendant d'autres institutions de sécurité le « monde du renseignement ». https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_12_Les%20services%20de%20renseignement_0.pdf</p>
Servidor público	<p>Fonctionnaire ; fonctionnaire de l'État ; fonctionnaire civil de l'État ; fonctionnaire civil ; employé(e) de la fonction publique</p> <p>Un fonctionnaire est une personne employée par un organisme public dans un emploi permanent. Il est titularisé à son poste dans un grade de la hiérarchie administrative. Il existe trois catégories de fonctionnaires mais leur statut repose sur des critères communs. Les fonctionnaires civils de l'État sont les personnes qui ont été nommées dans un emploi permanent à temps complet et ont été titularisées dans un grade de la hiérarchie administrative des administrations de l'État ou des établissements publics de l'État autres que ceux mentionnés à l'article L. 5. Les employés de la fonction publique sont recrutés et promus au moyen de processus de sélection (examen d'entrée) à la fonction publique. https://www.legifrance.gouv.fr/td/2025-quest-ce-que-quon-fonctionnaire https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT00004416551/LEGISCTA000044420579/</p>
Sigilo bancário	<p>Secret bancaire</p> <p>Le secret bancaire est un principe qui interdit aux banques de divulguer à des tiers des informations bancaires et personnelles sur leurs clients. Il est au fondement de la relation de confiance entre les banques et leurs clients. Le non-respect de cette obligation est puni, mais il faut savoir avant qu'il existe plusieurs exceptions à ce principe. Découvrez dans quels cas votre banque peut être amenée à rompre le secret bancaire en toute légalité. Découvrez les différents recours qui s'offrent à vous en cas de contentieux avec votre banque. https://monespertduprotocole.com/moyens-de-paiement/secret-bancaire/</p>
Síntese/resumo dos fatos	<p>Résumé des faits</p> <p>Le résumé des faits La distinction opérée entre les faits importants et les pièges de l'énoncé vous amènera à rédiger un résumé de la situation juridique en fonction de ses éléments déterminants. Ce résumé des faits ne devra contenir que les événements pertinents de l'énoncé et utiles à la résolution du cas pratique. https://www.editions-ellespe.fr/PDF/978234002026_extrait.pdf</p>
Sistema de Tráfego Internacional	<p>Système de circulation internationale (des personnes)</p> <p>Les accords d'intégration régionale visent de manière significative, en particulier en termes d'objectifs, d'éléments abordés, de degré d'intégration, de structures institutionnelles et de bases juridiques. De même, la libéralisation de la circulation des personnes dans le cadre de tels accords peut être considérée comme un objectif primaire ou secondaire. En outre, les objectifs généraux d'un accord régional influent sur le degré de libéralisation de la circulation des personnes et la manière dont elle est accordée et mise en œuvre. Bien que les objectifs des traités régionaux soient différents - tant d'un point de vue général que du point de vue de la circulation des personnes - le partage d'expériences entre régions peut apporter de nouvelles perspectives et permettre d'identifier des outils efficaces en matière de gestion de la circulation des personnes. https://www.com.int/ria/libre-circulacion-des-personnes-dans-les-processus-d'integration-regionale-2007</p>
Sistema de valoração de prova (o Juizador tem liberdade para decidir de acordo com o que foi trazido nos autos, podendo até, se necessário for, afastar alguma prova desde que suas decisões sejam fundamentadas sob pena de vício determinante de nulidade absoluta.)	<p>Appréciation de la preuve ; Norme de preuve et fardeau de la preuve</p> <p>Une fois que la preuve a été évaluée et qu'un poids lui a été attribué, le tribunal détermine quels faits ont été établis selon la prépondérance des probabilités (c.-à-d. que leur véracité est plus probable que le contraire). Le décideur applique ensuite les règles de droit pertinentes aux faits tels que constatés pour tirer des conclusions en droit. À cette fin, il doit appliquer la norme de preuve appropriée à la question juridique à trancher et toutes les présomptions légales applicables. Enfin, pour en arriver à une décision, le décideur doit déterminer laquelle des parties a le fardeau ultime de la preuve. Les normes de preuve pour les questions juridiques et le fardeau ultime de la preuve https://www.legis.gov.ca/fr/legales-politiques/ressources-juridiques/Pages/EvidYeu04.aspx</p>
Sistemas Judiciais	<p>Systèmes judiciaires ; systèmes juridiques</p> <p>Le système judiciaire, ou pouvoir judiciaire, désigne l'ensemble des juridictions et autorités judiciaires d'un État ou d'une autre organisation souveraine, telle que l'Union européenne (UE). La mission première des juridictions est de régler les litiges juridiques et de veiller à l'application correcte et cohérente du droit. https://e-justice.europa.eu/content_Judicial_systems-144-fr.do</p>
Sistemas processuais	<p>Système procédural</p> <p>Ex. Thèse de doctorat en Droit international. La bonne administration de la justice dans le système procédural de la C.J.U. : un principe de vertu procédurale. L'objet d'étude de ce travail est le système procédural de la Cour internationale de Justice. Ce système est exploré à l'intérieur d'un principe procédural spécifique, qui a fini par la procédure de la C.U, la bonne administration de la Justice. Cette étude explore la façon dont ce principe fonctionne en tant que cadre normatif dans le système procédural de la C.U. https://www.theses.fr/2022AS54035</p>
Soberania popular	<p>Souveraineté populaire</p> <p>La souveraineté populaire est un concept politique qui trouve son origine dans l'ouvrage de Jean-Jacques Rousseau écrit en 1762, Du Contrat social. Pour le philosophe, la souveraineté appartient au peuple et chaque citoyen en détient une part : "le souverain n'est formé que des particuliers qui le composent", elle est la "totalité concrète des individus". Pour que cette souveraineté puisse s'exercer, celui-ci doit pouvoir voter, ce qui nécessite implicitement la reconnaissance du suffrage universel. Les élus reçoivent de leurs électeurs un mandat dit "impératif" dont ils ne peuvent s'écarter sans risquer d'être révoqués. La souveraineté populaire s'oppose conceptuellement à la souveraineté nationale, exercée par la nation dans son ensemble dont le mandat n'est pas impératif mais représentatif. https://www.toutpe.org/Dictionnaire/Souverainete_populaire.htm</p>
Sobrestamento ("Significa que um juiz ou uma juíza determinou que o processo seja suspenso, isto é, não tenha movimentação.")	<p>Bursis à statuer (Procédure civile) ; suspension de l'instance</p> <p>Le bursis à statuer est une mesure prononcée par le juge qui provoque une suspension de l'instance jusqu'à la survenance d'une date fixée ou d'un événement déterminé. https://www.dalloz.fr/documentation/Document?d=D2%2F0ASIS%2F000074</p>
Sociedade de economia mista	<p>Société d'économie mixte</p> <p>La société d'économie mixte est une personne morale de droit privé, constituée sous la forme d'une société anonyme de droit commercial, et présentant la particularité d'avoir un capital social partagé entre un actionnaire public et un autre privé. https://www.dalloz.fr/documentation/Document?d=D2%2F0ASIS%2F000037</p>
Solicitação de cooperação mútua em matéria penal	<p>Demande d'entraide judiciaire (MLA) en matière pénale</p> <p>https://m.coe.int/t/680598ac4d</p>
Solução (de uma ação)/resultado	<p>Décision finale ; verdict (coupable, non coupable ou jury bloqué) ; délibération (du jury, des juges)</p> <p>Le procès se compose de l'ensemble des formalités judiciaires qui sont engagées pour obtenir la décision finale, y compris les incidents, les mesures d'instruction, (enquête, expertise) l'utilisation des voies de recours, et les voies d'exécution. Une fois que le juge ou le jury a eu le chance d'étudier toutes les preuves, il peut rendre l'un des trois verdicts suivants : coupable, non coupable ou, dans le cas d'un procès avec jury jury bloqué. Un verdict de jury bloqué signifie que les jurés ont été incapables d'arriver à une décision unanime et qu'ils ne croient pas être en mesure d'arriver à une décision unanime. Si l'accusé est déclaré coupable, le juge peut prononcer la peine immédiatement ou fixer une date pour la détermination de la peine. https://www.dictionnaire-juridique.com/deliberation/proces.php https://novascotia.ca/ps/criminal_case-f.asp</p>
Sonegação fiscal	<p>Fraude fiscale (cadre légal)</p> <p>Constitue une fraude fiscale aux yeux de la loi, toute insuffisance, omission ou inexactitude dans la déclaration d'impôts d'un contribuable. La fraude fiscale consiste ainsi à se soustraire à la loi ou à utiliser des procédés illégaux pour échapper à tout ou partie de son impôt. L'infraction de fraude fiscale est un comportement qui vise à ne pas répondre à la loi fiscale pour payer moins ou pas d'impôts. La fraude fiscale ne doit pas être confondue avec l'évasion fiscale qui consiste à diminuer ses impôts en profitant de certaines lacunes de la loi fiscale. https://impt-our-le-revenu.ooreka.fr/astute/voir/353927/fraude-fiscale?_cf_ch_k=OyJ3avVxGihkOvBmPwCcd5MoeUzCYMOYd2QM-1695391932-b-gNycGzMMs</p>
Sonegar	<p>Se soustraire à l'impôt ; omettre de déclarer des revenus ; dissimuler des actifs par omission volontaire ; frauder des déclarations de revenus ; faire de fausses déclarations ou des omissions dans votre déclaration de revenus</p> <p>La fraude fiscale est l'opération consistant à se soustraire ou tenter de se soustraire frauduleusement à l'établissement ou au paiement total ou partiel de l'impôt, selon différentes modalités. Des éléments constitutifs permettent de caractériser le délit de la poursuite. La fraude fiscale est l'opération consistant à se soustraire ou tenter de se soustraire frauduleusement à l'établissement ou au paiement total ou partiel de l'impôt, selon différentes modalités. Des éléments constitutifs permettent de caractériser le délit et la poursuite. https://www.dalloz.fr/documentation/Document?d=D2%2F0ASIS%2F001833</p>
Subprocurador-Geral da República	<p>Procureur Général de la République Adjoint</p>
Subprocuradora-Geral da República	<p>Procureure Générale de la République Adjointe</p>
Subsídio	<p>Subvention</p> <p>Somme d'argent versée par l'État ou une collectivité publique (conseil régional, conseil départemental, commune) destinée à aider une association ou une société à fonctionner. Une subvention peut être attribuée par les administrations et organismes suivants : État, Collectivités territoriales (commune, département, région, collectivité à statut particulier, collectivité d'outre-mer), Établissements publics administratifs, Organismes de sécurité sociale, Établissements publics à caractère industriel et commercial, Autres organismes chargés de la gestion d'un service public administratif. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/subvention/315146 https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3180</p>
Substituto	<p>Substitut/substitute ; adjoint/adjointe</p> <p>Le substitut du procureur : formation, métier et rôle. Le substitut du procureur est un magistrat du parquet. Le point sur ce métier et sur le rôle joué par le substitut du procureur au sein du déroulement d'une procédure judiciaire. Comme les magistrats du siège, les magistrats du parquet dépendent du ministre de la Justice. Les magistrats du parquet sont regroupés au sein du ministère public composé de la manière suivante : dans les juridictions de premier degré, par le procureur de la République, le procureur adjoint (facultatif), le vice-procureur de la République et le substitut du procureur ; dans les cours d'appel, par le procureur général, l'avocat général, et le substitut général à la cour de cassation, le premier avocat général et l'avocat général. Selon leur grade, les magistrats du parquet sont dénommés de façon différente. Ils portent le titre de substitut du procureur, de premier substitut, de vice-procureur ou encore de procureur adjoint. Ainsi, de façon schématisée, un substitut du procureur est le grade inférieur à celui de vice-procureur. Un substitut du procureur peut évoluer au cours de sa carrière professionnelle. Avec l'ancienneté, il peut être promu vice-procureur. https://justice.ooreka.fr/astute/voir/61439/substitut-du-procureur</p>
Superfaturamento	<p>Surfacturation</p> <p>Fait de gonfler indûment une facture en exigeant un prix supérieur au prix réel, ou encore en ajoutant des extras, des articles fictifs ou des prestations non fournies. (Source : CPA, 2006) Note(s) : Notamment, imposition de prix exagérés pour les frais accessoires liés aux substances anesthésiantes et gouttes pour les yeux dans certains cliniques privées de soins médicaux. https://www.thesaurus.gov.ca/tag/lerme.do?d=17347</p>
Superintendência	<p>Surintendance</p> <p>Synonyme en quelque sorte de « supervision », en entant par surintendance l'administration suprême dans son domaine. Il s'agit d'un organisme qui est responsable/chargé de la surveillance, de la direction et du contrôle d'un secteur économique ou social spécifique. Exemples : « La surintendance des assurances a annoncé qu'elle pénaliserait les entreprises qui ne répondent pas aux demandes des clients dans un délai de 48 heures ». « Si l'assistance sociale ne répond pas à notre demande, nous devons consulter la Surintendance des services de santé ». « Un groupe anarchiste s'est vu attribuer l'attaque de la Surintendance des Banques ». Les surintendances, par conséquent, sont des organes de surveillance de l'Etat. Leur but consiste à contrôler les entreprises privées de différents secteurs pour s'assurer de leur conformité aux réglementations en vigueur et qu'elles ne portent pas atteinte aux droits des consommateurs. https://lesdefinitions.fr/surintendance</p>
Superior Tribunal de Justiça	<p>Cour supérieure de justice ; Cour d'appel</p>
Superior Tribunal de Justiça - STJ	<p>Tribunal supérieur de justice - STJ</p> <p>Constitution de la République fédérative du Brésil. Art. 104. Le Tribunal supérieur de justice se compose, au minimum, de 33 ministres.Paragraphe unique. Les ministres du Tribunal supérieur de justice sont nommés par le Président de la République parmi des Brésiliens âgés de plus de 35 ans et de moins de 65 ans qui possèdent un savoir juridique remarquable et une réputation éminente, après que leur choix ait été approuvé par le Sénat fédéral, à savoir : un tiers parmi les juges des Tribunaux fédéraux régionaux et un tiers parmi ceux des Tribunaux de Justice, choisis sur une liste tripartite élaborée par le Tribunal lui-même. Il - un tiers, à parts égales, parmi les avocats et les membres du Ministère public fédéral, des États, du District fédéral et des Territoires, alternativement, nommés dans les conditions visées à l'article 94 ci-dessus.</p>
Superior Tribunal Militar - STM	<p>Tribunal militaire supérieur - STM</p> <p>Constitution de la République fédérative du Brésil. Art. 122. Les organes de la Justice militaire sont : 1 - Le Tribunal militaire supérieur. Il - les tribunaux et juges militaires institués par la loi. Art. 123. Le Tribunal militaire se compose de 15 ministres à vie, nommés par le Président de la République après que son choix ait été approuvé par le Sénat fédéral, trois de ceux-ci sont choisis parmi les officiers généraux de la Marine, quatre parmi les officiers généraux de l'Armée de Terre et trois parmi les officiers généraux de l'Armée de l'Air, tous en activité et parvenus au poste le plus élevé de la carrière; cinq ministres sont des civils.</p>
Supremo Tribunal Federal	<p>Tribunal fédéral ; Cour fédérale ; Cour de cassation</p> <p>Pour pouvoir assumer son rôle et faire face à toutes ses nouvelles tâches, le Tribunal fédéral a modifié son organisation interne. Formé à l'origine d'une seule chambre, il se compose actuellement de huit cours : deux cours de droit civil, quatre cours de droit public et deux cours de droit pénal. Le siège du Tribunal fédéral est situé à Lausanne, la troisième et la quatrième cour de droit public sont à Lucerne. Organismes directeurs : La Conférence des présidents La Conférence des présidents de la Cour fédérale est composée des présidents des huit cours. Le secrétaire général dirige le secrétariat de la Conférence des présidents ; il assiste aux séances et a voix consultative. La Commission administrative La Commission administrative se compose du président, du vice-président et d'un autre juge du Tribunal fédéral. Le secrétaire général assiste aux séances ; il a voix consultative. Les membres de la Commission administrative sont déchargés dans une mesure suffisante du travail de leur cour. https://www.ogp.ch/fr/index/federal/federal-hier-temple-federal-geneve.htm</p>

Transmissão do registro criminal	Transmission du casier judiciaire ; échanges d'informations du casier judiciaire ; partage d'informations des casiers judiciaires ; échange d'informations sur les condamnations Les informations peuvent être partagées dans le cadre d'une procédure pénale ou à toute autre fin légitime, par exemple pour des enquêtes préalables à l'embauche. Si les réponses aux demandes formulées aux fins d'une procédure pénale sont obligatoires, celles formulées à d'autres fins doivent être faites conformément au droit national. https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/exchange-of-information-on-criminal-records-between-eu-member-states.html
Tratado	Traité ; accord ; convention ; pacte Les génériques (accord, convention, pacte, etc.) s'écrivent avec une minuscule lorsqu'ils sont suivis d'un nom propre. Le traité de l'Atlantique Nord. Le traité de Versailles. Multidictionnaire de la langue française
Tribunal de Contas da União – TCU	Cour fédérale des comptes du Brésil - TCU Le nouvel examen de la gouvernance publique visant l'institution supérieure de contrôle du Brésil – le Tribunal de Contas da União (TCU) – évalue les dispositions prises, conformément aux principes de gouvernance, pour le contrôle extérieur des comptes de la Présidence de la République. Ce rapport formule des propositions visant à renforcer l'impact positif de ce contrôle sur les décisions prises par les pouvoirs exécutif et législatif, à encourager la transparence et la reddition des comptes vis-à-vis du public et à stimuler le débat public. https://www.oecd.org/fr/brasil/examen-paris-pairs-realises-par-l'ocde-sur-la-cour-federale-des-comptes-tribunal-de-contas-da-uniao-out-dubrel-mardi-4-decembre-2012/2brasilia.htm
Tribunal Penal Internacional	Cour pénale internationale - CPI La Cour pénale internationale (CPI) est une juridiction permanente destinée à punir les crimes les plus graves contre le droit humanitaire international, lorsque les criminels ne peuvent être jugés dans leur pays. Les statuts de la CPI ont été adoptés lors de la Conférence de Rome du 17 juillet 1998. https://www.vie-publique.fr/fiches/38306-quest-ce-que-la-cour-penale-internationale-cpi
Tribunal Regional Federal	Tribunal fédéral régional – TRF
Tribunações	Fiscalité ; impôts et taxes ; législation fiscale
TSE – Tribunal Superior Eleitoral	Tribunal électoral supérieur – TSE Constitution de la République fédérative du Brésil. Section VI. Tribunaux et des juges électoraux. Art. 110. Les organes de la Justice électorale sont: I - le Tribunal électoral supérieur; II - les Tribunaux électoraux régionaux; III - les juges électoraux; IV - les Conseils électoraux. Art. 119. Le Tribunal électoral supérieur se compose d'au moins sept membres choisis: I - par élection au scrutin secret; a) pour trois juges, parmi ceux du Tribunal fédéral supérieur; b) pour deux juges, parmi ceux du Tribunal supérieur de justice; II - pour deux juges, par nomination du Président de la République, parmi six avocats de savoir juridique remarquable et moralement idoneis, désignés par le Tribunal fédéral supérieur.
Última instância	Tribunal de dernier ressort (ou plus haute cour) ; Cour en dernière instance ; Cour générale d'appel de dernière instance ; dernier recours judiciaire ; Cour suprême ; Cour constitutionnelle ; Cour d'appel EX1 : La Cour suprême d'Irlande remplit deux missions principales : celle d'une Cour constitutionnelle et celle d'une Cour d'appel de droit civil en dernière instance. Elle représente essentiellement le dernier ressort contre les décisions de la Haute Cour. Sa compétence en première instance dans les affaires civiles ci-dessous est restreinte. EX2 : La Cour suprême du Canada est le tribunal de dernier ressort (ou plus haute cour) du Canada. En tant que cour générale d'appel de dernière instance, elle constitue le dernier recours judiciaire de toutes les parties. Elle a compétence tant à l'égard des affaires touchant le droit civil du Québec qu'à l'égard des affaires touchant la common law applicable dans les neuf autres provinces et trois territoires. Puisqu'elle est une cour générale d'appel, la Cour suprême du Canada est habilitée à entendre des causes touchant tous les domaines du droit. http://www.supremecourt.ca/supremecourt/ictbtrn/y.html?PageCurrent/33EF4B055903817260257582004231DF?opendocument&len http://www.scc-ccc.ca/contact/fr/qa-ga-qa-fr.aspx#f1
Urna eleitoral	Urnes électorales ; urnes pour les élections ; urnes de vote électorales ; boîte de scrutin Une urne de vote, parfois aussi appelée urne électorale dans le cadre d'une élection ou boîte de scrutin au Canada est un récipient utilisé lors des scrutins au suffrage universel pour recevoir des bulletins de vote secrets. À l'époque de la Grèce antique, les urnes étaient des amphores opaques, emplies de jets. https://fr.wikipedia.org/wiki/Urne_de_vote
Valores mobiliários	Valeurs mobilières ; titres La locution "valeurs mobilières" englobe, d'une part, les parts représentatives d'apports consentis par des investisseurs dans des sociétés de personnes, les parts d'emprunts émises, soit par l'État ou les Collectivités locales, soit par des sociétés commerciales, et elle comprend, d'autre part, les droits attachés à la possession d'actions de ces sociétés. Cette terminologie est utilisée indépendamment du fait de savoir si les titres sont ou non matérialisés. Sous le régime de la tutelle qu'il s'agisse de la tutelle des mineurs ou de la tutelle des majeurs protégés, la gestion des valeurs mobilières fait l'objet de règles particulières. https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/titre.php
Vencer (voto de acórdão); preferir voto vencido; preferir voto favorável; votou com	Vote gagnant ; émettre vote dissident (émettre une opinion dissident) ; émettre un vote favorable ; partager l'opinion (d'un collègue) ; se rallier à l'opinion (d'un autre juge) Ex : Je m'associe à la décision (de mon collègue) / Je souscris au dispositif proposé par mon collègue / Je souscris au résultat proposé par mon collègue / J'abonde dans le même sens / Je suis du même avis / Je partage l'avis / l'opinion de mon collègue / Je souscris à ces motifs (à ce jugement). https://www.tb.tremplus.gc.ca/tqv2guides/guides/md/index-fra.html?lang=fra&lang_idx=fra&lettr_idx_catlog_c_fra&xxx=SIGNIFIER&page=9/4A4LZ0EB4.html
Verba; orçamento	Budget Un budget est l'ensemble des éléments permettant à l'État ou aux collectivités territoriales : d'anticiper leurs recettes et leurs besoins financiers pour l'année suivante ; d'être autorisés juridiquement à les mettre en œuvre. Le budget se concrétise : dans les lois de finances initiales et rectificatives votées par le Parlement (pour l'État) ; dans des budgets primitifs et supplémentaires votés par les assemblées délibérantes (pour les collectivités territoriales) Un budget est un acte juridique de prévision et d'autorisation financières par lequel sont prévues et définies les recettes et les dépenses annuelles de l'État. https://www.vie-publique.fr/fiches/21818-quest-ce-est-un-budget
Vereador	Conseiller/consillère municipale La conseillère municipale ou conseiller municipal s'investit dans la vie de sa commune. Élu au suffrage universel direct, cet acteur de la démocratie locale assume des missions parfois insoupçonnées par ses concitoyens. Pour devenir conseiller ou conseillère municipale, il faut avant tout avoir envie d'agir pour sa commune. En effet, la très grande majorité des conseillers municipaux habitent au sein de la circonscription dans laquelle ils ont été élus. https://www.lesparisien.fr/etudiant/orientation/guide-metiers/metier-conseiller-municipal/
Vice-Procurador-Geral da República	Vice-Procureur Général de la République
Vice-Procurador-Geral Eleitoral	Vice-Procureur Général pour les affaires électorales
Vice-Procuradora-Geral da República	Vice-Procureure Générale de la République
Videoconferência	Vice-Procureure Général pour les affaires électorales
Vigilância discreta/secreta	Surveillance secrète Ex : De la surveillance secrète à la prédiction des risques : les dérives du fichage dans le champ de la lutte contre le terrorisme. La Cour a notamment considéré que le fait de conserver des données dans un fichier créé par un arrêté qui n'a fait l'objet d'aucune publication et n'a pas été rendu accessible au public constitue une violation du droit au respect à la vie privée (CEDH, 21 juin 2011 req. n° 30194/09, Shimovolov c/ Russie). L'exigence de prévisibilité est selon elle d'autant plus nécessaire concernant les fichiers de renseignement impliquant une surveillance secrète. https://www.cairn.info/revue-archives-de-politique-criminelle-2016-1-page-123.htm
Vontade das partes	Volonté des parties Ex : L'autonomie de la volonté des parties dans les contrats internationaux entre personnes privées. (Septième Commission, Rapporteur : M. Eric Jayme). Soulignant l'importance primordiale du droit international privé pour le développement du commerce et des relations entre les personnes privées sur le plan international ; Considérant que l'autonomie de la volonté des parties est l'un des principes de base du droit international privé ; Reconnaissant que l'autonomie de la volonté des parties est également consacrée comme liberté individuelle par plusieurs conventions et par diverses résolutions des Nations Unies https://www.google.com/url?sa=t&rctj=&q=&src=web&cd=&ved=2ahUKEwEguy7MMVBAXX_rpUCHbIDTEQFnocEAcAAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.idi-ol.org%2Fapp%2Fuploads%2F2017%2F0%2F1991_hel_02_fr.pdf&usq=AOVw3qZCD106yq4FHQ5d37B&opi=8997849
Votar com; aderir ao voto (relator)	Souscrire (à une opinion, un avis, des motifs) ; être du même avis ; partager l'opinion (d'un collègue) ; se rallier à l'opinion (d'un autre juge) ; abonder dans le même sens ; signifier son assentiment Ex : Je m'associe à la décision (de mon collègue) / Je souscris au dispositif proposé par mon collègue / Je souscris au résultat proposé par mon collègue ; J'abonde dans le même sens / Je suis du même avis / Je partage l'avis / l'opinion de mon collègue / Je souscris à ces motifs (à ce jugement). https://www.tb.tremplus.gc.ca/tqv2guides/guides/md/index-fra.html?lang=fra&lang_idx=fra&lettr_idx_catlog_c_fra&xxx=SIGNIFIER&page=9/4A4LZ0EB4.html
Última instância	Tribunal de dernier ressort (ou plus haute cour) ; Cour en dernière instance ; Cour générale d'appel de dernière instance ; dernier recours judiciaire ; Cour suprême ; Cour constitutionnelle ; Cour d'appel
Urna eleitoral	Urnes électorales ; urnes pour les élections ; urnes de vote électorales ; boîte de scrutin
Valores mobiliários	Urnes électorales ; urnes pour les élections ; urnes de vote électorales ; boîte de scrutin
Vencer (voto de acórdão); preferir voto vencido; preferir voto favorável; votou com	Vote gagnant ; émettre vote dissident (émettre une opinion dissident) ; émettre un vote favorable ; partager l'opinion (d'un collègue) ; se rallier à l'opinion (d'un autre juge)
Verba; orçamento	Budget
Vereador	Conseiller/consillère municipale
Vice-Procurador(a)-Geral da República	Vice-Procureur Général de la République ; Vice-Procureure Générale de la République (fem)
Vice-Procurador(a)-Geral Eleitoral	Vice-Procureur Général pour les affaires électorales ; Vice-Procureure Générale pour les affaires électorales (fem)
Vice-Procuradora-Geral da República	Vice-Procureure Générale de la République
Videoconferência	Vidéoconférence
Vigilância discreta/secreta	Surveillance secrète
Vontade das partes	Volonté des parties
Votar com; aderir ao voto (relator)	Souscrire (à une opinion, un avis, des motifs) ; être du même avis ; partager l'opinion (d'un collègue) ; se rallier à l'opinion (d'un autre juge) ; abonder dans le même sens ; signifier son assentiment